

land

La longue marche

Portrait politique du Vice-Premier ministre, Dan Kersch (LSAP)

Eng Plainte maachen

Politische Affären scheinen öfter zum Verwaltungsgericht getragen zu werden. Ist das eine „Judikarisierung“ der Politik?

Apolitique

Par ses jugements dans les affaires Amazon et Engie, le tribunal de l'UE s'exonère de la politisation de la Commission européenne et de la vie économique

La club culture entre au centre d'art

Next dresse le portrait d'une génération montante avec des artistes autour de trente ans. Andrea Mancini, musicien et plasticien, commence la série

Sorgfältig prüfen, dann impfen

Nur geimpft mit Oma und Opa spielen? Warum die Corona-Impfung von Kindern und Jugendlichen zusätzliche Fragen aufwirft

Photo : Sven Becker



land

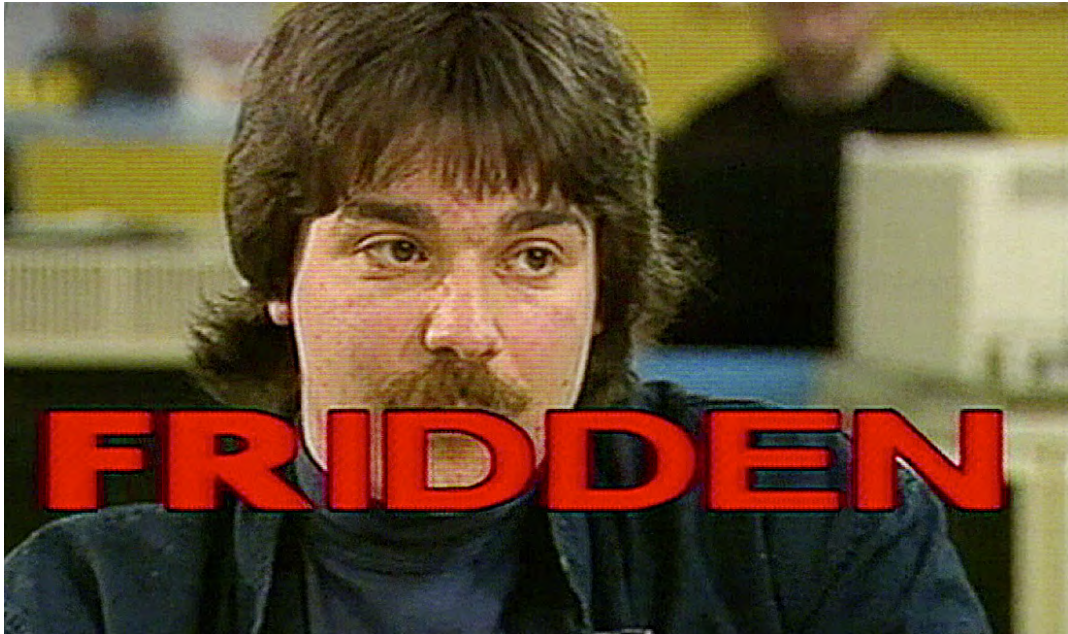
Unabhängige Wochenzeitung
für Politik, Wirtschaft und Kultur

#19

68. Jahrgang
14.05.2021



4,50 €



Extraits d'un clip de campagne du KPL de 1989

Compromis historiques

Bernard Thomas

La longue marche de Dan Kersch. Portrait politique du Vice-Premier ministre socialiste

Les similitudes biographiques entre les deux Vice-Premiers ministres, Dan Kersch (LSAP) et François Bausch (Déi Gréng), sont frappantes. Deux fils de sidérurgistes qui arrêtent le lycée pour travailler comme ouvriers aux CFL. (Plus tard, ils suivront des cours du soir et passeront leur bac.) Ados, ils entrent dans la jeunesse syndicale, se jettent corps et âme dans le militantisme d'extrême gauche, lisent les « classiques » du marxisme, puis entament une carrière politique qui les fera accéder, quinquagénaires, aux honneurs ministériels. Les deux se présentent comme *Macher*, des *self-made men* de la politique luxembourgeoise.

Dan Kersch est né en 1961 dans le microcosme communiste eschois. Son père, Gaston, était un militant fidèle du parti, ancien maquisard, président de la délégation sur Terres Rouges. Son frère, Guy, s'engageait également au KPL, avant de rejoindre Déi Lénk et de siéger au conseil communal. Dan Kersch n'a pas été baptisé, ses parents avaient la foi communiste. Avec Vera Spautz, André Roeltgen et Christian Kmiotek, il est de la génération du Escher Jugendhaus du début des années 1980. Une bande de potes militant pour un centre de jeunes autogéré, organisant des soirées de disco alternative et s'activant dans une Friddensbewegung, que le KPL tente de récupérer. Jeune ado, Kersch adhère à la Jeunesse communiste, où son habitus irrévérencieux le fait passer pour un « Sponti ».

À 28 ans, il rompt avec son histoire familiale. Le 25 mars 1990, Dan Kersch fait ses adieux au parti. Alors que l'URSS se désagrège, il monte sur l'estrade de la conférence nationale du KPL à Rumelange et déclare aux délégués qu'il ne croit plus à une réforme du parti. « Il y aura peut-être un peu plus de démocratie interne, mais fondamentalement peu changera », sera-t-il cité dans le *Grénge Spoun*. Que le jeune espoir du KPL soit si pressé de claquer la porte jette un premier froid sur les espoirs d'une refondation communiste. Kersch dit avoir pris sa décision dès l'été 1989, après une tournée avec les « Sportler fir de Fridden » à travers la RDA, la Pologne et l'URSS. À son retour, il ne se serait « plus fait d'illusions ».

Kersch finit par avoir raison. Le KPL se sclérosait, se mutant en reliquat *vintage*. Mais en 1990, cette histoire n'était pas encore écrite. Car huit mois après le départ de Dan Kersch, les réformateurs autour d'André Hoffmann prennent le contrôle du comité central et adoptent de nouveaux statuts. Dans le préambule, ils font une autocritique acerbe des « contradictions du mouvement communiste » : « Verselbständigung eines bürokratischen, autoritären Verwaltungsapparates », « Dogmatisierung des Marxismus-Leninismus », « rigide Strukturen ». La vieille garde stalinienne riposte en décembre 1993 et reprend le contrôle. Les réformateurs se voient exclus du comité central, la *Zeitung vum Lëtzebuurger Vollek* titre : « Renouveau irréversible ».

Dan Kersch était déjà ailleurs. « Le jour où j'ai quitté le KPL, je me suis juré de ne plus jamais me faire dicter ce que j'avais à penser ». Le lendemain de sa démission, il est approché par les dirigeants de la section eschoise du LSAP, qui tentent de le « recruter officieusement ». Il faudra une année à l'apatride politique avant qu'il se décide à adhérer. Ce passage a été favorisé par la proximité entre les sections locales du KPL et du LSAP, habituées à former des

« Kersch est redouté pour ses manœuvres tactiques et ses prises de bec au sein de la coalition. Or, dans ses ressorts ministériels, il est réputé un négociateur fiable »

coalitions. Dans la *Minettmetropol*, le KPL était plus eurocommuniste et le LSAP moins anti-communiste que dans le reste du pays. Alors que la direction nationale du parti communiste (dominé par les Urbany, père et fils) restait politiquement isolée, et donc plus « puriste », la section eschoise avait accumulé une expérience de l'exercice du pouvoir, qui favorisait des tendances gestionnaires. Arthur Useldinger, maire KPL d'Esch en 1946-1949 puis en 1970-1978, aimait ainsi répéter à ses troupes que le parti devait d'abord prouver qu'il était capable d'administrer. Une prédilection pour la politique locale qui marquera également la carrière de Dan Kersch.

Alors qu'avoir été trotskiste ou maoïste dans sa jeunesse était considéré comme « chic » (même Jean-Claude Juncker finissant par se vanter d'un bref, et probablement apocryphe, flirt avec la LCR), un passé communiste passait moins bien. Les anciens ennemis étaient relégués parmi les perdants de l'Histoire. Dan Kersch dit avoir rencontré une certaine appréhension parmi ses nouveaux camarades socialistes. « Tous n'étaient pas enthousiasmés par mon arrivée, et on me l'a fait ressentir. Je n'étais pas *everybody's darling*. Sporadiquement, on me peignait comme un encarté du KPL tentant d'infiltrer le LSAP. D'autres voyaient en moi une concurrence pour leur siège au conseil communal. C'est pour cela que mon nom n'a pas été retenu pour les listes des élections communales. » Peu après, Dan Kersch quitte sa ville natale et construit une maison à Mondercange, une bourgade tranquille et classe moyenne, voisine d'Esch.

La carrière politique de Dan Kersch est étroitement liée à celle de Lucien Lux. Les deux anciens cheminots se sont rencontrés une première fois en 1979 dans la section des jeunes de l'OGBL, le secrétaire central Lux étant censé encadrer le contestataire Kersch. Quand Lucien Lux conquiert Bettembourg en 1988, il place Kersch à la tête du « Service Écologie » nouvellement créé. (Il avait déjà travaillé dans un service similaire à Esch.) En 2002, Lux est nommé secrétaire général du LSAP. Kersch le suivra comme « secrétaire d'organisation », une sorte de sherpa. Il s'installe au cœur

de l'appareil du parti, dont il devient salarié, et s'y familiarise avec les rouages et réseaux internes.

En 2004, Kersch se présente aux élections législatives, et finit avant-dernier. « Ce n'était pas une bonne constellation, dit-il aujourd'hui. J'ai été mis sur la liste contre mon gré. Car organiser une campagne tout en étant candidat, cela entraîne des conflits auxquels j'aurais préféré renoncer. » À part trois semaines en 2013, Dan Kersch n'aura jamais siégé à la Chambre des députés. Ce qui lui a finalement permis d'éviter les rigueurs du « Fraktionszwang » qui avait brisé la carrière nationale de son amie Vera Spautz.

Mais à peine une année après son score humiliant aux législatives, Kersch fait un come-back remarqué en conquérant la mairie de Mondercange, jusque-là fermement tenue par le CSV. Dorénavant, il se construira par la politique communale, au point de prendre, en 2009, la présidence du Syvicol. Une « Ochsentour » ? Au contraire, répond-il, la politique communale serait le niveau où la participation démocratique fonctionnerait le mieux. Cette conviction, il l'aurait acquise auprès de « Hoffmanns Änder », dit-il, en référence à l'ancien député et échevin des Affaires sociales (KPL puis Déi Lénk) d'Esch.

Aux congrès nationaux de 2010 et 2011, Dan Kersch réapparaît en tant que chef de file des « Lénkssozialisten » et menace un moment la stabilité gouvernementale. Alors que le gouvernement CSV-LSAP tente de boucler ses « Spuerpäck » et que la Tripartite implose, Kersch reproche aux camarades ministres de reprendre des « éléments d'une politique anti-salariale dictée par Sarkozy et Merkel ». Indignés, les notables socialistes l'accusent d'« enfreindre toutes les règles de la solidarité » et de vouloir « faire carrière contre son propre parti », avant de lui proposer un siège au Conseil d'État que l'intéressé accepte en 2011. Dans leur essence, les interventions tenues alors par Kersch tournent autour du même noyau programmatique : Le LSAP doit honorer les liens qui l'unissent à son syndicat « allié ». L'éternel retour du problème des relations entre parti et syndicat, qui divise la gauche depuis 1921.

En juillet 2013, en pleine crise institutionnelle et alors que les élections anticipées se profilent, le socialiste de gauche Dan Kersch se place dans le camp d'Etienne Schneider, le social-démocrate libéral. Tandis que Lucien Lux venait de publiquement décréter que Jean Asselborn était le *Spitzekandidat*, le maire de Mondercange rappelle sur *RTL-Télé* que ce serait au congrès du parti d'en décider. Six mois plus tard, Dan Kersch est assermenté au Palais grand-ducal comme ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique. Il portait, ce jour-là, une cravate rouge.

Kersch se décrit lui-même comme « déckkäppeg », et son style politique peut être ressenti comme brutal, comme s'il devait constamment établir et affirmer un rapport de force. Au sein de la coalition, il est redouté pour ses manœuvres tactiques et ses prises de bec. Or, dans ses ressorts, il est réputé un négociateur ferme mais fiable. Ses vis-à-vis le décrivent comme un bûcheur de dossiers, désireux de dégrader des compromis. Il réussit ainsi à faire aboutir les dossiers, aussi

techniques qu'épineux, de la fusion des services de secours ou de la réforme des finances communales. C'est également Dan Kersch qui trouve un accord avec Erny Gillen, le « change manager » épiscopal, sur le financement des fabriques de l'Église, prouvant que la menace d'un référendum était plus efficace que sa mise en exécution. Interrogé sur la « méthode Kersch », le ministre explique qu'il tenterait de « comprendre l'autre côté » et de dégager des arguments qui aideront ses partenaires de négociation à convaincre leur base.

C'est à l'heure du grand confinement de mars-avril 2020, que Kersch se révèle l'homme de la situation, nationalisant les salaires de quelque 15 000 entreprises et débloquent des centaines de millions d'euros en un temps record. Il aura suffi d'un « post » polémique sur Facebook pourfendant les « riches avocats » et « patrons » souriant à bord de leur Ferrari, pour que le ministre se retrouve reconfiné dans le rôle de l'incorrigible lutteur de classes, un incident que Kersch n'a toujours pas entièrement digéré. Pourtant, en octobre dernier, l'ancien président de l'Union des entreprises luxembourgeoises (UEL), Nicolas Buck, faisait un panégyrique du ministre du Travail. Dans une interview accordée au *Land*, le patron des patrons décrivait l'ex-communiste comme « un vrai ministre, un vrai chef [...] décisif durant la crise ». C'est assez ironique que Kersch s'entende bien avec le bourgeois désinvolte Nicolas Buck pour finir par se fâcher avec Michel Reckinger, son voisin d'enfance (dont les grands-parents louaient aux parents de Kersch), qui a repris la tête de l'UEL.

Par moments, le Vice-Premier ministre dévoile une mentalité clanique, où l'exigence de loyauté et la peur de la trahison règnent en maître. Il est ainsi entré au ministère du Travail comme on entre dans un pays conquis, plaçant ses proches du LSAP et de Mondercange aux postes-clés. Dan Kersch justifie sa politique des nominations par « un certain nombre de départs » et par « l'absence d'un organigramme et d'une répartition des responsabilités claires » à son arrivée au sein du ministère. Pas exactement un hommage à son prédécesseur, l'actuel commissaire européen Nicolas Schmit (LSAP). Mais Kersch avait également l'intelligence de s'adjoindre la haute fonctionnaire Paulette Lenert au ministère de la Fonction publique. Il l'aurait promue coordinatrice générale après qu'un autre haut fonctionnaire, installé de plus longue date, l'aurait « einfach eng Kéier hannergeangen ».

L'ascension au poste de Vice-Premier ministre en février 2020 doit finalement beaucoup à la faiblesse en personnel du LSAP. Pour remplacer Etienne Schneider, il fallait un technicien du pouvoir, n'ayant pas peur de confronter les partenaires de coalition. Taina Bofferding apparaissait comme trop inexpérimentée, Romain Schneider comme trop discret, Paulette Lenert comme trop novice. Quant à Jean Asselborn, il s'est plus ou moins retiré de la politique nationale. L'horreur du vide propulse Kersch au centre du jeu politique. Or, sur les grandes questions systémiques, il reste peu audible. Que ce soit sur l'urgence climatique, la manne *offshore*, la crise du logement ou l'aménagement du territoire, le Vice-Premier ministre n'a jusqu'ici pas fait de grandes sorties programmatiques. Son discours reste largement défensif, et retrace les « lignes rouges » syndicales. ●

« Ech weess jo, wéi dat gelaf ass »

Interview : Bernard Thomas

Dan Kersch sur le climat (politique), les limites d’une réforme de l’impôt foncier et ses relations troublées avec les Verts

d’Land : *En succédant à Etienne Schneider comme Vice-Premier ministre, vous avez également rempli un vide laissé au sein du LSAP.*

Dan Kersch : Même s’il était prévisible qu’Etienne n’allait pas terminer son mandat, j’ai regretté sa décision. J’aurais préféré qu’il reste, et je le lui ai dit. Etienne a un certain charisme. C’est à tort qu’il a été accusé d’être trop proche des milieux économiques. Car quand on le connaît, on sait que c’est une personne qui pense de manière sociale. Son départ est une perte pour le LSAP, même si nous avons réussi à la compenser relativement vite. Franz Fayot, c’est un autre type de politicien qu’Etienne Schneider, mais il a pu prouver en peu de temps qu’il sait approcher les dossiers avec une grande expertise et un grand calme. Et je trouve très rafraîchissant que quelqu’un comme Paulette [Lenert] soit au gouvernement. Cela fait du bien au gouvernement, et cela fait surtout du bien à notre parti. Je savais qu’il avait proposé à notre parti quand j’ai dit qu’elle devait rentrer au gouvernement. À l’époque j’ai été critiqué au sein du parti, mais aujourd’hui plus personne ne conteste que c’était le bon choix.

Avant de lui proposer le poste de ministre, avez-vous parlé avec Paulette Lenert des pressions qui sont celles du monde politique et médiatique ?

Non, nous ne pouvions alors pas prévoir jusqu’à quel point ces pressions allaient monter. Je dois dire que ce qui se passe actuellement est difficilement supportable, même pour des politiciens expérimentés. Je parle de la manière dont les ministres et leurs familles sont dénigrés et visés par des attaques personnelles. Je pourrais vous citer des dizaines de cas où ma femme s’est fait prendre à parti : ‘Dis à ton salaud à la maison, et cetera.’ Cette campagne autour des indépendants a généré une haine énorme. Cela a pris une dimension... À mes yeux, on en arrive à une situation, où des gens a priori intéressants seront à jamais perdus pour la politique.

La réforme de l’impôt foncier reste le grand serpent de mer de la politique luxembourgeoise. Il n’est ainsi toujours pas clair quelle devra en être la finalité : Remplir les caisses communales ou mobiliser des terrains ?

Je ne partage pas l’avis de ceux qui pensent que l’impôt foncier pourra résoudre la crise du logement. Au Luxembourg, cet impôt est certainement trop bas, et je pourrais m’imaginer qu’il augmente d’un cran, du moins pour certains propriétaires, ceux qui ont beaucoup de terrains. Mais je reste également convaincu que, pour ceux qui n’ont qu’une maison où qui gardent un terrain pour leurs petits-enfants, l’impôt foncier devra rester au niveau actuel. Quant aux finances communales, il faut rappeler de quelles envergures on parle. Actuellement, l’impôt foncier rapporte quarante millions d’euros par an. Même si on le multipliait par dix, cela ne suffirait certainement pas à financer les communes.

On pourrait également argumenter qu’une hausse massive de cet impôt rendrait la rétention foncière moins lucrative, et finirait donc par convaincre les propriétaires à viabiliser leurs terrains.

On entrerait dans une logique totalement folle ! On ne parlerait alors pas d’une multiplication par un facteur dix, mais cent. Et qui le ferait ?

Quelqu’un qui, politiquement, n’a plus rien à perdre ?

Il perdrait surtout sa crédibilité. Le problème réside à un autre niveau : l’imposition des plus-

values. Si j’achète une maison en 2015 pour un million d’euros et que je la vends en 2020 pour 1,8 million, je n’aurai à payer que vingt pour cent d’impôts sur les plus-values réalisées. Comment justifier cela ?

Au congrès du LSAP, vous lanciez l’idée d’un « impôt corona » visant les bénéficiaires de la pandémie. Une proposition qui ne semblait pas avoir été discutée en amont au sein du parti.

Le programme fondamental du LSAP revendique une société équitable, et la fiscalité en fait partie. Je suis le Vice-Premier ministre et je prends la liberté de donner une série de directions. Si le parti est d’avis que celles-ci ne sont pas correctes, il doit en discuter au congrès, et nommer quelqu’un d’autre comme Vice-Premier.

En même temps, vous avez repoussé toute réforme fiscale à 2023... Avez-vous passé un pacte de non-agression avec le DP ?

Les questions fiscales, on ne doit pas les reporter op Mokuchsdag. Ce qui est vrai c’est qu’en

pleine crise, ce n’est pas le moment d’augmenter les impôts. Et que, le jour où on le fera, il faudra être sélectif. Mais je trouve intéressant que des parties non-négligeables du CSV – même si elles sont aujourd’hui un peu hors-jeu – estiment que c’est une bonne idée. Je trouve également intéressant que le Premier ministre ne dit pas que c’est hors de question. Je trouve enfin intéressant la réaction du ministre des Finances. Tout cela veut dire que ce n’est pas une proposition faite à la légère. Pour moi, l’impôt corona reste une option très claire. Si j’ai quelque chose à voir avec le programme électoral que le LSAP élaborera – et cela ne se fera pas à six mois des élections –, alors cette discussion fiscale devra se mener. Et ceci dès la précampagne.

Elle commence quand, cette « précampagne » ? En 2022 ?

Oui, les partis doivent se positionner. Ce n’est pas parce que nous avons bien travaillé ensemble que les trois partis de coalition seraient devenus des triplés siamois. Le DP a d’autres idées en matière

fiscale que les Verts, et les Verts ont d’autres idées que le LSAP. Je trouve utile que chacun se positionne clairement.

Serez-vous « Spätzekandidat » du LSAP au Sud ?

Je ne le sais pas encore.

De quoi cela dépendra-t-il ?

De ma santé. J’ai aussi une famille, et puis il y a une vie après la politique. On avait dit une fois que dix ans devaient suffire, et je reste de cet avis. Or, en politique, on ne décide pas tout seul.

Aux dernières élections communales, un siècle de socialisme municipal s’est en partie effondré. Le LSAP a perdu Esch et Schifflange, et n’a pas réussi à reconquérir Bettembourg. Dans les trois cas, les Verts ont fait faux bond.

Je tiens à rappeler que, dans toutes les communes que vous citez, le LSAP reste le parti le plus fort. Je tiens également à rappeler que Déi Gréng ont partout passé des coalitions avec le CSV. Cela est frappant...

« On avait dit une fois que dix ans [au gouvernement] devaient suffire, et je reste de cet avis »

... Cela a surtout dû peser sur vos relations avec les Verts.

Ech weess jo, wéi dat gelaf ass. Je sais pourquoi les Verts l’ont fait. Regardez la coïncidence des dates. Les élections communales ont eu lieu en octobre 2017, un an avant les législatives...

Vous voulez dire que les Verts préparaient un ticket Wiseler-Bausch ?

Pour nous, c’était un signal que les socialistes devaient être évincés. Même si je ne conteste pas qu’on est toujours e bëssi selwer Schold...

Au conseil de gouvernement, vous avez régulièrement clashé avec la ministre de l’Environnement, Carole Dieschbourg (Déi Gréng). On dit que Dan Kersch comprend l’urgence climatique de manière abstraite, mais pas de manière viscérale...

Ce sont ceux qui n’aiment pas parler de la question sociale, qui le disent. Pour moi, les deux questions sont absolument indissociables. Résoudre la question climatique sans prendre en considération la question sociale, c’est d’abord échouer écologiquement et ensuite provoquer une catastrophe humanitaire. L’idéologie verte consiste principalement à renchérir des produits pour préserver les ressources. Je ne conteste pas cette approche. Mais on ne peut rendre certains produits aussi chers qu’ils finiront par être réservés à une petite couche de personnes qui peuvent se les payer. Les uns continueraient allègrement, tandis que les autres resteraient penauds. Et puis qui touche les subsides ? Qui se paie une voiture électrique ? Certainement pas celui qui gagne le salaire minimum : il va s’acheter une « Drecks-Schleider », peut-être 3 000 euros moins cher en occasion, et finira par se prendre les taxes en pleine figure.

Votre génération politique est en grande partie issue de la scène syndicale. Cette voie royale vers la politique semble aujourd’hui abolie.

Effectivement. C’est un problème pour nous, et c’est un problème pour le syndicat. Les jeunes pensent ne plus avoir besoin de syndicats. Je crains que ce calcul ne soit pas tenable. Par le passé, le LSAP recrutait beaucoup auprès de gens qui s’engageaient dans le syndicat. De nombreux syndicalistes prenaient d’abord pied dans la politique communale, puis montaient en politique nationale. Je regrette que ce ne soit plus le cas. ●



LEITARTIKEL

Das soziale Europa

Peter Feist

Als am Wochenende in Porto der EU-Sozialgipfel zu Ende war, gab es fast nur positive Echos. António Costa, Premier von Portugal, das derzeit die Ratspräsidentschaft innehat, sprach sogar von einem „historischen Moment“: Die Staats- und Regierungschefs der Mitgliedstaaten hätten mit Gewerkschaften und Unternehmerverbänden eine Einigung gefunden, die „beispiellos“ sei.

Das kann man so sehen, muss aber bedenken, wo die EU-Sozialpolitik herkommt und was das überhaupt ist. Porto schloss gewissermaßen an den Göteborger Gipfel vor vier Jahren an. Damals wurde eine „Europäische Säule für Sozialrechte“ ausgerufen. Sie enthält 20 Grundprinzipien, vor allem für Chancengleichheit im Beruf, faire Bezahlung und gute Arbeitsbedingungen. In Porto wurden zwei Erklärungen verabschiedet. In einer rufen Gewerkschaften und Unternehmerverbände zur Umsetzung jenes Aktionsplans auf, den der Luxemburger EU-Kommissar für Soziales und Arbeit, Nicolas Schmit, im März vorgelegt hat: EU-weit soll bis 2030 die Beschäftigungsquote mindestens 78 Prozent betragen. 60 Prozent der Berufstätigen sollen jedes Jahr einen Fortbildungskurs belegen, die Zahl der von Armut und sozialer Ausgrenzung Bedrohten soll um mindestens 15 Millionen sinken.

Die zweite Erklärung nahmen die Staats- und Regierungschefs an. Im Wesentlichen bestätigt sie den Aktionsplan, enthält aber keine verbindlichen Ziele. Premier Xavier Bettel sagte nach Gipfelende einer Korrespondentin des *Radio 100,7*, die Deklaration sei eine „Ermutigung“. Luxemburg erfülle „viele“ Ziele in Nicolas Schmits Aktionsplans schon. Was 2030 sein werde, könne er nicht sagen: „Ich bin nur bis 2023 Premier.“

Solche Aussagen stehen in genau jener Logik, nach der in der EU Sozialpolitik seit Langem verstanden wird: „Benchmark-Vergleiche“ zwischen den Mitgliedstaaten, Austausch über „Best practices“, aber kaum Verbindliches. Man muss Jahrzehnte zurückschauen, um andere Ansätze zu finden. In der „Montanunion“ Ceca blieb die Sozialpolitik bei den sechs Gründerstaaten. Starkes Wirtschaftswachstum in den zwei Jahrzehnten nach Kriegsende machte Soziales auch in der EWG zu keinem gemeinschaftlichen Anliegen. Das änderte sich in den Siebzigern: Der gesellschaftliche Aufruhr nach ’68 und die wachsende gewerkschaftliche Militanz zum Ende der *trente glorieuses* ließen die Sozialpolitik zum Politikfeld für sich werden: Ein föderalistischer Wohlfahrtsstaat nach sozialdemokratischem Muster, über den nach einem Tripartite-Modell verhandelt worden wäre, sollte den sozialen und politischen Frieden retten.

Dazu kam es aus verschiedenen Gründen nicht. So dass in der EG schon in den Achtzigerjahren Schluss war mit einem Verständnis von Sozialpolitik als staatenübergreifender Regelung der Beziehungen zwischen „Sozialpartnern“; wobei, wenn diese sich nicht hätten einig werden können, der Nationalstaat legislativ tätig geworden wäre. Mehr und mehr erwiesen die EG und später die EU sich als Wirtschaftsprojekt, was die Ceca schon war. Sozialpolitik blieb Sache der Mitgliedstaaten. Doch seit dem Maastricht-Vertrag 1992 und später der Währungsunion ohne politische Union kann sich Sozialpolitik nur leisten, wer die Mittel dazu hat. Seit dem Beitritt der osteuropäischen Länder ist die EU so heterogen geworden, dass gemeinsame soziale Anliegen kaum mehrheitsfähig sind. Die nach der Finanzkrise erlassenen Regeln zur Haushaltsdisziplinierung verstehen nur Insider. Die „europäische Integration“ erfolgt nach der Rationalität der Märkte. Themen wie Sicherheit am Arbeitsplatz und Chancengleichheit im Beruf stehen dazu nicht wirklich im Widerspruch.

Heute hat die zu einem Wirtschaftsimperium integrierte EU mit wachsenden Ungleichheiten zu kämpfen – sowohl zwischen Menschen als auch zwischen Staaten. Da „Soziales“ als Zuständigkeit innerhalb von Ländergrenzen politisch vor allem von Rechtspopulisten in Abgrenzung zu EU und Euro besetzt wird, ist das Risiko reell, dass die EU auseinanderbricht. Das „Soziale“ müsste in der allgemeinen Akkumulationskrise des Kapitalismus neu erfunden werden. Neun von zehn EU-Bürger/innen scheinen sich das in Umfragen zu wünschen. Was wie eine letzte Chance aussieht.

GESUNDHEIT

Ehe der Arzt kommt

Als AMMD-Präsident Alain Schmit am Montag „Invité vun der Redaktioun“ von *RTL Radio* war, lebte der Zwist zwischen dem Ärzteverband und der Schuman-Krankenhausgruppe wieder auf. Dass die Schuman-Trägerstiftung mit dem Junglinster Schöffennrat eine Übereinkunft zu Bau und Betrieb einer lokalen Poliklinik getroffen hat, hatte die AMMD publik gemacht. Und hinzugefügt, mit der Stiftung beteilige sich „ein Finanzier“ an einer außerklinischen Einrichtung. Was die AMMD verhindern wolle, indem sie „Ärztegesellschaften“ als Träger solcher Strukturen bevorzugt. Alain Schmit legte im Radio nach: Schuman habe „kein Konzept“ für das Vorhaben in Junglinster, denn ausgearbeitet hätten es „Leute, die nicht unbedingt wissen, was gebraucht wird“. Ärzt/innen seien nicht beteiligt. Stunden später reagierten Schuman und Gemeinde Junglinster mit einer gemeinsamen Presseerklärung – der ersten zum Thema Poliklinik: Abgemacht worden sei, dass die Gemeinde das Grundstück für das „Zentrum“ zur Verfügung stellt. Betreiben würden es die Hôpitaux Schuman. Man werde aber abwarten, bis entschieden ist, was auf nationaler Ebene gebraucht wird. Und sowohl „die lokale Ärzteschaft“ als auch „die liberalen Ärzte“ bei Schuman seien ins Projekt einbezogen (Foto: Patrick Galbats). pf

P E R S O N A L I E N



Félix Braz,

bis 11. Oktober 2019 Justizminister und Vizepremier (Grüne), will seine Entlassung aus der Regierung vom Verwaltungsgericht annullieren lassen. Er habe sie „zu keinem Moment beantragt, noch dafür unterschrieben“, sagte Braz’ Anwalt Jean-Marie Bauler *RTL Radio* am Mittwoch. Außerdem sei die Entschädigung, die dem früheren Vizepremier von der Personalverwaltung des Staates zuerkannt wurde, „diskriminierend“. Dagegen richte sich eine zweite Klage. Braz hatte im August 2019 einen Herzinfarkt erlitten und war lange hospitalisiert. Am 25. September 2019 kündigten die Grünen Änderungen in ihrer Minister/innenriege an. Der Großherzog unterschrieb am 11. Oktober einen Erlass von Premier Xavier Bettel, der Braz eine „démission honorable“ bescheinigt. Anwalt Bauler versicherte gegenüber *RTL*, Braz gehe nicht gegen die Grünen vor, sondern gegen „Unklarheiten in den Regeln“, die angewandt werden, wenn ein Regierungsmitglied sein Amt

nicht mehr ausüben kann. Es sei „erstaunlich“, dass das nicht längst geklärt wurde. Braz selbst sorgte auf *Twitter* allerdings dafür, dass die nun zu erwartende Diskussion alle möglichen Facetten annehmen kann: „Ech ka just hoffen, dass deem nächsten an esou enger Situatioun dat erspuert bleiw, wat ech niewt menger Rééducationioun dei läscht Méint hu musse matmaachen“, schrieb er am Mittwochmorgen (Foto: sb). pf

Laurent Zanutelli,

Jurist und Regierungskommissar für die Krankenhäuser, legt sein Amt nieder und wird zum 1. Juli Generalsekretär des Neuropsychiatrischen Krankenhauses in Ettelbrück. Ob er seines Amtes überdrüssig ist, ist nicht bekannt. Doch seit das vor drei Jahren reformierte Spitalgesetz ihm eine beratende Stimme in sämtlichen Klinik-Verwaltungsräten zuerkannt hat, sitzt der Kommissar in zwölf solchen Gremien, ohne viel zu sagen zu haben. Gesundheitsministerin Paulette Lenert (LSAP) sagte dem *Land* vergangene Woche, sie denke über Änderungen der Zuständigkeiten des Kommissars nach. In Ettelbrück wird Laurent Zanutelli seinem Vorgänger begegnen: CHNP-Verwaltungsdirektor Frank Gansen war unter LSAP-Minister Mars Di Bartolomeo Krankenhauskommissar. pf

Emmanuel Fleig,

Geschäftsführer von Edita S.A. in Differdingen, die die Pendlerzeitung und das dazugehörige Webportal *Lessentiel.lu* herausbringt, wird am 1. April 2022 die Nachfolge von Martin Kohler, derzeit Geschäftsführer der 20-Minuten-Gruppe in Zürich (mit den kostenlosen Pendler-Nachrichten *20min.ch*, *heute.at*, *bt.dk*, *essentiel.lu*) antreten. Der Franzose, der 2000 bis 2007 in der Geschäftsführung von Editpress war und von dort aus 2007 mit Tamedia (heute TX Group) *Lessentiel* mit ins Leben gerufen hat, setzt damit seine Karriere in dem privatwirtschaftlichen Medienverbund fort. ik



P A N D E M I E

Tests vor dem Essen

Wenn Cafés und Restaurants ab 16. Mai Gäste auch drinnen wieder bewirten dürfen, wird in der Öffentlichkeit vermutlich viel von Covid- Schnelltests die Rede sein. Denn drinnen bedient werden darf nur, wer entweder einen höchstens 72 Stunden alten negativen PCR-Test vorweisen kann oder einen höchstens 24 Stunden alten Antigen-Schnelltest. Diese Tests sollen ab kommender Woche 62 der 98 Apotheken vornehmen. Was den Vorteil hat, dass die Resultate beglaubigt sind. Dass die Apotheker die Preise dafür frei kalkulieren dürfen, sorgt bereits für Unruhe: Alain de Bourcy, Präsident des Pharmazeutenverbands, widersprach am Dienstag im *Radio 100,7* Behauptungen, die Preise könnten übertrieben werden. Er gab mit 25 bis 30 Euro – „35 Euro wären ein bisschen viel, 20 Euro kaum kostendeckend“ – eine Spanne vor. Dennoch dürften viele die Testkosten gegen die einer Mahlzeit aufrechnen. Alternativ kann vor Ort im Café oder Restaurant getestet werden. Diesen Test, so der Branchenverband Horesca gegenüber dem *Land*, nähmen die Gäste selber vor – entweder vor dem Lokal, auf der Toilette oder auf der Terrasse, sofern es eine gibt und dort nicht am Tisch unmittelbar nebenan ein anderer Gast speist. Mit dem Test betrete der Gast dann das Lokal, noch mit Mund-Nasenschutz, und warte das Ergebnis ab. Liege es vor, werde es vom Personal geprüft. Ist es negativ, darf ohne Maske Platz genommen werden. Mit beglaubigtem Test geht das sofort. Insgesamt eine halbe Million Schnelltests wurden Anfang der Woche unter den 2 600 Gastronomiebetrieben verteilt. Das sei eine „Riesenaffäre“ gewesen, so die Horesca. Und wegen der Testprozedur vor Ort „explodieren unsere Telefone“. Sei die erste Ladung Schnelltests, die der Staat bezahlt hat, aufgebraucht, müssten die Betriebe selber für Nachschub sorgen – und die Kosten wohl der Kundschaft in Rechnung stellen.pf

Ausgangssperre beenden

Schon früher hatte die Beratende Menschenrechtskommission Kritik an der Corona-bedingten nächtlichen Ausgangssperre geübt – aber diesmal tut sie es mit noch mehr Nachdruck. Die Verkürzung ab 16. Mai von ab 23 Uhr auf dann ab Mitternacht bis sechs Uhr sei „positiv“, aber die wissenschaftliche Grundlage fehle weiterhin. Weil die Studie, auf die sich die Regierung berufe und mit der sie die Ausgangssperre begründet, nur eine Vorstudie sei und zudem andere Vorstudien einen negativen Impakt auf die Menschenrechte insbesondere von Menschen in Armut nahelegen, sei das Beibehalten der Maßnahme nicht mehr gerechtfertigt. Zumal andere Restriktionen wie die Schließung von Restaurants und Bars und das Verbot größerer Versammlungen sukzessive gelockert würden. ik

S O Z I A L E S

In Europa fahren

Schon vergangenes Jahr begann zwischen LSAP-Sozialminister Romain Schneider auf der einen Seite und auf der anderen dem LCGB sowie den im Groupement Transport bei der Handelskonföderation CLC zusammengeschlossenen LKW- und Busbetrieben eine Diskussion über die Sozialversicherung von Grenzpendler-Personal: Sind Fahrer/innen im EU-Ausland angestellt, aber auch im Wohnsitzland tätig, müssen sie in diesem sozialversichert werden, falls sie dort mehr als ein Viertel ihrer Arbeitszeit leisten. Das schreibt eine EU-Verordnung vor, die Sozialdumping unterbinden soll. Manche Pendler-Fahrer/innen haben deshalb ihre Luxemburger Sozialversicherung verloren. Zum anderen würden Luxemburger Transportfirmen nun „Franzosen eher in Deutschland und Belgien einsetzen, Deutsche eher in Frankreich“, damit sie möglichst wenig im Wohnsitzland unterwegs sind, so CLC-Direktor Nicolas

Henckes am Dienstag im *Radio 100,7*. Der LCGB, unterstützt von seinem Generalsekretär im Abgeordnetenurlaub Marc Spautz (CSV), macht Druck auf den Sozialminister, damit dieser mit den Nachbarländern bilaterale Abkommen trifft. Die wären Ausnahmen zur EU-Verordnung. Offenbar hatte der Druck schon Erfolg: Romain Schneider hat zugesagt, Beschäftigte, die ihre Luxemburger *Sécu* verloren haben, wieder aufnehmen zu lassen, bis die Lage geklärt ist. Mit Belgien begännen „Gespräche auf hoher Ebene“ demnächst; mit Deutschland und Frankreich seien sie angefragt. Gut möglich ist aber, dass ein Entgegenkommen der Länder einen Preis für Luxemburg haben wird. Denn die Sozialversicherung wird durch jeden Beitragszahler gestärkt. Romain Schneider vermutet bereits, dass in den Verhandlungen „noch ganz andere Aspekte zur Sprache kommen“ werden als nur die Sozialversicherung. pf

U M W E L T

Besser pragmatisch

Die CSV-Fraktion hält die Ansätze der Regierung zur Änderung des Naturschutzgesetzes für „zu ideologisch“ und nicht „pragmatisch genug“. Die Ko-Vorsitzenden Martine Hansen und Gilles Roth präsentierten am Montag 17 Gegenvorschläge ihrer Fraktion unter Stichworten wie „Verringerung des administrativen Aufwands“ und „Mehr Transparenz für die Bürger“, aber auch „Gleichbehandlung statt Bevorzugung“, „Klarheit statt Willkür“ oder „Verbesserter Schutz des Eigentums“. Die zum Teil markige Wortwahl deutet darauf hin, dass die CSV das Thema offensiv besetzen wird. pf

Blog

Eng Plainte maachen

Peter Feist

Politische Affären scheinen öfter zum Verwaltungsgericht getragen zu werden. Ist das eine „Judikarisierung“ der Politik?



Jessica Theis

Wo etwas juristisch überprüfbar ist, muss es im modernen Rechtsstaat einen Schiedsrichter geben

„Danke, dass Sie mich nicht gefragt haben, wieso wir uns nicht trauen“, sagte der *Stater* LSAP-Gemeinderat Tom Krieps vergangene Woche in einem Interview auf die Frage, weshalb die LSAP sich nicht den Gerichtsklagen von déi Lénk zu den privaten Sicherheitsfirmen anschloss. Die beiden Gemeinderäte Ana Correia da Veiga und Guy Foetz von déi Lénk haben beim Verwaltungsgericht zwei Klagen eingereicht: Mit der einen wollen sie den nunmehr dritten Vertrag annullieren lassen, durch den der Schöfferrat ab diesem Wochenende private Sicherheitsleute mit Hund weiter in der Stadt patrouillieren lässt, nun auch in Bonneweg. Mit der anderen Klage wollen sie LSAP-Innenministerin Taina Bofferding dazu verurteilen lassen, beim Schöfferrat die Annullierung des Vertrags zu verlangen. Denn der sei so verfassungswidrig wie die beiden vorherigen. Die Aufrechterhaltung der öffentlichen Ordnung sei Sache der Polizei.

Tom Krieps räumte ziemlich offen ein, wie problematisch es für LSAP-Politiker/innen ist, gegen eine Ministerin aus der eigenen Patei zu klagen. Um keinen Unfrieden in der Regierungskoalition zu stiften, halten auch die *Stater* Grünen sich lieber zurück. Tom Krieps, im Hauptberuf Anwalt, sagte aber auch, der Konflikt um die Patrouillen in der Hauptstadt sei in erster Linie „ein politischer“.

Womöglich sieht das Verwaltungsgericht dies am Ende genauso und erklärt sich für nicht zuständig, über die Klagen zu entscheiden. Weil auch bis zu diesem Entscheid mehrere Monate vergehen werden, hat der Gang der Lénk-Gemeinderäte vor Gericht tatsächlich viel politische Symbolik.

Aber wie sich Politisches gegenüber Juristischem verhält, ist in Luxemburg eine noch in großen Teilen unbeantwortete Frage. Zur Klage des Piraten-Abgeordneten Sven Clement, der die Entscheidung von Medienminister Xavier Bettel (DP) anfocht, ihm Einblick in einen vertraulichen Teil des Konzessionsvertrags zwischen dem Staat und RTL zu verwehren, hatten die Verwaltungsrichter in erster Instanz entschieden, es mit einer politischen Entscheidung der Exekutive zu tun zu haben. Dagegen fand die zweite Instanz den Streitfall „juristisch“ und erklärte am Ende alle Abgeordneten zu Staatsorganen für sich, die „Partner“ der Exekutive seien.

Weil dieses Urteil, das der Verwaltungsgerichtshof Ende Januar fällte, epochal war und das Parlament insgesamt stärkte, könnte man den Eindruck haben, dass es nun zu einer „Judikarisierung“ der Politik komme. Indem Mandatsträger/innen das juristisch Überprüfbare an politischen Entscheidungen öfter überprüfen lassen. Nach den Prinzipien des modernen Rechtsstaats muss es dann einen Schiedsrichter geben.

Noch funktionieren in Luxemburg die Beziehungen zwischen den Institutionen vor allem auf der Grundlage von Absprachen oder Deals: „Als Oppositionspolitiker geht man vor Gericht, nachdem man auf andere Weise nicht weitergekommen ist“, sagt Sven Clement. „Man hat mündliche Einwände

Eine Judikarisierung kann die Politik auch vor Verlegenheiten bewahren. Etwa, wenn ein Wahlergebnis angefochten würde und das Parlament der eben Gewählten entscheiden müsste, ob die Klage zulässig ist

gemacht, dann schriftliche. Wenn auch die nicht helfen, klagt man.“ Und er fügt hinzu, die aktuelle Regierung halte sich für „allmächtig“.

Ähnliches wirft der Lénk-Abgeordnete und frühere *Stater* Gemeinderat David Wagner dem Schöfferrat der Hauptstadt mit DP-Bürgermeisterin Lydie Polfer an der Spitze vor: Wagner hatte 2014 im Gemeinderat eine Motion der Linken zum Freihandelsabkommen Ttip zwischen EU und USA eingebracht. Die Bürgermeisterin ließ die Motion auf die Tagesordnung einer Ratssitzung setzen, aber nur um dort zu erklären, das Thema betreffe die Gemeinden nicht. „Lydie Polfer erteilte mir damals nicht einmal das Wort, sogar mein Mikrofon blieb abgestellt.“ Eine Klage der Linken vor dem Verwaltungsgericht hatte zum Teil Erfolg. Die Angelegenheit landete erneut bei der Bürgermeisterin, die den Gemeinderat präsidiert. Die Ttip-Motion kam zur Abstimmung, wurde aber mit den Stimmen der damaligen DP-Grünen-Mehrheit verworfen. Was dann jedoch eindeutig ein politischer Vorgang war.

So gesehen, ist nicht ganz plausibel, wieso der langjährige LSAP-Abgeordnete und frühere Präsident des parlamentarischen Institutionenausschusses, Alex Bodry, Sven Clement, gleich nachdem dieser seine Klage gegen die Entscheidung des Medienministers eingereicht hatte, vorwarf, auf eine „Judikarisierung der Politik“ abzielen. Denn wenn politische Entscheidungen juristisch überprüfbar sind, dann sind sie es. Die des Hauptstadt-Schöfferrats, einen weiteren Vertrag mit einer Sicherheitsfirma abzuschließen, könnte es ebenfalls sein: In ihrer Klagschrift geben déi Lénk sich alle Mühe zu beweisen, dass die Mission der Sicherheitsleute mit Hund keineswegs nur in der Bewachung von immobilem und mobilem Inventar der Gemeinde bestehe, sondern sehr wohl in Patrouillengängen im öffentlichen Raum. Und dass die Hunde bisweilen gegenüber in Hauseingängen lagernden Obdachlosen als „Waffe“ eingesetzt würden.

Vielleicht meinte Alex Bodry, dass die Beziehungen zwischen den Institutionen des Staates, zwischen

Mandatsträger/innen, zwischen Mehrheiten und Oppositionen, aber auch zwischen Verwaltungen und Bürger/innen andere wären als heute, wenn man die „Judikarisierung“ zu Ende denkt: Entscheidungen würden transparenter. Politik wäre leichter zuzuordnen und besser erkennbar, wer wofür steht. Das kann für die Demokratie nur von Vorteil sein.

Eine Judikarisierung kann die Politik auch vor Verlegenheiten bewahren. Der Anwalt Frank Wies, der Mitglied der Beratenden Menschenrechtskommission ist und in diesem Bereich auch internationale Affären kennt, verweist darauf, dass das Luxemburger Wahlrecht dem belgischen stark ähnelt. Unter anderem darin, dass ein Kandidat, der meint, eine Parlamentswahl sei nicht regelkonform verlaufen, sie nur vor dem Parlament anfechten kann. Das Luxemburger Verfassungsgericht kann Wahlen nicht überprüfen. „In solch einem Fall aber hätten die in einer beanstandeten Wahl Gewählten zu entscheiden, ob der Rekurs zulässig ist.“ In Belgien sei vor sieben Jahren der Antrag eines Kandidaten auf Neuauszählung der Stimmen zum wallonischen Parlament verworfen worden, so Wies. Die dagegen eingereichte Gerichtsklage des Kandidaten sei bis zum Europäischen Menschenrechtsgerichtshof in Straßburg gelangt, der dem Kläger 2020 Recht gab und die Ablehnung der Neuauszählung für einen Verstoß gegen die Menschenrechtskonvention hielt. „So eine Affäre wäre im Grunde auch in Luxemburg denkbar“, sagt Wies.

Nicht übermäßig viel hält der OGBL von Gängen vor Gericht. Einerseits, weil ihm die Rechtspersönlichkeit fehlt, um im eigenen Namen Klage führen zu können und er nur Angelegenheiten seiner Mitglieder vertritt. Andererseits „führen gewerkschaftliche Mittel meist schneller zum Ziel“, sagt Frédéric Krier, der in der OGBL-Exekutive für den Service juridique der Gewerkschaft zuständig ist. Dennoch führt der OGBL Gerichtsaffären, auch langwierige. Zu den Studienbörsen, die Kindern von Grenzpendler/innen verweigert worden waren, sind noch immer von ihm vertretene Klagen vor dem Verwaltungsgericht anhängig. Für Beschäftigte im Reinigungssektor, wo der geltende Kollektivvertrag nur von Fall zu Fall die Zuerkennung des qualifizierten Mindestlohns erlaubt, streitet die Gewerkschaft immer wieder vor Gericht. „Trotzdem“, sagt Krier, „wenn wir in eine Logik gerieten, statt gewerkschaftlicher Aktionen mehr vor Gericht zu gehen, dann bin ich mir nicht sicher, ob das eine gute gesellschaftliche Entwicklung wäre.“ Würden Gewerkschaften in erster Linie als Rechtsschutzversicherungen aufgefasst, würden sie ihrer Rolle nicht gerecht.

Zu guter Letzt hat auch das RTL-Urteil vom Januar die Beziehungen zwischen Exekutive und Legislative noch nicht revolutioniert. Eine gemeinsame Sitzung lang fragten sich Kammerbüro und Präsidentenkonferenz, auf welche Weise den Abgeordneten der Einblick in vertrauliche Dokumente ermöglicht würde. Entschieden wurde nichts, und das ist noch immer der Stand. Dabei sind seit der epochalen Entscheidung des Verwaltungsgerichtshofs schon fast vier Monate ins Land gegangen. ●

ZUFALLSGESPRÄCH MIT DEM MANN IN DER EISENBAHN

An’s Erraffen längst gewöhnt

Im Frühling 2003 beschloss die Juncker/Polfer-Regierung, Soldaten nach Afghanistan zu schicken. Sie sollten an US-Präsident George W. Bushs „Krieg gegen den Terrorismus“ teilnehmen. Ein großherzogliches Regiment befristete den Einsatz bis zum 31. August 2003. Der Einsatz sollte 18 Jahre dauern. Seit Jahren ist der Krieg verloren. Nun rücken auf Kommando von US-Präsident Joe Biden die geschlagenen Truppen ab.

Das Datum für den Kriegseintritt war unglücklich gewählt: In Afghanistan begann der Aufstand gegen die Besatzungstruppen. Die USA marschierten im Irak ein und verloren das Interesse an Afghanistan.

Im Halbjahresrhythmus entsandte Luxemburg bis heute fast 300 Soldaten nach Afghanistan. Sie bewachten mit belgischen Kollegen die internationale Festung am Flughafen von Kabul und den Luftwaffenstützpunkt von Kandahar. Andere arbeiteten im europäischen Truppenhauptquartier, bei der französisch-deutschen Brigade, der Organisation der Minenräumung und im internationalen Bureau zur Gästebetreuung.

Der 7 000 Kilometer entfernte *Ennemi* waren die Gotteskrieger. Diese kämpften bis 1989 auf Rechnung der USA gegen die sowjetische Besatzung. So lange wurden sie von Politikern, *RTL* und *Luxemburger Wort* Freiheitskämpfer genannt. Nach dem Anschlag auf das World Trade Center und das Pentagon 2001 hießen sie dann Terroristen.

Der Afghanistan-Einsatz war lehrreich für die Luxemburger Armee. Im Kalten Krieg stellte sie sich auf das Aufeinanderprallen konventioneller Heere ein. Nun machte sie Erfahrung mit der Aufstandsbekämpfung. Dazu wurden Mannschaftswagen und Material gekauft.

Um ein Haar erstürmten *Gilets jaunes* im Dezember 2018 das Élysée in Paris. Im Januar 2021 demolierten Trump-Anhänger das Kapitol in Washington. Erfahrung in der Aufstandsbekämpfung kann sich auch an der Heimatfront bezahlt machen.

Die Taliban konnten nicht besiegt werden. Sie genossen in verschiedenen Landesteilen Unterstützung in der Bevölkerung. Oft als kleineres Übel im Vergleich zu den Besatzungstruppen. Vor allem hatten sie ein Rückzugsgebiet in Pakistan. Das macht sie bis heute unangreifbar. Die USA überzeugten nie ihre pakistanischen

Verbündeten, die Grenze dichtzumachen. Der Anstifter der Anschläge auf das World Trade Center, Osama bin Laden, wohnte bis 2011 in Pakistan.

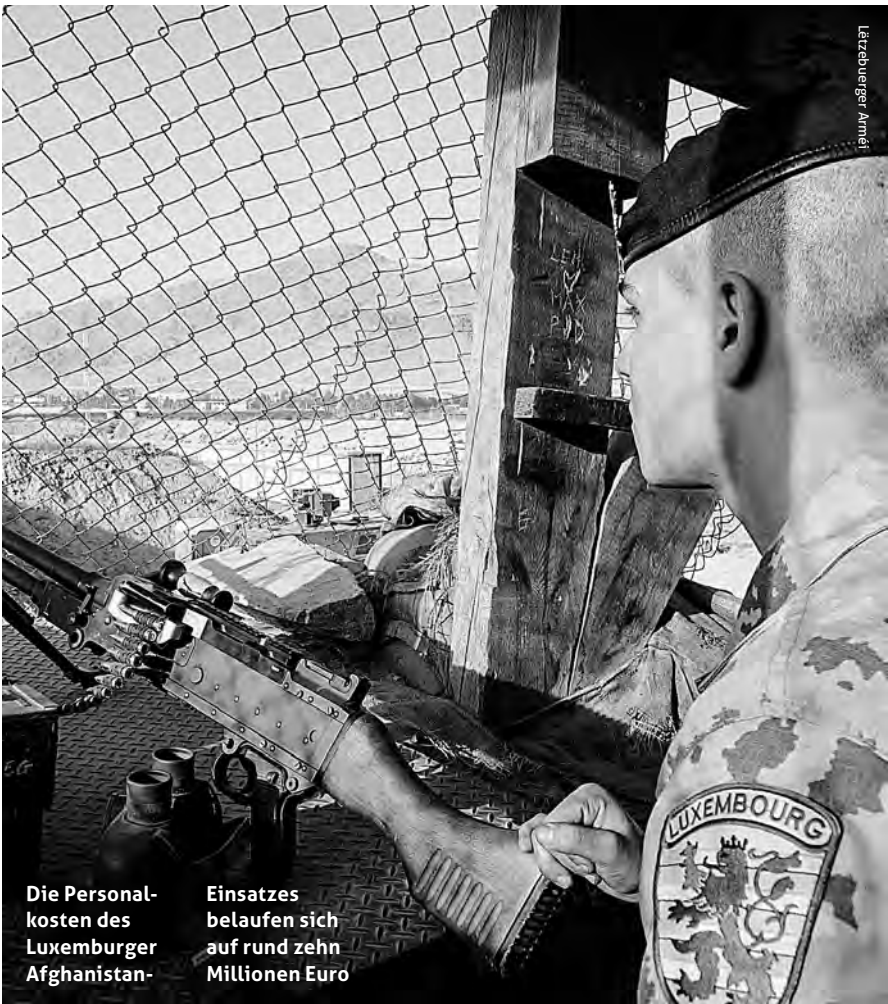
Bis heute wurden fast 300 Luxemburger Soldaten im Halbjahresrhythmus nach Afghanistan entsandt. Nun ist der Krieg verloren

Die Personalkosten von Luxemburgs Afghanistan-Einsatz beliefen sich auf rund zehn Millionen Euro. Hinzu kamen die Materialkosten. Für die Nato nahm auch das staatliche Satellitensystem Govsat am Afghanistan-Krieg teil. Gut 80 Millionen Euro überwies der Staat als Zuschüsse nach Afghanistan. Fast die Hälfte davon ging an den Afghan National Army Trust Fund. 2010 entdeckte die deutsche Regierung, dass die US-Armee 15 Prozent der Spenden ihrer Verbündeten für den Fonds als „frais de dossier“ einbehielt. Der Rest ging an private US-Firmen mit Zulieferverträgen.

Nach all den Jahren kann sich Außenminister Jean Asselborn (LSAP) kaum noch an den Grund für den Kriegseintritt erinnern. Er prophezeite am Samstag im *Luxemburger Wort*. „[W]enn die Taliban wieder die Oberhand gewinnen, sind die Erfolge der vergangenen 20 Jahre, vor allem im Bereich der Frauenrechte, verloren.“

War also alles umsonst? Unter dem Strich ließen sich die Regierungen von CSV, LSAP, DP und Grünen die Teilnahme am verlorenen Krieg so viel wie den Bau eines Lyzeums kosten. Doch die Ausgaben waren nicht umsonst. Sie galten von Anfang an als PR-Kosten. Die Werbebotschaft lautete: Wir sind zwar eine große, rücksichtslose Steueroase. Aber wir sind auch ein niedlicher, verantwortungsvoller Nato-Partner. Der sogar bereit ist, seinen Blutzoll zu zahlen, damit er Nachsicht erfährt.

Die militärische Bilanz zog *D’Wäschfra* am 6. November 1880: „Wie ist das Annektieren schwer / Doch im Afghaneerlande. / Ob man auch sieg- und ruhmgekrönt, / Und an’s Erraffen längst gewöhnt – / Doch kann das Annektieren / zu schlimmem Ausgang führen.“ ● Romain Hilgert



Lucas Wenzel

Die Personalkosten des Luxemburger Afghanistan-

Einsatzes belaufen sich auf rund zehn Millionen Euro

**Ohne die Kinder zu impfen, sei keine Herdenimmunität möglich, heißt es.
Doch das darf nicht das einzige Argument sein,
wenn es um Corona-Impfungen für Kinder geht.
Ist es auch nicht**

Sorgfältig prüfen, dann impfen

Ines Kurschat

Die USA sind das zweite Land, das nach Kanada den Impfstoff von Biontech/Pfizer auch für Kinder von zwölf bis 15 Jahren freigegeben hat. Am Mittwoch teilte dies die US-Arzneimittelbehörde FDA in Maryland mit, schon in den nächsten Tagen würden die ersten Impftermine vergeben.

In Europa muss man sich gedulden: Die Europäische Arzneimittelagentur Ema prüft derzeit noch die Zulassung. Es sei wichtig, dass die Ema „mit genügend Zeit und mit sehr viel Sorgfalt und Genauigkeit prüft“, so Jörg Dötsch, Kinder- und Jugendarzt und Präsident der Gesellschaft für Kinder- und Jugendmedizin in Deutschland, damit das Medikament „mit höchstmöglicher Sicherheit“ eingesetzt werden kann. Bei den bereits in der EU zugelassenen Corona-Impfstoffen vergingen zwischen Antrag und Zulassung einige Wochen. Für Kinder und Jugendliche gilt das Zulassungsverfahren als aufwändiger als für Erwachsene.

Luxemburg ist nicht USA Auch in Luxemburg verfolgt man die Entwicklungen mit großer Aufmerksamkeit. „Ohne die Kinder zu impfen, ist Herdenimmunität in Luxemburg nicht möglich“, sagt Isabel De La Fuente Garcia von der CHL-Kanerklinik dem *Land*. Wegen der jungen Bevölkerung, rund 20 Prozent sind Kinder und Jugendliche, sei die Impfung der Kinder wichtig, so die Infektiologin und Kinderärztin. Schließlich können sie das Virus übertragen. Eine Sicht, die vom Gesundheitsministerium geteilt wird: Es sei „logisch, auch die Jugendliche zu impfen, wenn der Impfstoff einmal zugelassen ist“, so die Antwort des Ministeriums auf eine parlamentarische Anfrage des ADR-Abgeordneten Jeff Engelen. „Das würde sicher zur Herdenimmunität beitragen“, sei aber nur möglich, „wenn der Impfstoff formell von der Ema für die Alterskategorie zugelassen wird“, so das Ministerium weiter.

Doch ist es wirklich so logisch? Zunächst ist die kollektive Abwehrkraft eine wackelige Größe: Obwohl sie als Schutzmantel für alle angepriesen wird und der US-Chefvirologe Anthony S. Fauci die Herdenimmunität als das Ziel der US-Impfstrategie nennt, ist die Euphorie dort deutlich abgekühlt: Es zeichnet sich ab, dass breite Bevölkerungskreise in den USA sich offenbar nicht impfen lassen wollen. Laut CBC sind dort inzwischen 115,5 Millionen Menschen geimpft worden, das entspricht rund einem Drittel der US-Bevölkerung, ein weiteres Drittel hat, Schätzungen zufolge, Covid-19-Antikörper. In den USA gehen viele Expert/innen daher davon aus, dass die Herdenimmunität dort nicht mehr zu erreichen sei.

In Luxemburg sieht die Situation aber besser aus: Die Impfakzeptanz bisher ist gut, bei den 70- bis 100-plus-Jährigen lag sie zuletzt bei etwas über 80 Prozent, bei den 60- bis 69-Jährigen bei 74 Prozent, die 50- bis 59-Jährigen sind dabei, geimpft zu werden. Dort liegt die Rate momentan bei 66,2 Prozent, aber noch sind nicht alle Termine vergeben. Die 40- bis

55-Jährigen gelten allgemein als die skeptischeren Jahrgänge. Der Ansturm auf Astrazeneca scheint für eine gute Impfakzeptanz auch bei Jüngeren zu sprechen, wohl auch, weil sich damit viele erhoffen, alte Freiheiten zurückzugewinnen – trotzdem ist das Match noch lange nicht gewonnen. Die neuen Mutationen, die als wesentlich ansteckender gelten, erschweren das Erreichen des Ziels. Die Herdenimmunität hängt nämlich, zusammengefasst, mit der Infektiosität eng zusammen: Je ansteckender das Virus ist, desto mehr Leute müssen dagegen immun sein, um einen Schutz für die gesamte Bevölkerung zu erzielen. Im Herbst war man noch von 60 bis 70 Prozent Immunität für Herdenimmunität ausgegangen. US-Expert/innen schätzen diesen Wert wegen der Varianten heute auf 80 bis 95 Prozent. Für Luxemburg konnte die Pressestelle des Gesundheitsministeriums keinen konkreten Wert nennen. Sollte der US-Wert auch hier zutreffen, müsste sich praktisch jede/r impfen lassen, um einen größtmöglichen Schutz der Bevölkerung zu erreichen. Auch die Kinder.

Hinzu kommt, dass bei Kindern eine besondere Sorgfaltspflicht gilt und das altruistische Argument der Herdenimmunität nicht der einzige Grund sein darf, um ein Impfen mit einem recht unbekannten Wirkstoff zu rechtfertigen. Normalerweise können Kinder an einer Medikamenten-Studie nur teilnehmen, wenn sie ohnehin eine medizinische Behandlung benötigen. Gesunde Kinder kommen lediglich dann als Teilnehmende in Betracht, wenn ein Impfstoff oder ein anderes Medikament zur Krankheitsvorbeugung oder für eine Vorsorgeuntersuchung getestet werden soll, von dem sie selbst etwas haben.

Direkter Nutzen? Der Impfstoff muss also einen direkten Nutzen für die beteiligten Kinder haben. Es gibt Ärzte, die dies mit Verweis auf die relativ milden Krankheitsverläufe von Covid-19 erkrankten Kindern bestreiten. Die meisten Kinder mit Sars-CoV-2-Infektion bleiben asymptomatisch oder weisen nur leichte Symptome auf. Zu den vorherrschenden klinischen Merkmalen gehören anhaltendes Fieber und gastrointestinale Symptome, zum Beispiel Bauchschmerzen, Erbrechen oder Durchfall.

Auch in Luxemburg sind bisher nur wenige Fälle bekannt, wo Kinder ins Krankenhaus mussten, und nur rund sieben Prozent der an Covid-19 erkrankten Kinder mit schwerem Verlauf

mussten auf die Intensivstation. Hierzulande ist bisher kein Kind an Covid-19 gestorben. „Wir hatten keinen tödlichen Fall, aber wir hatten sechs Fälle des pädiatrischen multiinflammatorischen Syndroms (Pims), die wir klar zuordnen konnten“, so Isabel De La Fuente Garcia. Diese Überreaktion des Immunsystems, die meist drei bis vier Wochen nach einer Covid-19-Erkrankung auftritt, sei zwar sehr selten, könne aber zu Multi-Organ-Versagen führen. Generell scheint Luxemburg Glück gehabt zu haben: Zwar ist die Zahl der an Covid-19 erkrankten Kinder während der zweiten Welle gestiegen, aber so einen Anstieg an Komplikationen, wie beispielsweise in Großbritannien, habe man bisher nicht beobachtet. „Wir sind dabei, eine retrospektive Studie anzufertigen, für die wir die Krankheitsverläufe der an Covid-19 erkrankten Kinder zu analysieren versuchen“, erzählt Ärztin De La Fuente Garcia. Dafür habe man 500 Familien angeschrieben, deren Kinder wegen Covid-19 hospitalisiert wurden.

Grundsätzlich aber sei mit der britischen Mutation, die in Europa (und auch in Luxemburg) dominiert, die Gefahr eines Long Covid-Verlaufs bei Kindern gestiegen. Eine Vorstudie aus Italien, die kürzlich auf dem Preprint-Server *medRxiv* veröffentlicht wurde, wies bei 129 an Covid-19 erkrankten, hospitalisierten Kindern drei Mal Pims nach, darüber hinaus hatten fast 53 Prozent mindestens ein Krankheitssymptom 120 Tage nach erstellter Diagnose. In Großbritannien waren Expert/innen aufgrund der B.1.1.7.-Variante zuletzt von rund 20 Prozent Covid-19-Erkrankungen bei Erwachsenen ausgegangen, die in Long Covid münden, sowie zehn Prozent bei an Covid-19 erkrankten Kindern. Im CHL waren vereinzelte Fälle von Kindern mit Lungenproblemen, Migräne und anderen neurologischen Komplikationen aufgetreten.

Neue Technologie Allerdings bleibt die Sterblichkeitsrate bei Kindern bis 19 Jahre mit weniger als 0,48 Prozent an allen bis dato in den USA, UK, Italien, Frankreich, Deutschland, Spanien und Südkorea erfassten Corona-Toten laut einer im März in der Medizin-Fachzeitschrift *The Lancet* veröffentlichten Studie sehr niedrig. „Entscheidend ist nicht nur die Sterblichkeit, es geht um ihre gesamte Gesundheit und ihr Wohlbefinden“, betont Isabel De La Fuente Garcia. Ein weiteres Argument für eine Impfung sei die durch den Impfschutz gewonnene Freiheit: Kinder leiden unter den Corona-Schutzmaß-

nahmen ganz besonders. Sozialen Abstand halten zu müssen, die Freund/innen nur eingeschränkt treffen zu können und Schulausfall bedeuten für die mentale Gesundheit der Kinder und Jugendlichen eine besondere Belastung. So gesehen, wäre eine Impfung aus ethischen Gründen vertretbar – sofern die Nebenwirkungen sich in Grenzen halten.

Dies wird von der Ema genau geprüft. Die bisherige Datenlage für den Pfizer-Impfstoff ist nach Aussagen von Biontech-Chef Ugur Şahin „ermutigend“. Erste Tests an Teenagern hatten eine Wirksamkeit von fast 100 Prozent ergeben. Bisher ist jedoch nicht klar, was die Langzeitwirkungen für Kinder sein könnten. Die mRNA-Impftechnologie ist noch neu und wurde mit den Corona-Vakzinen erstmalig bei Erwachsenen eingesetzt. Gerade bei kleineren Kindern müssen Wirkung, Verträglichkeit und die richtige Dosis genau untersucht werden. In Europa gehen Experten daher davon aus, dass die Zulassung noch dauern (Deutschlands Gesundheitsminister Jens Spahn hat die Zulassung für Teenager für nach den Sommerferien / September in Aussicht gestellt) und gerade für kleinere Kindern vor nächstem Jahr kein Impfstoff bereitstehen wird.

In den USA sieht Daniel Griffin, Professor für Immunologie an der Columbia Universität in New York, statt Biontech/Pfizer den Johnson&Johnson-Impfstoff bei Kindern im Vorteil: Die Technologie sei für Kinder besser geeignet, auch weil eine Impfung nur eine Spritze benötige, so Griffin, statt zwei wie bei Pfizer oder Moderna. Bisher liegt aber kein Antrag auf Zulassung von Johnson&Johnson für Kinder in Europa vor. Astrazeneca hatte mit Tests an Kindern begonnen, wegen der (sehr seltenen) Sinusvenenthrombosefälle wurden diese aber gestoppt. „Wir brauchen bei Kindern eine annähernd hundertprozentige Sicherheit“, betont Isabel De La Fuente Garcia. Bisherige Erfahrungen mit der mRNA-Technologie in puncto Nebenwirkungen seien indes „sehr gut“.

Ein Impfplan existiert bisher nicht, ob etwa Kinder ebenfalls in Impfzentren oder doch beim Kinderarzt oder in Schulen geimpft werden sollten. Solche Überlegungen würden nicht geführt, da die Impfstrategie in den Kompetenzbereich des Gesundheitsministeriums falle, heißt es dazu aus dem Bildungsministerium. Für Ärztin Isabel De La Fuente Garcia steht fest: „Die vulnerablen Kinder müssen zuerst geimpft werden.“

Doch auch nach der Impfung immer breiterer Bevölkerungskreise wird das Sars-CoV-2-Virus so schnell nicht ausgerottet sein. „Das Virus wird bleiben. Je mehr Gelegenheit wir dem Virus geben, sich zu reproduzieren und zu mutieren, umso mehr Gelegenheit, dass impfesistente Varianten entstehen“, warnt Isabel De La Fuente Garcia. Schon deshalb sei es besser, die Bevölkerung großflächig zu impfen. „Vergessen Sie nicht: Auch wenn wir Sars-CoV-2 nicht loswerden, mildert eine Impfung den Krankheitsverlauf.“ ●

*Für Kinder gilt beim
Impfen eine besondere
Sorgfaltspflicht. Bis ein für
alle Kinder sicherer und
wirksamer Corona-
Impfstoff bereitsteht,
könnte deshalb dauern*

Solange es keine
Impfungen für
Kinder gibt,
bleibt das

Testen als
einzige
Methode, die
Verbreitung des

Virus unter
Kindern
einzudämmen



ÉLECTIONS ÉCOSSAISES

Une chance pour une autre Europe

Laurent Mignon, London



Le SNP, parti de Nicola Sturgeon, remporte le scrutin

À la veille des élections législatives en Écosse, une vidéo a fait la une des sites d'information. On y voit Jayda Fransen, l'égérie de l'extrême-droite britannique, poursuivre la Première ministre d'Écosse Nicola Sturgeon durant sa campagne électorale à Glasgow. Agressée verbalement par la militante d'extrême-droite, Sturgeon s'arrête, se retourne et lui répond avec son calme légendaire : « Vous êtes une fasciste, une raciste et Glasgow Southside vous rejettera. »

C'est bien ce que cette circonscription électorale du centre de Glasgow a fait, puisque l'activiste islamophobe n'a obtenu que 46 voix, alors que Sturgeon a recueilli 60,2 pour cent des suffrages, l'équivalent de 19 735 voix. Lors de son intervention, Fransen avait accusé Sturgeon de favoriser l'immigration et de promouvoir le grand remplacement démographique, des thèmes chers à l'extrême-droite, qui ont aussi façonné l'idéologie du Brexit. Or en 2016, 62 pour cent des électeurs écossais s'étaient exprimés en faveur d'un maintien du Royaume-Uni au sein de l'Union européenne. Nul doute que le désir d'Europe aura motivé une partie des électeurs qui ont voté pour les principaux partis indépendantistes, le Scottish National Party (SNP) de Nicola Sturgeon et les Scottish Greens écologistes. Ensemble, ils auront 72 députés dans un parlement qui en compte 129.

Ce qu'on appelle en Écosse « la question constitutionnelle », c'est-à-dire l'indépendance, va

donc dominer les débats politiques à Édimbourg et à Londres pour les mois à venir. Le fait que le SNP avec ses 64 députés n'ait pas obtenu la majorité absolue est uniquement dû au système électoral. Holyrood, le parlement écossais, accueille 129 députés élus pour un mandat de quatre ans, suivant un système mixte qui combine un scrutin majoritaire uninominal et de la proportionnelle par compensation dans le but d'empêcher qu'un parti unique obtienne la majorité absolue. Ce système complexe vise à compenser les distorsions causées par le scrutin majoritaire uninominal. Le SNP a remporté 62 des 73 circonscriptions par suffrage uninominal en un tour, les Conservateurs cinq, les Libéraux démocrates quatre et les Travailleurs deux. Les 56 autres députés ont été élus à la proportionnelle dans huit régions électorales qui ont élu, chacune, sept membres du parlement.

Il s'agit d'un immense succès pour le SNP, dont c'est la quatrième victoire consécutive aux élections législatives, et pour les écologistes qui ont augmenté leur nombre de députés ainsi que leur part de vote, alors que tous les partis unionistes ont perdu du terrain. Toutefois, tout n'est pas rose pour les nationalistes. Dans de nombreuses circonscriptions, les électeurs opposés à l'indépendance ont voté stratégiquement en faveur du candidat unioniste ayant les meilleures chances de remporter le siège. Même si cette stratégie a échoué dans la plupart des cas, ce développement est indicateur d'une reconfiguration du paysage politique écossais.

Cette évolution renforce l'image du SNP en tant que grand parti social-démocrate poursuivant des politiques progressistes et ayant un terrain d'entente naturel avec les Scottish Greens. Cette perception n'est pas sans importance dans une Écosse qui vote traditionnellement à gauche. Dans un Royaume-Uni, dominé par une Angleterre plus conservatrice que jamais, le SNP et les écologistes martèlent l'argument que l'indépendance est la seule voie permettant la mise en place de politiques de gauche et écologiques. Rejoindre l'Union européenne fait partie de cet agenda et une Écosse au sein de l'Union européenne serait sans nul doute une chance pour ceux qui rêvent d'une Europe sociale promouvant des politiques écologiques. Cependant, ces élections indiquent que l'Écosse reste profondément divisée sur la question de l'indépendance. En effet, les derniers sondages avant les élections montraient que le soutien pour l'indépendance était en perte de vitesse depuis le mois de février. Il est à noter que la part des votes en faveur des

partis indépendantistes et unionistes est pratiquement égale avec 50 pour cent pour chaque bloc.

Avec une majorité indépendantiste renforcée au parlement, Nicola Sturgeon souligne qu'elle a un mandat pour organiser un nouveau référendum sur l'indépendance d'ici deux ans. Londres s'y oppose et le bras de fer risque de durer. Pris de panique, malgré les excellents résultats de son parti aux élections locales en Angleterre, Boris Johnson a proposé d'organiser un sommet réunissant les dirigeants écossais et gallois pour étudier ensemble comment ce qu'il appelle la « Team UK » pourrait se remettre de la pandémie. Il est vrai que le Pays de Galles aussi cause bien des soucis à Johnson, puisque le Parti travailliste, malmené en Écosse et en Angleterre, y a largement remporté les élections législatives.

Pour le gouvernement écossais qui pendant des années a exigé de pouvoir prendre part aux négociations sur la sortie de l'Union européenne et obtenir un statut particulier comme celui de l'Irlande du nord, cet appel de Londres n'a guère de crédibilité. Sturgeon a toutefois accepté de participer au sommet, réitérant « son intention de veiller à ce que le peuple écossais puisse choisir son propre avenir une fois la crise [sanitaire] terminée » et soulignant que « la question d'un référendum est désormais une question de temps, et non plus une éventualité ». ●

CHRONIQUES DE LA COUR

Discrédit

La seule tentative de nomination de juges européens qui ne devaient pas leur carrière à l'exécutif de leur pays d'origine a eu lieu en 2005. Elle s'est soldée dix ans plus tard en fiasco. Avec des répercussions durables sur la vie de la Cour. Depuis lors, tous les juges de Luxembourg, à la Cour de justice et au Tribunal européen, sont nommés par leur gouvernement. En ce moment, d'intenses discussions se tiennent dans les capitales européennes qui doivent sélectionner des candidats susceptibles de remplacer les juges actuels dont le mandat expire bientôt, en octobre 2021 à la Cour et en septembre 2022 au Tribunal. Rappelons les causes de l'échec précédent et quelle en a été la conséquence indirecte pour l'avenir de la Cour et du Tribunal en 2021. Il faut revenir pour cela à 2003, date de l'entrée en vigueur du Traité de Nice. Une disposition permet la création de tribunaux spécialisés. En 2005, le Tribunal de la fonction publique (TFP) voit le jour. Sa seule ambition est de connaître les recours en justice du personnel des institutions européennes et des agences de l'UE.

Quand les nominations des juges monopolisent les politiques et créent des troubles diplomatiques

Le traité de Nice indique aussi que d'autres tribunaux spécialisés peuvent être créés pour d'autres contentieux de masse dont le Tribunal voudrait se débarrasser, dans l'hypothèse où il aurait trop de travail. La nomination des juges de ce nouveau tribunal était tout à fait originale. Les juristes intéressés par le poste répondaient à un appel à candidatures publié au niveau européen. Un comité créé à cet effet examinait leur candidature. Il prenait son rôle très au sérieux jusqu'à exiger de pouvoir classer les candidats par ordre de mérite, fondé sur la connaissance en droit européen, sur leur expérience professionnelle et sur la connaissance des langues. Un critère que le conseil de l'UE, au début réticent, a finalement accepté.

(On retrouvera plus tard ce critère du mérite dans la procédure de sélection des procureurs européens contre lequel certains États membres se rebiffent (voir d'Land, 11.09.20).) Au Tribunal de la fonction publique, les sept premiers candidats sur cette liste ont ainsi été nommés juges, des nominations indépendantes du pouvoir en place dans les capitales, Un gage de qualité.

Mais très vite le naturel a repris le dessus. Les gouvernements se sont chamaillés lorsque la question des renouvellements de leur mandat s'est posée. Les États membres se sont divisés en deux clans. Les grands États d'une part ont accepté du bout des lèvres qu'un juge soit nommé par un autre gouvernement sans que lui ait la possibilité d'en nommer un. Les « petits » États d'autre part, qui ont exigé un roulement des nationalités après chaque fin de mandat de sorte que chacun, au fil des ans, puisse avoir « son » juge. Question de prestige pour eux et ils n'en démordent pas. Cette guéguerre a empoisonné la vie du TFP et a pris des proportions démesurées et lourdes de conséquences lorsqu'en 2014 deux mandats sont venus à expiration.

Sur la liste des juristes sélectionnés par le comité après appel à candidatures, il y avait cette fois-là, par ordre de mérite, le président sortant du TFP, un Belge, puis un Portugais et un Bulgare, lequel est très soutenu par son gouvernement, plus quelques autres. Selon les grands pays, la candidature du Belge était recevable puisqu'il a de l'expérience et donc du mérite. Mais les « petits » pays ont freiné des quatre fers, surtout la Bulgarie. Le Bulgare était en troisième place sur la liste. Si le Belge remplissait, il n'était plus question de poste. Sofia voulait à tout prix l'imposer, menaçant de tout bloquer. Les États membres ont tenté un compromis : un demi-mandat pour le Belge, l'autre moitié pour le Bulgare, tant était grand le désir d'en finir. Proposition refusée : on ne donne pas un demi-poste à un Bulgare ! Finalement, le Belge a décidé de se retirer pour raisons personnelles. Le Portugais et le Bulgare ont pu être nommés. Les discussions ont duré des mois et les États membres se sont jurés qu'on ne les y reprendrait pas.

Sur ce, arrivent les discussions sur la réforme du Tribunal qui, surtout parce qu'il s'organise mal, se dit débordé et réclame de l'aide. Son Président, Marc Jaeger, estime que, vu le contentieux de masse que constituent les affaires de propriété intellectuelle, un tribunal spécialisé en PI est nécessaire. Que nenni ! Le président de la Cour Vassilios Skouris, n'en veut pas. Il penche pour neuf juges supplémentaires au Tribunal et pour la suppression du TFP pour des raisons trop longues à expliquer ici. Après des mois de discussions stériles au sein du Conseil, ce dernier finit par dire à Skouris qu'il n'acceptera qu'une solution, un juge supplémentaire par pays, ne voulant pas revivre le cauchemar « TFP ». Skouris, docile, s'exécute et fait une proposition en ce sens. Résultat : les nominations des 82 juges de la Cour occupent une bonne partie du temps des politiques et diplomates. Comme actuellement ● Dominique Seytre

Avec une majorité indépendantiste renforcée au parlement, Nicola Sturgeon souligne qu'elle a un mandat pour organiser un nouveau référendum sur l'indépendance d'ici deux ans



Plus de hauteur

Découvrez le Lëtzebuurger Land en vous abonnant gratuitement durant un mois.

land@land.lu
www.land.lu
téléphone 485757-1



Prime éco pour Koch Industries

Le producteur de verre plat Guardian maintient une production industrielle au Grand-Duché. C'est ce qu'a annoncé ce lundi le ministre de l'Économie, Franz Fayot (LSAP), heureux de pouvoir enfin partager une bonne nouvelle. Le groupe américain a promis d'investir dans un nouveau four à verre « à la pointe du progrès technologique et environnemental » qui devrait être bâti en 2022 sur le site de Bascharage et être opérationnel dès 2023. Le montant de cet investissement n'a pas été précisé, mais devrait avoisiner les cent millions d'euros. Le four sera en partie financé par l'État luxembourgeois (via « une aide à l'investissement en faveur de la protection de l'environnement »), mais, de nouveau, aucun chiffre concret n'a été nommé. Invité

sur Radio 100,7, le directeur de la fabrique, Bernard Gheysen, a évoqué ce mercredi « une bonne participation » de l'État, mais dont le montant serait « du domaine de la confidentialité ».

Après le refroidissement du four de Dudelange en juin dernier, qui avait entraîné 120 départs « volontaires », soixante départs à la retraite anticipée et vingt non-renouvellements de CDD, les syndicats craignaient pour la survie du dernier site de Guardian à Bascharage. Car le four atteint, là aussi, sa fin de vie. L'investissement assurera un avenir au site pour les quinze à vingt prochaines années. Un four de fusion, qui transforme du sable en verre et dont les dimensions correspondent à peu près à celles d'une piscine olympique, tourne 24 heures sur 24 et 365 jours par an. Il produit 600 tonnes de verre flottant par jour. L'ancien four de Dudelange engloutissait 4 500 mètres cubes de gaz par heure. Un « footprint » énorme. Le nouveau four, « à la pointe de la technologie », émettrait 19 pour cent moins de CO₂ que l'ancien modèle.

Dans un rapport publié en 2014, l'Agence européenne pour l'environnement avait classé Guardian au premier rang des entreprises les plus polluantes du Luxembourg. Entre 2008 et 2012, les usines de Dudelange et de Bascharage auraient causé entre 140 et 380 millions d'euros (selon la méthode de calcul que l'on retient) en dommages sanitaires et environnementaux.

En 2017, suite aux pressions du ministère de l'Environnement, Guardian avait fini par installer de nouveaux filtres à Dudelange, évidemment subventionnés par l'État. Guardian fait partie de la galaxie « Koch Industries », dont les propriétaires, Charles Koch et son frère David (décédé en 2019), comptent depuis le début des années 1990 parmi les principaux financiers du négationnisme climatique. bt

Recitificatif

Les candidats à la direction de la Bibliothèque nationale ont seulement passé un entretien psychologique, et non également un test psychologique (annulé à cause du Covid), comme nous l'écrivions dans la précédente édition (« Verwickelt »). bt

L'Iran, combattant de la souveraineté luxembourgeoise

Le tribunal de commerce a accédé le 30 avril à la demande de la Banque centrale iranienne pour que restent bloqués chez Clearstream les milliards de dollars qui lui appartiennent et que revendiquent les victimes américaines d'attentats (au Liban en 1983 et à New York en 2001) depuis 2012 au titre de réparations d'une prétendue implication de l'Iran. Avec le *National Defense Authorization Act for fiscal year 2020*, le Sénat américain a voté un texte qui conférerait en principe le droit pour ces victimes de piocher leur dû dans les comptes d'entités

étrangères sans exequatur des jugements américains. Ce que Clearstream n'empêcherait guère pour préserver ses bonnes relations avec l'Oncle Sam. Dans le dernier épisode de ce feuilleton judiciaire joué pour partie au Grand-Duché, la justice luxembourgeoise a donc rappelé la nécessité d'obtenir localement la reconnaissance des décisions de justice américaines. En mars 2019, la chambre civile du tribunal avait rejeté une première demande d'exequatur. Par voie de communiqué, BSP, le cabinet représentant les intérêts de la Banque centrale de la République islamique d'Iran souligne cette semaine que son client offre l'opportunité aux cours luxembourgeoises de « réaffirmer leur souveraineté nationale ». pso

Barreau endeuillé

Olivier Poelmans, avocat chez Clifford Chance, est décédé cette semaine des suites d'un accident de la route. Le quotidien *L'Avenir* rapporte qu'il a été percuté par une voiture alors qu'il circulait en trottinette électrique à Arlon. Contactée, la bâtonnière dit le barreau, « sous le choc ». Valérie Dupong rappelle qu'Olivier Poelmans a été membre du Conseil de l'Ordre sous les bâtonnats de René Diederich, Rosario Grasso et François Prüm de 2013 à 2018. Il venait d'être nommé à la présidence de la toute nouvelle commission « droit civil » du barreau. Il enseignait à l'Université du Luxembourg et avait écrit un ouvrage de référence sur le droit des obligations, « une

vraie bible », commente Valérie Dupong. « Il laissera un grand vide », conclut-elle. pso

Prisme financier

D'éminents chercheurs d'universités américaines brisent le prisme des paradis fiscaux dans les flux financiers internationaux. Dans *The Global Capital Allocation Project*, Antonio Coppola (Harvard), Matteo Maggiori (Stanford), Brent Neiman (Chicago Booth School of Business) et Jesse Schreger (Columbia) exposent à quelles économies les paradis fiscaux tels que les Pays-Bas, le Luxembourg ou l'Irlande (pour ne citer que les trois principaux) sont le plus liés en termes de financements. Les maison-mères utilisent régulièrement les *tax havens* pour lever des fonds, qu'il s'agisse d'obligations ou d'actions, relève le quatuor. Sur le site interactif mis en ligne par les universitaires, l'on peut ainsi découvrir que le Luxembourg est le deuxième pays émetteur d'obligations en volume avec 535 milliards de dollars levés en 2017. Les entités à l'origine des émissions sont principalement originaires des États-Unis (74,3 milliards), d'Allemagne (69,9), d'Italie (56,9), de Suisse (50,7), du Royaume-Uni (47,6) et de Russie (45,3). À noter que 45,9 milliards des 46 milliards des émissions supranationales sont cotées au Grand-Duché. Le Luxembourg n'apparaît pas dans la matrice des *equities* où les Îles Caïmans se paient la part du lion grâce au placement des capitaux chinois. pso

« Place de Strasbourg numéro 2 »

Le magnat de l'immobilier Flavio Becca, promoteur du quartier Cloche d'Or, évoque dans le *Wort* cette semaine sa volonté d'installer un « un boucher et un boulanger » au pied de ses tours en construction le long du boulevard Raiffeisen. Face au *Land*, l'entrepreneur souhaite une « place de Strasbourg numéro 2 » avec des commerces de proximité et de bouche type « Thym&Citron ». Interrogé, sur l'éventuelle installation d'une boucherie Emo, distributeur des abattoirs Cobolux dont il est actionnaire, Flavio Becca pense que « ce serait une bonne idée ». pso

Un déficit normal

Les comptes 2020 de la Commission de surveillance du secteur financier (photo : sb) parus cette semaine au mémorial révèlent une perte significative pour le régulateur : treize millions d'euros. Elle tient notamment à une explosion de ses frais de personnel, à 113 millions d'euros, soit quinze pour cent de plus qu'en 2019 (99 millions d'euros) ... un coût qui grimpe pour faire appliquer les réglementations qui vont croissant également. À revenu constant (autour de 124 millions d'euros), la CSSF avait signé un déficit de cinq millions d'euros. Elle dégageait encore des profits en 2018 (quinze millions), 2017 (cinq millions) et 2016 (3 millions), ces deux dernières années ayant été maigrettes en termes de chiffre d'affaires,

principalement composé des taxes perçues sur les entités surveillées... alors que 2017 a été un excellent millésime en matière de sanctions avec 18 millions d'euros collectés. Contacté par le *Land*, le porte-parole de la CSSF explique que le résultat négatif tient du fait que l'institution travaille « sur la base de cycles budgétaires pluriannuels dans une optique de couverture de ses dépenses sur plusieurs années ». « Il n'y a pas péril en la demeure et le mouvement observé est le même à chaque fin de cycle », répond-on route d'Arlon. La CSSF souligne en outre qu'elle investit dans des technologies de type intelligence artificielle pour accéder à des gains de productivité. pso



Le Luxembourg en pole position

Georges Canto

L'OCDE confirme la prépondérance du Grand-Duché dans les flux financiers internationaux

Dans le document intitulé *FDI in figures* publié fin avril 2021, l'OCDE (Organisation de coopération et de développements économiques) révèle une chute de 38 pour cent des investissements directs à l'étranger (IDE) en 2020 au niveau mondial pour cause de pandémie. Mais l'évolution est variable d'une région du globe à l'autre et selon les pays, de sorte que commence à se dessiner une géographie nouvelle des IDE. Dans ce paysage en recomposition, le Luxembourg reste une plaque-tournante mondiale, aussi bien pour les flux entrants que sortants, en raison du rôle qu'y jouent les Special Purpose Entities (SPE)*. (Le rapport de l'OCDE identifie huit pays abritant ces structures créées par des multinationales pour des raisons d'optimisation fiscale : en dehors du Luxembourg et des Pays-Bas, où elles jouent un rôle considérable, l'Autriche, l'Islande, la Hongrie, le Danemark, le Portugal et le Chili occupent les seconds rôles).

Malgré la crise, le Luxembourg connaît un triplement de ses flux d'IDE entrants en 2020. Le classement consacre la Chine, les États-Unis, l'Inde et le Grand-Duché

Avec un montant de 1 011 milliards dans le monde, les investissements entrants ont diminué d'un tiers en 2020 : en valeur absolue c'est un retour au montant de 2005, et en termes relatifs, avec seulement un pour cent du PIB mondial, ils ont retrouvé leur niveau de 1999 ! La baisse a été sensible au premier et au dernier trimestre malgré un petit rebond pendant l'été. Elle a été très ressentie dans la zone OCDE, avec -51 pour cent, et surtout dans l'UE où les flux entrants ont chuté de 70 pour cent ! De ce fait, les pays membres de l'OCDE n'accueillent plus que 38,5 pour cent du total mondial en 2020, contre 51,7 pour cent en 2019 et 58 pour cent en 2018, tandis que l'UE n'a reçu qu'un dixième des flux mondiaux en 2020, contre un quart l'année précédente. Avec 389 milliards de dollars de flux entrants, l'OCDE connaît son plus bas niveau depuis quinze ans. Les investissements étrangers ont été réduits de moitié en France, au Royaume-Uni et au Canada, tandis qu'ils ont été divisés par 2,5 en Irlande et au Brésil ! Les Pays-Bas, l'Autriche, la Norvège et la Suisse ont même connu des « entrées négatives », c'est-à-dire des retraits (en Suisse, pour la troisième année consécutive), par exemple par la cession de participations dans des filiales locales de la part de sociétés-mères étrangères. En revanche, le Luxembourg détient le record mondial de la hausse des entrées aussi bien en valeur absolue (+47 milliards) qu'en taux de progression (triplement) devant la Suède (16 milliards de mieux soit soixante pour cent d'augmentation).

La baisse a été beaucoup moins nette dans les économies du G20 non-membres de l'OCDE (-9 pour cent seulement) car la Chine et l'Inde ont accueilli des investissements plus élevés

qu'en 2019, avec respectivement 14 et 27 pour cent de plus, reflétant en partie les activités de fusions-acquisitions transfrontalières au deuxième semestre. Les grandes économies émergentes hors OCDE ont reçu en 2020 plus du tiers des investissements entrants, contre un quart l'année précédente. De ce fait, et pour la deuxième fois en six ans la Chine (212 milliards engrangés) a dépassé les États-Unis (177 milliards) en tant que première destination des IDE dans le monde. Derrière ces deux économies on trouve, mais à bonne distance, l'Inde et... le Luxembourg, à peu près à égalité (respectivement 64 et 62 milliards).

Les sorties d'IDE, qui sont restées nettement inférieures aux entrées, ont diminué de 42 pour cent dans le monde en 2020, en raison de la crise dans les principaux pays investisseurs. Ceux de la zone OCDE ont réduit leurs investissements de 48 pour cent en 2020 pour les ramener à leur niveau le plus bas depuis 2005, faisant perdre plus de sept points à leur « part de marché » tombée à 62,4 pour cent. La chute a été encore plus violente dans les pays de l'UE. Leurs investissements à l'étranger ont baissé de 77 pour cent, représentant désormais moins de treize pour cent des sorties mondiales d'IDE en 2020, contre près du tiers en 2019 et 2018. Tandis que les États-Unis et la Corée restaient stables, d'importantes baisses ont été notées en Allemagne (division par quatre) et au Japon (division par deux), pays qui avaient connu des niveaux élevés en 2019. Dix-huit autres pays de l'OCDE ont enregistré une diminution de leurs investissements à l'étranger. Certains (Autriche, Brésil, Norvège, Pays-Bas) sont passés en « sorties négatives » ou y sont restés (Irlande, Royaume-Uni), c'est-à-dire qu'ils ont rapatrié des sommes.

En revanche une nette hausse a été observée en Suède (doublement) et surtout au Luxembourg qui, enregistrant une multiplication par 3,7 des flux sortants, est devenu la première source d'IDE dans le monde avec 127 milliards de dollars, devant les États-Unis et le Japon (respectivement 118 et 116 milliards) ! À l'exception de l'Indonésie (+33 pour cent) les économies du G20 non-membres de l'OCDE ont également réduit leurs investissements à l'étranger, à hauteur de 49 pour cent, et la Chine n'arrive plus qu'à la quatrième place mondiale (110 milliards). Les investissements entrants sont principalement réalisés sous forme d'apports de capitaux propres : sur un échantillon de six pays de l'OCDE ayant engrangé 246 milliards en 2020, leur part est de 70 pour cent (66,2 pour cent au Luxembourg) mais dépasse 90 pour cent en Allemagne et en France. En revanche la part du capital est moindre dans les « sommes exportées » : 59 pour cent sur un échantillon de neuf pays totalisant 338 milliards investis à l'étranger. La proportion est de moitié en France, en Allemagne et au Japon mais tombe à quarante pour cent au Canada et à 36,5 pour cent aux États-Unis, le Luxembourg se situant au-dessus de la moyenne (62,2 pour cent).

Le rebond de l'activité de fusions et acquisitions transfrontalières, qui a commencé au deuxième semestre 2020 et s'est poursuivi au premier trimestre 2021 dans les économies avancées, avec de nombreuses transactions dans les secteurs de la santé et de la technologie, pourrait stimuler les flux d'IDE en 2021, surtout en capitaux propres. Les entreprises dans lesquelles les sommes sont investies ont subi les conséquences de la crise : réalisant moins de bénéfices, elles ont par contrecoup distribué moins de dividendes. Les intérêts issus des dettes inter-sociétés ayant aussi baissé, les revenus tirés des investissements étrangers ont connu une diminution assez nette en 2020. Pour l'ensemble des pays de l'OCDE, les recettes des investissements à l'étranger ont diminué de seize pour cent, ce qui représente par rapport à 2019 un manque à gagner de 278 milliards de dollars. Elles ne représentent plus que 2,9 pour cent du PIB de l'OCDE contre 3,3 pour cent en moyenne de

2017 à 2019. Le Luxembourg est un des rares pays (avec le Japon) à avoir connu une hausse, limitée à deux pour cent, alors que le Royaume-Uni a essuyé une baisse de moitié.

On observe qu'en 2020 les recettes venues de l'étranger ont été très supérieures aux investissements annuels sortants (pour la zone OCDE, 1 462 milliards contre 425 milliards, soit trois fois et demi plus). Par ailleurs, les paiements de dividendes et d'intérêts à des investisseurs étrangers sur le territoire national ont aussi connu une baisse de 14,7 pour cent, soit un décaissement inférieur de 180 milliards de dollars à celui de 2019, grâce à l'importante baisse de 64 milliards pour les seuls États-Unis (soit -28 pour cent). En revanche les versements ont augmenté au Luxembourg (de onze pour cent) en Irlande et surtout aux Pays-Bas. Au final, la différence entre revenus perçus et les revenus versés reste positive de 418 milliards, en baisse de « seulement » 19 pour cent sur un an, ce qui est quasiment inespéré au regard de la gravité de la crise. La situation est cependant contrastée selon les pays. La balance est structurellement négative en Belgique, en Suisse et surtout en Irlande, terre d'accueil de nombreuses entreprises étrangères. Au Luxembourg en incluant les SPE, la différence recettes-dépenses est positive mais elle a baissé de quarante pour cent en un an, loin toutefois de l'effondrement connu aux Pays-Bas (-95 pour cent) et au Royaume-Uni (-83 pour cent). Seuls deux pays ont tiré leur épingle du jeu avec une différence en hausse : de sept pour cent au Japon et de trente pour cent au Canada. ●



Les voies financières internationales mènent régulièrement au Luxembourg

Euros en stock

Les IDE sont des flux annuels qui alimentent des « stocks de capital » : l'OCDE donne également un aperçu statistique intéressant de ses « positions », y compris en dehors de sa zone. En valeur, les États-Unis sont sans surprise le principal pays d'accueil avec 8 128 milliards, mais ils sont suivis de deux « petits pays » : les Pays-Bas (6 911 milliards en comptant les SPE) et le Luxembourg (4 443 milliards selon le même calcul). Pas étonnant dans ces conditions que, rapportés aux PIB locaux, les investissements étrangers pèsent très lourd : le Luxembourg fait exploser le compteur avec 6 064 pour cent du PIB, les Pays-Bas sont à 759 pour cent, l'Irlande (302 pour cent) et la Suisse (218 pour cent) faisant aussi bonne figure alors de la moyenne de l'OCDE est seulement de 58 pour cent.

Si l'on considère les avoirs détenus à l'étranger, le classement est identique : les États-Unis (10 802 milliards de dollars) précèdent les Pays-Bas et le Luxembourg (respectivement 5 560 et 3 594 milliards, SPE incluses), ces deux derniers pays affichant des pourcentages énormes de leur PIB, devant l'Irlande, la Hongrie et la Suisse. gc



Ein **Unternehmer** ist erfolgreicher, wenn er **gut beraten** wird!



Seit 1856 bietet die BIL Lösungen an, die an die beruflichen und privaten Bedürfnisse von Unternehmern angepasst sind. Aber was macht einen guten Unternehmer aus? Erfahren Sie mehr unter www.my-life/erfolg oder nehmen Sie direkt Kontakt mit Ihrem Kundenberater der BIL auf.

Apolitique

Pierre Surlut

Par ses jugements dans les affaires Amazon et Engie, le Tribunal de l'Union européenne s'exonère de la politisation de la Commission européenne et de la vie économique

An 7 après JCJ Le président du Tribunal de l'Union européenne, Marc van der Woude, a rendu mercredi matin deux verdicts attendus par les communautés politique et économique. Le bras judiciaire de l'UE a statué sur les recours du Luxembourg en annulation de décisions de la Commission européenne en matière fiscale, dans les dossiers Amazon et Engie. Sous le regard du poète Fernando Pessoa peint par Antonio Costa Pinheiro, une œuvre surréaliste accrochée dans la salle d'audience, le magistrat a statué sur le droit et désamorcé les affects politiques des affaires. On revient de loin.

En 2013 et alors que le Luxembourg trainait des pieds pour lâcher définitivement son secret



La lecture des jugements mercredi

Le tribunal de l'UE juge ce mercredi que la Commission n'a pas démontré « à suffisance de droit » que le traitement accordé par Marius Kohl à Amazon a entraîné une réduction induite de la charge fiscale

bancaire dans le cadre de la directive épargne, la Commission européenne portait son intérêt sur la pratique des décisions fiscales anticipatives (DFA ou *rulings*) dans un certain nombre de pays, à commencer par le Grand-Duché. En octobre 2014, un mois avant les révélations Luxleaks sur l'industrie luxembourgeoise de l'optimisation fiscale et l'accession du local de l'étape Jean-Claude Juncker à la présidence de la Commission, sa direction générale de la Concurrence annonçait une enquête approfondie sur les *rulings* accordés en 2003 et 2011 à Amazon et qui portaient sur les exercices fiscaux de 2006 à 2014. En octobre 2017, un an après les Panama Papers et en marge de sa campagne contre l'évasion fiscale des multinationales au sein de l'UE, Bruxelles considérait que le géant du e-commerce américain avait bénéficié d'une aide d'État au Grand-Duché et

redressait la société basée à Seattle à hauteur de 250 millions d'euros. Le gouvernement, soutenu par l'Irlande, et Amazon ont déposé un recours au Kirchberg contre cette décision de l'exécutif européen. Le tribunal de l'UE juge ce mercredi que la Commission n'a pas démontré « à suffisance de droit » que le traitement accordé par l'ACD (Administration des contributions directes) à Amazon a entraîné une réduction induite de la charge fiscale.

Ouf de soulagement rue de la Congrégation. Une heure à peine après le verdict et alors que la décision intégrale n'avait pas été publiée, le ministère des Finances a dégagé un communiqué aux mots bien pesés : « Le Luxembourg se félicite de l'arrêt rendu ». Il « confirme que le traitement fiscal du contribuable en question suivant les règles fiscales applicables à l'époque

n'est pas constitutif d'une aide d'État ». Le gouvernement en tant qu'État-agent économique jouit ainsi là de la fiabilité d'une décision prise par son administration envers une entreprise des plus chouchoutées. Dans un entretien accordé au *Land* en 2014, l'ancien directeur fiscalité d'Amazon, Robert D. Comfort (et consul honoraire du Luxembourg à Seattle) racontait sa rencontre avec le Premier ministre Jean-Claude Juncker. « Son message était : 'Si vous rencontrez un problème que vous pensez ne pas pouvoir résoudre, revenez me voir. J'essayerai de vous aider' » (*d'Land*, 22.8.2014). « Aider ». Amazon, qui emploie aujourd'hui 3 000 personnes au Grand-Duché, n'aura pas à lui rembourser les 250 millions de dollars que la Commission jugeait « pas assez perçus ». L'entreprise s'en félicite aussi promptement : « We welcome the Court's decision, which is in line with our long-standing position that we followed all applicable laws and Amazon received no special treatment. » En 2015, quelques semaines après Luxleaks, l'entreprise avait annoncé la réorganisation de son organisation fiscale en la basant sur les marchés et anticipant quelque peu le travail de l'OCDE sur sa « taxe Gafa » (encore) en discussion qui serait associée au chiffre d'affaires réalisé sur un territoire donné (et non plus au bénéfice remonté à telle ou telle entité potentiellement protégée par des niches).

Post-Kohlisme Au même moment, la Commission européenne, que son président Jean-Claude Juncker voulait « politique », s'intéressait au dossier Engie. Deux filiales luxembourgeoises de l'entreprise énergétique capitalisée par la France, un État volontiers donneur de leçons en matière fiscale, étaient soupçonnées par les services de la Commissaire Margrethe Vestager de ne payer qu'une infime partie de leurs impôts sur les bénéfices, 0,3 pour cent, à la faveur d'un montage agressif avec un produit hybride (souvent

synonyme de double non-imposition avant les directives Atad anti-évasion fiscale) validé par un *ruling* portant sur les années 2008-2014. En juin 2018, l'exécutif européen ordonnait au Luxembourg de récupérer 120 millions d'euros auprès d'Engie. Le Luxembourg et Engie contestaient devant le tribunal de l'UE. Les juges européens considèrent ce mercredi que l'énergéticien a bénéficié d'un traitement préférentiel consécutif à la non-application d'une mesure nationale relative à l'abus de droit.

Un fiscaliste indirectement impliqué dans ces dossiers (et donc désireux de garder l'anonymat) juge avec satisfaction que le Tribunal de l'UE refuse à la Commission le droit de définir sa propre méthodologie du calcul des prix de transfert, problématique au cœur de la décision dans l'affaire Amazon. L'instance valide les études réalisées par les fiscalistes au service du géant du e-commerce. Dans le dossier d'Engie, notre interlocuteur indique que le montage d'Engie ne passerait pas aujourd'hui du fait de la rectification du tir opérée entretemps par voie législative en matière d'abus de droit. « Avec Beps, on a fermé cette niche fiscale », commente le fiscaliste.

En septembre 2019, le constructeur automobile Fiat a aussi échoué à faire annuler le redressement (trente millions d'euros) prononcé par la Commission européenne pour sa structuration fiscale luxembourgeoise. Dans les jours suivants le jugement (pour lequel Fiat et Luxembourg ont interjeté appel devant la Cour), l'avocat fiscaliste du gouvernement Alain Steichen avait regretté la glorieuse époque du « fameux inspecteur K, (Marius Kohl, ndlr), d'une amabilité exceptionnelle », qui tamponnait à tout-va les décisions fiscales anticipatives que lui soumettaient les cabinets au nom du « pragmatisme paysan luxembourgeois » (*d'Land*, 27.9.2019). Le tribunal européen place aujourd'hui le curseur judiciaire entre les intérêts politiques et économiques. ●

Les cadavres ressurgissent au tribunal

Pierre Surlut

Audience en correctionnelle d'une avocate au barreau pour solder les comptes entre l'oligarque Alexander Lebedev et l'ancien espion Francisco Paesa, ainsi qu'avec le passé sulfureux du Srel

Prévenue et entendue devant la seizième chambre correctionnelle le 29 avril dernier dans une affaire de faux et d'usage de faux, une avocate d'origine hispanique vit un bien mauvais film parce qu'elle est, regrette-t-elle aujourd'hui, la nièce du sulfureux espion espagnol, Francisco Paesa. Cet ancien agent des renseignements ibériques et homme d'affaires avait contracté un prêt de vingt millions de dollars auprès du milliardaire russe Alexandre Lebedev. C'était en 2002. Dans un entretien au quotidien espagnol *El País*, Alexandre Lebedev explique avoir été berné par cet homme qui s'était présenté comme Francisco Sanchez, un expert financier avec un passeport argentin, pour monter une banque au Bahrein, « un centre financier offshore prometteur » dans les Émirats. L'argent avait été placé auprès de la Banque de Luxembourg puis rapidement envoyé à la Bahreini Saudi Bank, selon un tableau discuté à l'audience

et consulté par le *Land*. L'avocate explique aujourd'hui que son oncle, dont elle reste proche, vivait alors sur cette île du Golfe persique. Il avait fui la péninsule ibérique en 1996 et s'était fait passer pour mort en juillet 1998, annonce à l'appui dans la presse espagnole. « Tu familia y tus amigos no te olvidan », était-il écrit à côté de l'information selon laquelle les obsèques s'étaient tenues dans la plus stricte intimité. Mais le 15 novembre 2004, *El Mundo* titrait « El muerto esta vivo ». L'enquête sur la résurrection de l'espion paraissait dans le quotidien espagnol de référence avec une prétendue réapparition du fugitif au Luxembourg. Les journalistes espagnols levaient un domicile boulevard de la Pétrusse, celui de l'avocate.

L'avocate fiscaliste est aujourd'hui poursuivie pour avoir « commis un faux intellectuel en écritures de commerce ou en écriture privées ». Dans ce courrier daté du 7 mars 2003 destiné à la National Bank of Bahrain, l'avocate confirmait que les fonds déposés sur les comptes en question appartenaient à son client qu'elle présentait par le nom Francisco Sanchez « alors qu'il s'appelle en réalité Francisco Paesa Sanchez », relève l'acte d'accusation. Selon le ministère public et la partie civile, le document a permis quelques mois plus tard l'envol des fonds vers une multitude de banques, de Bahrein au Luxembourg (Dexia BIL et Banque de Luxembourg à nouveau) en passant par Singapour, recourant à une multitude de sociétés offshore (dont certaines seront plus tard identifiées dans les Panama Papers), une technique bien rodée pour dissimuler le bénéficiaire effectif.

À la barre, l'avocate d'origine espagnole rejette les accusations. « Jamais de ma vie je n'ai fait un faux document. Je me suis fiée aux courriers de la Banque de Luxembourg selon lesquels mon oncle était le bénéficiaire économique des sociétés », clame-t-elle. Puis elle évoque, « les menaces » dont elle a fait l'objet et « les souffrances » endurées parce qu'elle est la nièce d'un personnage sulfureux, sujet « d'un livre et d'un film ». Le long-métrage *El hombre de las mil*

« Jamais de ma vie, je n'ai fait un faux document. Je me suis fiée aux courriers de la banque selon lesquels mon oncle était le bénéficiaire économique des sociétés », clame l'avocate prévenue

caras réalisé en 2016 sur la base d'une enquête journalistique raconte « l'histoire d'un homme qui a arnaqué tout un pays ». Francisco Paesa y est présenté comme l'agent qui a permis, en 1986, des arrestations déterminantes d'indépendantistes basques de l'ETA, mais surtout comme celui qui, au milieu des années 1990, a subtilisé les 1,5 milliard de pesetas (environ dix millions d'euros) détournés par l'ancien directeur de la Guardia Civil, Luis Roldan, et qui s'est fait payer un million d'euros par l'Espagne pour organiser l'arrestation de l'ancien chef des gendarmes espagnols. Dans le film, la nièce de « Paco » campe le rôle de la mule chargée de déplacer l'argent à Singapour... une invention selon l'intéressée, rencontrée cette semaine en son appartement avec vue sur la vallée de la Pétrusse. L'avocate n'en a pas moins été victime de scénarios foireux ficelés par le Srel dans les années 2000 et qui la conduisent en 2021 devant la justice.

En août 2007, l'avocate accompagne sa mère à un congrès en Afrique du Sud. À leur hôtel à Durban, deux Luxembourgeois

les abordent. Des relations personnelles se tissent ensuite. L'avocate découvrira quelques semaines plus tard que les deux hommes, Roger Mandé et André Kemmer, sont des émissaires du Srel. Ils ont été activés par le chef des opérations Frank Schneider. L'homme fort du service de renseignement s'est érigé en arbitre du litige entre Francesco Paesa et Alexandre Lebedev... au bénéfice du Russe. Dans un restaurant de la rue Louvigny, Frank Schneider offre à l'avocate un bracelet en or portant les armes du Grand-Duché, pour tenter de la rallier, ainsi qu'une note détaillant l'Iban de l'avocat suisse du milliardaire (*D'Land*, 8.3.2013), pour virer dix millions de dollars (Lebedev avait récupéré les dix autres millions en septembre 2004 à la faveur d'un accord transactionnel, apprendra-t-on au tribunal en 2021). L'avocate conseille aux autoproclamés représentants des intérêts du Russe de saisir les tribunaux. C'est ce que fait Alexandre Lebedev (dont le lien direct avec le Srel n'est pas établi). Il porte plainte au Bahrein. Il n'y parvient pas à gagner son litige avec Francesco Paesa, mais l'écrit de la nièce avocate au Grand-Duché lui permet de se raccrocher à une autre juridiction et d'exercer de ce fait une pression familiale sur son débiteur. Alexandre Lebedev porte plainte au Grand-Duché au nom de la société qui a émis le prêt, Mozart Holding. Au procès fin avril, la partie civile, Mozart Holding, représentée par Philippe Stroesser, réclame le restant dû : dix millions d'euros. Le représentant de la partie défenderesse, François Prüm réplique, pièce à l'appui, que la société libérienne a été dissoute en 2018 : « Elle n'a donc plus qualité à agir », assène l'ancien bâtonnier. François Prüm plaide en outre le dépassement du délai raisonnable. Sa mandante a signé le courrier litigieux voilà 18 ans. Le substitut du procureur entend l'argument et ne demande pas de peine d'emprisonnement. Il requiert une amende. Le tribunal se prononcera le 3 juin pour solder, peut-être définitivement, les comptes entre l'oligarque russe et l'espion espagnol, ainsi que le passé sulfureux du Srel, dont les responsables ont été acquittés l'an passé pour l'affaire des écoutes illégales... dont l'avocate en question a aussi été victime. ●



Le bracelet offert par Frank Schneider à la nièce de Francisco Paesa. Le maillon où figurait le lion rouge a disparu

Descartes et le masque trompeur

Paul Rauchs

Les philosophes face au virus (2)

« Lardatus prodeo », « j'avance masqué », avertit Descartes qui était la prudence faite philosophe. Il adorait vivre caché et brouillait les pistes pour ne pas être dérangé, voire débusqué. Il lui arrivait ainsi de déménager, de se faire livrer des meubles... et d'aller vivre ailleurs. Échaudé par la condamnation de Galilée, il se protégea du virus de l'inquisition et n'enleva le masque que bien confiné, installé tranquillement au coin du feu, blotti dans sa robe de chambre. Après des années d'une vie mouvementée et aventureuse, Descartes s'en alla cocoonner dans la quiétude de la Hollande. Il mettait le masque parce qu'il se méfiait de tout, des autorités religieuses bien sûr, mais aussi de ses propres sens et s'enferma alors dans une espèce de paranoïa philosophique, par ailleurs fort féconde. « Tout le monde peut me tromper », se dit-il, confiné devant sa cheminée, « à commencer par moi-même. Qui me dit, en effet, que je ne suis pas fou ou tout au moins en train de rêver ? Mais si on peut me tromper, cela veut dire que j'existe. Je pense, je doute, je sens, donc

Le doute cartésien est aux antipodes du questionnement des conspirationnistes qui « doutent » systématiquement des sources « officielles » tout en récitant comme des prières leurs propres informations

je suis. » Descartes deviendra ainsi le premier philosophe occidental à parler à la première personne : *cogito, ergo sum*.

Voilà donc posé un premier axiome, suivi aussitôt d'un deuxième, condamnation de Galilée oblige : Dieu existe et, comme il est la perfection (dés)incarnée, il ne peut être trompeur. Il ne se joue pas de moi, il est le garant de ce que mes doutes et pensées soient bien réels. Le doute cartésien est aux antipodes du questionnement des conspirationnistes qui « doutent » systématiquement des sources « officielles » tout en récitant comme des prières leurs propres informations dont ils se gardent bien cependant de citer les sources. Le site expressis-verbis, auquel la nomination de sa co-fondatrice Christianne Wickler à la tête de Cargolux a valu une récente et imméritée publicité, en est un bel exemple. Les doutes ici sont en fait des certitudes aux antipodes de la rigueur intellectuelle cartésienne. Et la raison y est fort irraisonnable.

Mais le dieu de Descartes ne se borne pas à ne pas tromper, il est aussi bienveillant. Dans La Genèse n'a-t-il pas enjoint à Adam de profiter des biens de la nature, voire à se soumettre la terre. « Nous pourrions nous rendre comme maîtres et possesseurs de la nature », renchérit le philosophe dans son célèbre *Discours de la Méthode*, s'attirant ainsi les foudres de générations futures d'écologistes. Mine de rien, Descartes a aussi, par ce même mouvement d'esprit, instauré le dualisme. L'esprit de l'être humain se trouve séparé de la nature, et il existe donc une différence qualitative entre l'homme le plus bête et l'animal le plus évolué. Sur ce point aussi, Descartes s'est aliéné jusqu'au dernier des antisécistes d'aujourd'hui. Le dualisme de Descartes s'applique de même à la division absolue entre l'âme et le corps. Le corps est vu comme un automate, mais là aussi Descartes a de nouveau mis son masque pour brouiller les pistes : il appelle son chien Monsieur et il imagine un automate auquel il donne le nom de sa défunte fille. Ce dualisme, tempéré par l'ironie,



Descartes avançait masqué

nie, constitue aujourd'hui encore un garde-fou contre les docteurs Folamour de l'intelligence artificielle qui brouillent les frontières entre la machine et l'être humain. Heidegger, le philosophe nazi qui a poussé le romantisme allemand jusque dans ses derniers retranchements totalitaires, ne pouvait être qu'insensible au dualisme et à l'ironie de Descartes. Tous ces pourfendeurs ont commis l'erreur de scotomiser le « comme ». Se rendre « comme » maître et posses-

seur de la nature va permettre à Descartes d'endosser un nouveau masque, celui, en l'occurrence, du comédien. Car, selon l'Aristote du *Problème XXX*, l'acteur et, partant, le mélancolique font eux aussi comme si : mimer, en effet, n'est rien d'autre que d'imiter, de faire comme si. Dans *Der Dichter und das Phantasieren*, Freud écrit la même chose à propos de l'enfant et de l'artiste : jouer, apprendre et créer c'est encore une fois imiter et faire comme si.

Nous comprenons maintenant que pour Descartes « se rendre comme maître de la nature », ne veut pas dire se soumettre la nature, mais se soumettre à la nature, ce qui signifie en dernière instance observer la nature, la rendre intelligible par les lois des mathématiques et de la physique, afin de mieux pouvoir l'imiter. Ce à quoi s'essaie notamment la médecine qui se sert des sciences naturelles. Descartes, qui avait la santé fragile, s'intéressait sa vie durant à la médecine au point d'avoir envisagé une carrière de médecin. À Amsterdam, il s'installa dans la rue des bouchers pour s'approvisionner chez ces derniers des cadavres dont il avait besoin pour ses dissections, son observation donc de la nature. Il a légué à la médecine la tradition dualiste qui veut que l'âme soit radicalement différente du corps qui lui fonctionne en quelque sorte comme une machine. Cette machine, comme la nature dont elle fait partie, peut être analysée, disséquée et soignée par la médecine.

En ces temps de pandémie, Descartes n'aurait donc pas enlevé son masque, au moins jusqu'à ce qu'il aurait accepté son vaccin. Lui qui croyait, non pas aveuglément, mais rationnellement aux sciences et à la médecine, savait bien que les prudentes prescriptions et restrictions médicales s'adressaient uniquement à sa machine corporelle, et il ne les aurait sûrement pas confondues avec les dogmes et les véritables atteintes à la liberté d'agir et de penser, imposées à l'âme par l'Église et un État autoritaire, voire totalitaire. ●





Energie fir haut a muer

Zanter iwwer 120 Joer si mir als Äerdgas Fournisseur a Netzbedreiwer aktiv.

Eis Hauptaktivitéit war sécher ëmmer den Äerdgas, mee als verantwortungsvollen Acteur um Lëtzeburger Energiemaart droe mir eisen Deel zu der Energietransitioun bäi.

An dësem Kontext hu mir zanter 2015 iwwer 4.000 Projete fir Energie anzespuere bei eise Clientë realiséiert. 2018 hu mir de Wandprojet SUDWAND lancéiert, a parallel entwé-

ckelen a bedreiwe mir Fotovoltaikanlage fir lokal gréng Energie ze produzéieren.

D'Erweiterung vun dësen Aktivitéite weist datt SUDGAZ sech an engem zukunftsorientéierten Emwandlungsprozess befënnt a fir dee vis-à-vis vun eise Clienten, eise Partner an eisen Aktionären z'ënnermaueren, gëtt SUDGAZ SUDENERGIE.

Loosst eis zesummen zu der nohalteger Entwécklung bäidroen !





sudenergie.lu

ZU GAST

Jugend aus der Krise

Die täglich neu erscheinenden „Geimpft-Selfies“ in den sozialen Medien dokumentieren gerade sehr eindrucksvoll, dass die Impfkampagne in Luxemburg massiv an Fahrt aufgenommen hat. Alleine in der letzten Woche wurden rund 50 000 Menschen geimpft. Eine Altersgruppe, die sich jedoch noch einige Wochen gedulden muss, ist jene der U-30-Jährigen. Sie müssen vorerst vorsichtig bleiben, sich und andere konsequent vor dem Virus schützen und geduldig auf die Impfeinladung warten. Zur Angst vor einer Ansteckung mit dem Virus sind dabei im letzten Jahr viele weiteren Unsicherheiten und Fragen hinzugekommen, die viele junge Menschen heute beschäftigen:

Djuna Bernard und Meris Sehovic sind Parteipräsident:innen von Déi Gréng

„Werde ich nach meiner Ausbildung einen guten und sicheren Job finden? Kann ich meine kommenden Examen ohne Quarantäne oder Ansteckung schreiben? Dürfen auch wir wieder Freiheiten erleben, wenn alle anderen mit Imp fzertifikat reisen, zusammen essen oder feiern dürfen? Können wir ins Auslandssemester oder zur Uni, wenn wir noch nicht rechtzeitig geimpft sind? Wann ist es an uns?“

Auch wenn sich alle über das Zurückgewinnen der Grundfreiheiten freuen, bei vielen bleibt die Sorge um die eigene Zukunft, das mentale Wohlbefinden, das Grundbedürfnis nach Gesellschaft, Freiheit und Normalität.

Jede Generation hat anders unter der Pandemie gelitten, die Älteren haben um ihr Leben gefürchtet, die Arbeitenden um ihre finanzielle

Existenz, und die Jugend um ihre Freiheit, ihre Zukunft, ihre verpassten Erlebnisse und ihre so wichtigen Erfahrungen und Schritte ins Erwachsenwerden. Und genau diese Ängste bleiben noch etwas länger bestehen, klingen nach, haben bleibenden Schaden angerichtet und werden Spätfolgen haben.

Hierauf müssen wir besonders achten, wenn jetzt der Ruf nach Lockerungen der Einschränkungen für Geimpfte lauter wird. Hier dürfen gezielte Schnelltest- und PCR-Teststrategien für Noch-nicht-geimpfte nicht fehlen. Nur so kann garantiert werden, dass niemand diskriminiert wird. Nur so kann auch die Jugend, die bis jetzt so solidarisch war, auch an der Wiederöffnung teilhaben. Nur so können wir Reibungen zwischen Generationen vermeiden.

Dafür wird es wichtig sein, auch auf die Bedürfnisse der jungen Menschen zu hören, in den Dialog zu treten und auf die Ängste und Sorgen einer ganzen Generation einzugehen. Schulische Schwächen müssen im Sommer und den kommenden Schuljahren aufgefangen werden. Traumata und mentale Probleme, die durch die Krise verschärft wurden, müssen angesprochen, behandelt und auch endlich von der Gesundheitskasse übernommen werden. Außerdem müssen wir ganz gezielt in die Beschäftigung von Jugendlichen, die nicht in Ausbildung, Arbeit oder Schulung sind, investieren, in Begegnungsorte und ins Zusammenkommen von Menschen, in die Jugendarbeit, in Kunst- und Kulturprojekte.

Die Pandemie hat multiple Facetten, wir haben auf viele bestmöglich reagiert. In den kommenden Monaten müssen wir bei unseren politischen Entscheidungen die gesamte gesellschaftliche Bandbreite im Visier haben. Wir dürfen in der Euphorie niemanden vergessen! ● Djuna Bernard & Meris Sehovic

D'GEDICHT VUN DER WOCH



Blumme-Pruecht

Jacques Drescher

Wéi ëmpeeg, hunn ech mir geduecht,
Wéi ech gesouch déi Blumme-Pruecht,
Di nach méi schéin ass duerch gréng Spëtzen,
Wa si se rëschten, aartlech blëtzen,

An iwwerdeems se dichteg bléien,
Ëm hiren zaarte Fouss sech béien,
Wouduerch se, well hiert Gréng sou blénkt,
De Blummen hir Gefällegkeet,

Apaarti duerch hiert däschtert Kleeed,
Nach vill méi grouss dach schéngt.
Der gieler Blimmchen hire Schäin sou gelleg,
Gesouch wéi Gold aus, an d'Figur war wéi e
klenge Kellech.

(Fräi nom Barthold Heinrich Brockes,
1680-1747)

DIE KLEINE ZEITZEUGIN

Impfgesprächsstoff

Michèle Thoma

Bist du schon? Hast du schon? Was? Womit? Mit dem, echt? Und? Und so? Wie ...? Also, wie ... ja wie was? Hast du was? Symptome, was denn sonst?

Keine? Ja wirkt es denn dann? So, wie du dich so fühlst? Ohne alles, ohne alle? Ohne Nebenwirkungen? Gibt es denn dann eine Hauptwirkung ohne eine Nebenwirkung? Gibt es denn dann überhaupt eine Hauptwirkung, ohne Nebenwirkung, das ist doch total daneben?

Und wann dann die zweite? Manchmal kommen die Symptome ja nach der zweiten. Oder ganz spät. Spätwirkung, keiner weiß bis wann spät geht, oder zu spät. Weil es ja so viele Körperbestandteile gibt, und alle Körperbestandteile machen da ja mit, oder dann eben nicht mehr, sie kriegen was ab, Corona ist ja für alle und alles da, Corona ist überhaupt nicht selektiv, es ist total demokratisch. Wobei, manche kriegen es mehr, die die sonst am wenigsten kriegen kriegen es anscheinend am meisten. In manchen Schichten verteilt es sich rasant. Auch z.B. in der Fettschicht, eine neue Enthüllung. Aber dann kommt wieder einer und sagt es ist Lotterie oder russisches Roulette. Aber der Russe* ist noch nicht auf dem freien Markt angekommen. Dann eben schwedisch- britisches Roulette. Das Schwedisch-Britische wird aber kaum nachgefragt, alle wollen die deutschamerikanische Freundschaft. *Feeling good*, alle atmen dann so auf.

Ich? Hm, noch nicht. Derzeit noch nicht. Ja, dann schon. Wahrscheinlich. Aber jetzt, kein Stress, gibt so viele andere, für die das wichtiger ist. Gehör ja auch nicht so zur risikofreudigen Gruppe. Wenn ich ehrlich bin. Und bin ja auch total systemirrelevant. Gott sei Dank. Dem System bin ich so was von schnuppe. Manche Impfungen verlangen ja extrem viel Einsatz, mit Astra ad Aspera soll man sich z.B. zwei Wochen lang beobachten. Um eine Nebenwirkung, die dann aber sicher die Hauptwirkung ist, möglichst früh zu ertappen. Und wenn man schläft? Weil gerade im Schlaf kommen die am liebsten, diese Wirkungen, das Unheimliche kommt ja immer heimlich. Das ist mir zu unheimlich, ich beobachte dann doch lieber die andern.

Irgendwann ist die Herde dann ja sowieso durchseucht, die Horde, muss man ja beinahe schon sagen, wenn man sich so anschaut, wie manche sich aufführen. So hordentierisch, so herdentriebhaft. Herdentriebtäter, stehen Stunden lang Schlange.

Aber jetzt, kein Stress.
Gehör ja auch nicht so zur risikofreudigen Gruppe. Wenn ich ehrlich bin. Und bin ja auch total systemirrelevant.
Gott sei Dank

Kleben schwitzend aneinander. Wofür? Um ein Eis zu ergattern. Aber dadurch wird der Herdenbetrieb dann vielleicht doch endlich mal immun. Wenn nur die Antikörper sich nicht wieder aus all den Körpern verflüchtigen, und stattdessen taucht die Fluchtmuh-tante auf! Die Doppel- oder Dreierfluchtmuh-tante!

Andererseits, wenn ich mir nur vorstelle, wenn das wieder losgeht. Los! Das Aufheulen der Motoren,



Limpertsberger Impfzentrum

CHRONIQUES DE L'URGENCE

Vers des canicules mortelles aux États-Unis

Jean Lasar

Quand une vague de froid a mis à genoux le Texas en février dernier, avec des régions entières privées d'électricité et coupées du monde pendant plusieurs semaines, causant la mort d'environ 180 personnes, il n'a pas été très difficile de retracer les décisions prises par les autorités de l'État au cours des dernières décennies pour expliquer cette vulnérabilité extrême. Au nom d'un orgueil régional mal placé, celles-ci ont insisté pour ne pas relier leurs réseaux

électriques à ceux des autres régions des États-Unis. Mieux, elles ont cru bon devoir rogner année après année sur les budgets destinés à les rendre plus résilients face aux aléas météorologiques. Les ténors républicains ont cherché à mettre ce désastre sur le compte de l'essor des énergies renouvelables, sans convaincre grand monde.

L'effondrement des infrastructures énergétiques dans une des régions les plus riches du monde devrait faire réfléchir aux risques encore plus significatifs que constituent les vagues de chaleur, appelées à se multiplier du fait du réchauffement global. La chaleur est plus dangereuse pour l'homme que le froid ; elle l'est d'autant plus que l'homme a de plus en plus misé, pour y résister, sur des infrastructures que les canicules mettent facilement en échec. Les coupures de courant ont augmenté de plus de soixante pour cent entre 2015 et 2020 aux États-Unis, selon une étude parue le 30 avril dans *Environmental Science and Technology*, en raison d'une utilisation massive de la climatisation lors des pics de chaleur. À partir de modèles fondés sur trois grandes villes, Atlanta (Géorgie), Detroit (Michigan) et Phoenix (Arizona), les chercheurs ont conclu qu'« un blackout étendu pendant une canicule peut être l'événement climatique le plus

alle wieder aufgedreht. Alles wieder so überdreht. Von hier nach dort und wieder fort. Hab mich schon ein bisschen an die Ruhe gewöhnt. Könnte eigentlich so weitergehen. Nichts müssen, weil man nichts darf. Nichts mehr verpassen, weil man alles verpasst. Jeder alles. Keiner mehr nichts. Demokratisch. Die Jungen leben wie die Steinalten, man kommt sich dann nicht mehr so allein so steinalt vor. Die Depression herrscht und beherrscht alle, streng und gerecht. Alle sind einsam, oder schrecklich gemeinsam. Alle sind mit ihren Familien eingesperrt oder exklusiv mit sich selber. Gut, die Reichen haben doch ein größeres Reich, in dem sie sich entfalten können. Das schon. Sie können ihm sogar entfliehen. Ihr Reich ist total von dieser Welt. Ihr Reich ist die ganze Welt.

Ach, ihr fliegt jetzt? Wohin? Wow. Ja, das ist natürlich verführerisch. Ein Strand für mich allein. Nur Geimpfte. Ohne junges Gemüse, die sind ja noch nicht. Ohne Kinder. Die sind ja noch lange nicht. Die gehen ja jetzt in die Schule. Die freuen sich jetzt auf die Schule wie wir uns früher auf die Ferien. Die müssen dann auch so viel nacharbeiten. Vielleicht werden sie Ende des Sommers geimpft, sagte der deutsche Gesundheitsminister. Der inspiriert ja immer alle. Das ist natürlich mega. Discos nur für Oldies, endlich anständige Musik! Nicht mehr diese diskriminierenden Blicke! Vielleicht mache ich es ja dann doch. Bevor es hier los geht, bin ich dort. Fort. ●

extrême que nous puissions imaginer », alors qu'un tel scénario est « de plus en plus probable ».

Dans ces trois villes, une telle conjonction exposerait les deux tiers de la population à des coups de chaleur, alors que leurs centres d'accueils pour leurs citoyens menacés par les conditions torrides sont dimensionnés pour accueillir tout au plus deux pour cent de leur population. Sans compter qu'ils ne sont pas tenus de disposer d'un générateur de secours. À Atlanta, selon les projections de l'étude, 350 000 personnes, soit 70 pour cent des résidents, seraient exposés dans ce cas à des températures intérieures égales ou supérieures à 32° Celsius. A Detroit, il y en aurait 450 000, ou 68 pour cent. Dans la métropole de l'Arizona, ce serait la totalité de la population, près de 1,7 million de personnes, qui se trouveraient dans cette situation.

Les catégories défavorisées sont les plus vulnérables face à de tels scénarios. Interrogée par le *New York Times*, une porte-parole de Phoenix a indiqué que dans une telle situation de crise, « de nombreux résidents quitteraient la ville par eux-mêmes », tandis que les secours se concentreraient sur « les populations vulnérables telles que personnes âgées, infirmes ou personnes à revenus faibles ». ●

M U S I Q U E

Mall öffnet am 22. Mai

Nach sieben Monaten coronabedingter Schließung wird Lagerkultur ihren Café-Club Mall in der Hauptstraße in Sandweiler am 22. Mai wieder öffnen. Das teilte das Künstlerkollektiv über die sozialen Netzwerke mit. Lagerkultur hatte Anfang vergangenen Jahres die ehemaligen Räume des Restaurant Delicious in eine Venue für Elektromusik und multidisziplinäre Kunst umgewandelt. In die Schlagzeilen geriet die Mall Mitte Oktober 2020, als die Polizei die Location kontrollierte und Anzeige wegen mutmaßlichen Verstößen gegen die Coronaregeln erstattete. Die Betreiber fühlten sich daraufhin ungerecht behandelt und beteuerten auf Facebook, dass sie alle Vorgaben der Regierung befolgt und sich nichts vorzuwerfen hätten. Bis zum 22. Mai werden sowohl der Außen- als auch der Innenbereich für musikalische Performances (Cleveland, DJSaab93, Sami Dilla) und Pop-Up-Initiativen hergerichtet (Charles Vinz, Oriane Bruyat, Cédric Weber, Hello Walls...). Ab dann hat der Café Club von 12 bis 22 Uhr geöffnet. Tische müssen im Vorfeld auf linktr.ee/lagerkultur reserviert werden. [ll](#)

stand up. La France a découvert ce style de spectacle sur le tard, mais a largement rattrapé le temps perdu avec une génération très hétéroclite dont certains représentants comptent des succès considérables. Biberonnés aux shows anglo-saxons, se servant de leur biographie pour la tourner en (auto)dérision, maniant charisme, sens de la répartie, improvisation et talent d'écriture, ces humoristes passent l'air du temps à la moulinette pour mieux rire des petits et grands malheurs de l'époque. Ce vendredi, ce sera l'occasion de prendre la température avec trois jeunes têtes de la scène française invitées par le Nasty Comedy Club (qui officie généralement au Gudde Wellen, mais pour avoir une plus grande salle, donne rendez-vous à l'Atelier) : Morgane Cadignan, une des chroniqueuses de *La Bande Originale* de Nagui sur *France Inter* ; Charles Nouveau, le Suisse qui a enflammé le Jamel Comedy Club et Nordine Ganso (photo), présenté comme « l'étudiant le plus drôle de France ». [fc](#)



S C È N E S

Rire salvateur

Une scène, un micro, un public : voici les composants de base du



est une installation musicale et digitale sous forme de parcours qui incite à la création à travers le mouvement et le jeu. Ce dimanche (à 10h et 16h), les jeunes et leurs parents sont conviés à une sorte de quête théâtrale avec *Wo ist Walter ?* du collectif viennois TWOF2 + dascollectiv dont les créations recherchent un théâtre compréhensible indépendamment de la langue, de la culture et de l'âge. Il s'agit d'apprendre à observer la ville qui nous entoure grâce à une pièce interactive qui met le public dans la position de spectateurs, mais aussi d'acteurs (photo: Neimënster). À l'aide d'écouteurs et d'un système de navigation qui répond au nom de Maria, ils prennent part à une expédition pour trouver Walter. Une manière stimulante de réfléchir à ce qu'est la ville et à ce qu'on voudrait qu'elle soit. Le 13 juin, ce sera *Vent Debout*, un spectacle de marionnettes de papier, sans parole où il est question de censure et de liberté d'expression. [fc](#)

Interactif et ambulant

Neimënster consacre plusieurs jours à des programmes destinés aux enfants et aux familles dans divers domaines artistiques. *Soundcolors* (jusqu'au 23 mai)

A R C H I T E C T U R E

40 ans en 2 150 pages

Une somme. Il n'y a pas d'autre terme plus fort pour qualifier l'énorme travail rétrospectif réalisé pour la publication *40 Years Valentiny hypArchitects, Stories from the Inside* qui retrace, dans cinq volumes, quatre décennies du travail du bureau Hermann Valentiny Architekten. À chaque volume son ambassadeur (un des associés du bureau qui présente le sujet), sa thématique (culture, éducation et travail, habitat, loisirs et une monographie autour de l'écosystème de Remerschen) et sa couleur (rouge, blanc, bleu, vert et jaune), le tout rassemblé dans un coffret. François Valentiny et Hubert Hermann ont fondé le cabinet d'architecture peu après avoir obtenu leur diplôme de l'université des arts appliqués de Vienne, où ils avaient étudié ensemble dans la classe de maître de Wilhelm Holzbauer (à qui l'ouvrage est notamment dédié). Les villas urbaines de la Rauchstraße, conçues dans le cadre de l'IBA (Internationale Bauausstellung), ont été le premier projet de la jeune équipe au début des années 1980. L'immeuble de bureaux « Bijou » à la Cloche d'Or est un des plus récents.



Avec force d'images (esquisses, maquettes, photos, plans, peintures...), on dépasse la simple rétrospective, pour aller à la fois dans l'analyse (sous forme d'essais) et dans l'anecdote. Car une des entrées de lecture le plus satisfaisantes est d'apprendre les histoires derrière les nombreux projets réalisés ou non (dont l'histoire est parfois plus intéressante). Ian De Toffoli signe la rédaction de ces récits – souvent drôles, parfois agaçants et surtout surprenants qui témoignent des expériences très personnelles – glanés au fil d'heures de conversations avec François Valentiny. Cet énorme ouvrage (de 2 150 pages, au prix de 99,95 euros) est l'œuvre éditoriale d'Anne Valentiny, la fille de l'architecte, qui a fondé la maison Point Nemo Publishing en mars 2020. Si son produit principal est le magazine *Adato* (qui traite de l'architecture dans le contexte des disciplines auxiliaires comme les arts visuels, le cinéma, la technologie et le cadre socio-politique), elle s'attèle aussi à des livres d'art, des ouvrages scientifiques ou littéraires, toujours dans un esprit pluridisciplinaire et innovant. Le design est signé du Studio Polenta. [fc](#)

P O L I T I Q U E

Dix ans de congés

En 1994, la loi sur le congé culturel était instaurée permettant aux acteurs culturels (définis dans le textes comme « artistes interprètes de haut niveau, experts en matière de culture et représentant des fédérations, syndicats et associations de travailleurs culturels ») de se

voir octroyer des jours de congés à charge de l'État pour « participer à des manifestations culturelles et artistiques de haut niveau tant à l'intérieur du pays qu'à l'étranger » et cela « tant pour la phase de préparation que pour la phase d'exécution de l'événement ». En 2014, ce dispositif était abrogé dans le cadre du « Zukunftspak » et ses mesures de rigueur budgétaire (ce qui n'était pas le cas d'autres congés du même type, sportif par exemple). Entre-temps, en vingt ans donc, 1 401 demandes de congés ont été introduites (avec une grande disparité selon les années, de seize en 1996 à 197 en 2004), dont 1052 ont reçu un avis favorable. Ce qui représente 3 673 jours de congé accordés (soit plus de dix ans cumulés). Parmi les recommandation du Kulturentwicklungsplang figure la réintroduction du congé culturel sous de nouvelles conditions, à fixer. Dans ce cadre, le ministère de la Culture lance une consultation publique et invite les intéressés à partager observations, commentaires ou propositions par rapport à l'introduction d'un congé culturel révisé (conge.culturel@mc.etat.lu). La consultation vise à identifier les besoins, recueillir les expériences vécues, les limites constatées et les obstacles rencontrés par rapport à la loi précédente. [fc](#)

A R T C O N T E M P O R A I N

Jeff Weber à Nîmes

Le Carré d'Art de Nîmes, conçu par Norman Foster et inauguré en 1993, est un maillon d'une chaîne de promotion et de diffusion de l'art contemporain dans l'axe



méditerranéen. L'important musée organise l'exposition *Serial Grey* du Luxembourgeois Jeff Weber (qui vit et travaille à Berlin) à partir du 15 juin (et jusqu'au 14 novembre) où il propose une juxtaposition de plusieurs ensembles d'œuvres. L'artiste développe une pratique photographique expérimentale qui s'articule autour de ce qu'il désigne comme une *Tentative d'une épistémologie personnelle*, projet qu'il poursuit depuis 2009 et qui a donné lieu à un ouvrage (Roma Publications, 2018) où il explore les conditions contemporaines de l'image. On pourra ainsi voir le projet collaboratif *Kunsthalle Leipzig* (2012-2017), un voyage initiatique avec l'artiste Snejanka Mihaylova en vue d'étudier le christianisme copte et plus spécifiquement sa composante gnostique (photo : *Untitled (Snejanka Mihaylova)* Giza, Egypt, 2013, Courtesy Mudam). À découvrir également, une autre série, *Untitled (Neural Networks)*, qui résulte d'une spéculation sur l'activité neuronale et sa transposition dans un circuit numérique. Ce sont des images abstraites de grilles en noir et blanc générées par un logiciel de traitement de données qui émule la manière dont les neurones se relient entre eux dans le cerveau. [fc](#)

Land

14.05.2021



E X P O S I T I O N S

Images de la rue

Inspirée par des grands noms comme Walker Evans, William Klein, Joel Meyerowitz ou Vivian Maier, la *street photography* veut rendre compte de situations spontanées, dans des lieux publics comme la rue, les parcs, les plages ou les manifestations. Cette démarche artistique fait l'objet d'un engouement sans précédent depuis l'avènement du numérique et de la diffusion sur les réseaux sociaux. Elle donne lieu à d'innies variations, de l'approche documentaire au regard subjectif, en passant par la critique sociale, l'humour ou simplement la quête de la lumière et de la couleur. Depuis son lancement en 2016, le Luxembourg Street Photography Festival (LSPF) se tient aux Rotondes avec une volonté de s'affirmer comme un lieu d'échange (photo : Jessica Theis). Après une édition 2020 complètement dématérialisée, cette cinquième édition (du 13 au 16 mai) ne sera pas encore tout à fait « normale », puisque la Street Photo Slide Night aura lieu en ligne où les diaporamas sélectionnés seront publiés successivement

(lspf.lu). Mais l'exposition des membres du collectif, le mur ouvert aux amateurs, les lectures de portfolio et les conférences de trois photographes de renommée internationale (la Franco-Américaine Jane Evelyn Atwood, la Russo-Allemande Benita Suchodrev et l'Italien Giacomo Sini) auront bien lieu physiquement. Les rues et l'espace public ont forcément été marqués par les bouleversements actuels et les photographes ont développé un regard particulier sur les espaces urbains, d'abord vides et désormais investis par des multitudes de personnages masqués. Leur pratique a été affectée par cette expérience collective inédite et il en résulte des images nouvelles et différentes. [fc](#)

NEXT (1)

La club culture entre au centre d'art

France Clarinval

Ces artistes ont à peine trente ans – parfois même pas, parfois tout juste plus – et font déjà parler d'eux. Portraits d'une génération montante avec, pour commencer, Andrea Mancini, musicien et plasticien

Andrea Mancini
au Casino Display

Café et plâtres À Luxembourg, il y a toujours un chantier quelque part. Et dans la vieille ville, il faut se faufiler entre les barrières et les camionnettes pour arriver au Casino Display au Marché-aux-poissons où on découvre... des ouvriers en plein travail ! « J'ai enregistré le bruit qu'ils font, peut-être que je l'intégrerai à mes recherches », annonce d'emblée Andrea Mancini, en s'excusant pour le dérangement. Le lieu qu'on appelait Konschthaus beim Engel il y a encore quelques mois a été transformé en résidence de travail et de recherche pour de jeunes artistes. Géré par le centre d'art dont il porte le nom, il accueille, pour l'heure, Andrea Mancini pendant six mois (jusqu'en juillet). « J'ai la chance d'être le premier et de pouvoir expérimenter les lieux, mais c'est aussi un peu frustrant de perdre du temps à cause des travaux ». Cheveux déjà teintés de sel malgré son jeune âge (il est né en 1989), il nous reçoit dans cet espace difficile à définir : un véritable studio aménagé pour vivre et travailler, mais aussi un lieu régulièrement ouvert au public, notamment aux étudiants des écoles d'art de la Grande Région.

Dans l'espace destiné à la bibliothèque, avec un café dans la tradition italienne, l'artiste, à la fois musicien et plasticien, rembobine avec nous son parcours pour remonter à l'adolescence quand il décide de quitter son Minett natal (et le Lycée de garçons d'Esch) pour le Lycée de garçons de la capitale. « Vers quinze ans, j'ai commencé à m'intéresser à la musique. J'ai rencontré des jeunes, notamment de l'École européenne, qui étaient dans des groupes plutôt indie rock. Cet univers international, cette ouverture d'esprit, cette culture artistique m'ont attiré. J'avais besoin de changer. » Une nouvelle vie commence à une heure de bus de la maison (où papa écoutait Pink Floyd, « quand même »). Les amis de l'époque le sont restés et ils sont toujours musiciens, avec un succès certain à l'international : Napoleon Gold, (les anciens de) Natas loves you, Jackie Mountain, les frères Arndt...

La section G le mène assez naturellement vers des études de sciences politiques à l'université de Bruxelles (« ma grand-mère me voyait déjà diplomate »), avant de s'orienter vers une formation artistique. Il ne choisira pourtant pas une école de

« Je ne me vois pas comme un expert ou un technicien, mais comme quelqu'un d'instinctif qui cherche à expérimenter et laisser venir les happy accidents »

Andrea Mancini

musique (« trop technique »). « La scène musicale underground que je fréquentais à Bruxelles était très proche de la scène artistique. J'y ai rencontré des personnes inspirantes qui m'ont motivées à faire une école d'art. » Ce sera l'ERG (École de recherche graphique) et son approche pluridisciplinaire qui va marquer la façon de travailler d'Andrea Mancini. Il n'a de cesse de tisser des liens entre son et image. Pour lui, la musique a des couleurs, comme l'image a des tonalités, le son offre une dimension spatiale, les sens entrent en correspondance.

Club culture Pendant ses études, et surtout une fois son BA en typographie, design graphique et communication visuelle obtenu (en 2016), Andrea deviendra Cleveland, du nom de son projet de musique électronique. Un nom choisi pour sa sonorité et en référence aux voyages. « Je ne me vois pas comme un expert ou un technicien, mais plutôt comme quelqu'un d'instinctif. Je cherche à expérimenter, rechercher, vibrer, croiser, laisser venir des *happy accidents* qui peuvent faire entrer la magie », détaille-t-il en admettant un léger complexe face aux musiciens qui maîtrisent « à fond » leurs instruments. Il se produit ainsi sur plusieurs scènes internationales, dans des clubs et des festivals prestigieux, et travaille avec des labels renommés, comme White à Ber-

lin ou Hivern Disc à Barcelone. Dans la sphère house et techno, la musique de Cleveland ne veut pas s'embarrasser d'étiquettes : « C'est une musique colorée, à la fois contemplative et dansante. Je cherche un lien intime, une connexion spirituelle avec le public », tente-t-il de définir. L'occasion d'un petit coup de gueule sur l'impossibilité de jouer et de danser : « qu'on nous laisse faire des événements, même masqués, même testés. » Il estime que la *club culture* subit des préjugés au Luxembourg où elle est mécon-

nue voire inexistante. « L'Allemagne est à ce titre en avance : à Berlin une loi considère les clubs comme des institutions culturelles. »

Diverses prestations musicales, notamment lors de festivals et expositions comme « Garage numérique » (à Bruxelles en novembre 2019) – où Mancini crée la partie sonore d'une installation audiovisuelle immersive – le conforte dans la possibilité de lier son et image. Cela le pousse à tenter de trouver une résidence de recherche en audiovisuel. Il écrit alors au Casino Luxembourg (« l'institution d'art contemporain dont je me sens le plus proche dans mon pays, le Mudam étant souvent trop institutionnel et prudent ») avec un dossier de présentation de son travail et de son projet. Il ne recevra de réponse que plusieurs mois plus tard, quand l'idée du Display se met en place et correspond aux propositions de l'artiste. Il mène donc une recherche expérimentale à la croisée des deux facettes de sa pratique artistique. « Ce qui fait l'originalité et l'intérêt de cette résidence, c'est qu'il s'agit de recherche. On ne me demande pas de présenter un travail abouti à la fin des six mois, même si j'espère avoir des choses à montrer. »

Hétérotopie Le fil rouge de la recherche d'Andrea Mancini est l'hétérotopie. Ce concept a été forgé par Michel Foucault pour désigner des espaces concrets qui hébergent l'imaginaire – comme une cabane d'enfant ou un théâtre –, qui sont destinés à une activité spécifique – un parc d'attraction ou un stade de foot – ou qui servent à mettre à l'écart – les prisons ou les cimetières. Ce sont des lieux à l'intérieur d'une société qui obéissent à des règles qui leur sont propres. « On peut dire que la *club culture* est une hétérotopie. Ça me manque et j'en ai besoin », ajoute l'artiste sans tout à fait être sûr que c'est pour ça qu'est né son intérêt pour le concept. Il a maintenant accumulé du matériel sonore et visuel dans des espaces comme le cimetière américain de Sandweiler, l'ancienne usine Arbed de Esch/Schifflange ou les installation de SES à Betzdorf, « des lieux à la fois délimités et ouverts ».

« Puisque je peux travailler dans les différents espaces du Display, j'envisage de traiter un sujet

par salle ». Il cite par exemple la notion de *safe space*, un espace où les minorités discriminées peuvent s'exprimer sans crainte et sans devoir supporter ces discriminations. C'est encore une notion chère à la culture du clubbing où certaines boîtes s'affichent comme *safe space*. Sa recherche porte alors sur les sons qui réconfortent ou à l'inverse qui insécurisent. Liberté de mouvement, accès et non accès sont d'autres thématiques sur lesquelles Andrea Mancini travaille. Des sujets très actuels, notamment par rapport au confinement et aux questions de distanciation sociale. « Ce qui sera montré sera un *work in progress*, sans doute assez immatériel, mais je ne voudrais pas que cela ne soit que conceptuel. » La question de l'accessibilité de son travail taraude Mancini : « c'est un grand débat : est-ce qu'il faut essayer d'élever le public ou de rendre l'art plus à sa portée ? » Question qu'il ne tranche pas : « Je n'ai pas envie d'une art spectaculaire ou décoratif, mais je ne veux pas non plus être élitiste. »

Rêves Cet entre deux – ni facile ni élitiste – définit les choix de vie d'Andrea Mancini et d'une partie de sa génération. La liberté est un des axes essentiels pour ces jeunes artistes : « Je suis dans une sorte de carrière qui est très instable, qui n'est pas facile, où j'ai clairement choisi la liberté plutôt que la sécurité », énonce-t-il, tout en reconnaissant et saluant les aides publiques dont il bénéficie. Dans sa famille où il est le premier à avoir fait des études supérieures, et où ses sœurs suivent des voies professionnelles plus « sûres », il passe parfois pour « un alien », parfois pour « le vilain petit canard » : « Les parents préfèrent souvent savoir que leur enfant est en sécurité, mais les miens voulaient surtout que je sois heureux. »

Il constate, un rien désabusé : « Je ne suis plus aussi idéaliste que quand j'étais plus jeune, car les problèmes du monde ne nous laissent pas voir le futur très rose. Mais je continue à croire en mes rêves et à les poursuivre. Je souffre parfois de cette instabilité, mais le rêve est plus grand et plus intense. Ce serait pire d'y renoncer. » Son début de carrière lui donne raison : « Finalement, je suis un petit Luxembourgeois qui a réussi à jouer dans les meilleurs clubs du monde. Il faut y croire. » ●

Le son et l'image
entrent en
correspondance

Un voyage photographique

Marianne Brausch

Un homme fait le trait d’union entre Luxembourg et Orient : le photographe et commerçant d’exception Francis Firth du 19^e siècle. À voir à la BnL



Francis Firth est un acteur important des débuts de l'ère moderne : à la fois photographe important et commerçant avisé : voici des prises de vues exceptionnelles de précision et d'une rare qualité d'éclairage pour le 19^e siècle. La Bibliothèque nationale du Luxembourg (BnL), présente *Views of Luxembourg and the 'Orient', Francis Firth and Victorian Photography*. On peut tout simplement éprouver un grand plaisir à regarder les vues du site de Luxembourg à la fin des années 1870 et de sites égyptiens antiques dans les années 1850. On pourra interroger aussi la thématique de cette huitième édition de l'EMOP, *Rethinking Nature / Rethinking Landscape*.

La première partie de l'exposition est consacrée aux vues de Luxembourg. Le site en plateau de la ville haute et les villes basses s'y prêtant exceptionnellement bien, on regarde ces vues panoramiques de parties des murs d'enceinte aujourd'hui disparus (côte d'Eich, entre Clausen et les Trois Glands), le noble alignement des maisons bourgeoises déjà construites sur l'actuel boulevard Roosevelt, la maison natale de Robert Schuman, nouvellement bâtie à Clausen. Les photographies datent de 1879. Les villes basses de Grund, Clausen et Pfaffenthal, proximité de l'Alzette oblige, ont ce côté pittoresque qu'elles ont encore aujourd'hui, comme sur cette photo du Grund, avec des séchoirs pour les peaux de cuir. Ils existent encore. Une visite au Lëtzebuerg City Museum, nous rappelle que les familles des villes basses étaient ouvrières et que si les enfants étaient déjà scolarisés, ils travaillaient, après l'école avec leurs mères, gantières à domicile pour les manufactures dont on voit les cheminées sur les photos anciennes.

C'est à l'éditeur-imprimeur Pierre Bruck qu'on doit l'initiative d'avoir édité ces photographies sous la forme de deux jolis albums reliés en cuir bleu *Souvenirs de Luxembourg* ou disponibles séparément en trois formats, dont celui en carte postale. L'auteur des vues est un « anglais du nom de Simpson qui travaille pour Francis Firth ». La BnL possède ces ouvrages de l'époque où Francis Firth dirigeait la Francis Firth & Co. déjà depuis les années 1860. Sa propre entreprise d'imprimerie et d'édition, pour laquelle travaillaient nombre de photographes. Le tourisme de masse, aujourd'hui un fléau planétaire, en était à ses débuts, loisir prisé d'abord par l'aristocratie, puis la bourgeoisie naissante, justifiant la curiosité pour le jeune État luxembourgeois, sa capitale millénaire et son site géographique exceptionnel.

Voici des prises de vue exceptionnelles de précision et d'une rare qualité d'éclairage pour le 19^e siècle

Un autre document, le carnet de voyage de Tony Dutreux présenté dans l'exposition, permet de faire le lien entre un Luxembourgeois et l'anglais Francis Firth. Tony Dutreux est né en 1838, fils d'Auguste Dutreux et d'Elisabeth Pescatore. (Pour mémoire, ingénieur de formation, c'est lui qui dessinera les plans de la Fondation Pescatore). Il embarque en 1867 pour « le grand tour », comme il est de mise pour un jeune homme, éduqué, de la bonne société. Comme Francis Firth, né lui dans une famille de Quakers en 1822 à Chesterfield, ils sont tous les deux très croyants et veulent documenter les lieux des origines religieuses de la civilisation occidentale. C'est dans l'album de photographies de Dutreux que l'on trouve une vingtaine de prises de vues de Mason Good, lequel travaillait pour la Francis Forth & Co. La BnL conserve la *Correspondance et Journal de Tony Dutreux pendant son voyage en Orient*.

Mais qui donc était Francis Firth, qui après avoir fait fortune dans le commerce alimentaire de gros, crée la « Liverpool Photographic Society » en 1853. Ce n'est alors qu'un photographe amateur, mais qui devient vite célèbre et donne des conférences. C'est un personnage entreprenant comme les aime ces débuts

de l'époque moderne, qui va faire travailler d'autres photographes. Car son intuition est juste : « L'illustration photographique de livres sera le futur de l'imprimerie » cite la commissaire de l'exposition Nadine Abel Esslingen. Il créera d'abord la firme Firth and Hayward au retour de son premier voyage en Orient, puis seul, la F. Firth & Co., société d'impressions et d'éditions photographiques.

La grande aventure personnelle de sa vie, ce sont les trois voyages effectués en 1856 en Egypte avec son ami Francis Herbert Wenham, ingénieur en optique et mécanique, en Palestine en 1857-58, et, en 1859 dont il dit lui-même que c'est « une prouesse et une folie » : il remontera en effet, jusqu'à la troisième cataracte du Nil, en Nubie. En 1851, à l'exposition universelle du Crystal Palace à Londres, avaient été présentées les inventions techniques du processus de collodion humide sur plaques de verre par F. Scott Archer et le stéréoscope lenticulaire de David Bruster. Il faut imaginer la difficulté de la technique humide, quel que soit le climat et la température, les moyens de déplacement avec un matériel photographique lourd difficile à manier pour goûter pleinement l'entêtement de ces hommes, leur croyance dans le progrès, leur esprit d'aventure et les souvenirs photographiques que Francis Firth nous a laissés, dont notamment les photos orientales tirées du livre *Egypt, Nubia and Ethiopia /illustrated by one hundred stereoscopic photographs* présentées dans l'exposition.

Imaginons-nous, devant la grande pyramide de Gizeh la tête du sphinx émergeant seule d'une mer de sable, devant la colonnade du temple de Philae aux colonnes couvertes d'hiéroglyphes merveilleuses, mais au plafond effondré, dans l'allée centrale du temple de Karnak, à Abou Simbel, face à face avec la statue colossale de Ramsès. C'était longtemps avant la construction du barrage Nasser et le déplacement du temple de son site original aujourd'hui immergé, longtemps avant les labels Unesco dont le tourisme de masse est la partie sombre des sommes investies dans les restaurations, longtemps avant que le goût pour les costumes locaux soit une vue orientaliste occidentale contestée. ●

L'exposition Vues du Luxembourg et de « L'Orient », Francis Firth, le regard d'un photographe de l'époque victorienne, dure jusqu'au 26 juin prochain à la Bibliothèque nationale du Luxembourg (BnL) au Kirchberg.

THÉÂTRE

« Maintenant et à tout moment »

« C'est l'histoire d'une famille qui a peur des oiseaux », lance à la sortie du spectacle, la jeune fille qui nous accompagne. La métaphore est comprise, même si ce n'est pas d'une famille qu'il est question, ou d'oiseaux à proprement parler, il s'agit bien d'une frayeur, et d'un autre type d'êtres vivants en « migration ». Ce que prend dans son viseur la compagnie barcelonaise Agrupación Señor Serrano, accueillie aux Rotondes, c'est l'universalité des migrations qu'elles soient animales, humaines, ou idéologiques. L'objet est d'éveiller, quitte à enfoncer quelques portes pour poser un regard poético-dramatique sur les choses du monde, cette apathie des politiciens européens face à une crise majeure de toujours, venue de la guerre, de la pauvreté, de l'oppression. Ces malheurs que les migrants fuient, quitte à escalader les murs dressés aux frontières, même ceux qui bordent le green immaculé d'un 18 trous...

La salle est comble, au moins autant qu'on puisse y mettre ces temps-ci. Des chants d'oiseaux ambientent le lieu à l'entrée. Le titre *Birdie* vidéo-projeté au centre d'une toile tirée sur le fond de scène, s'impose en lettres typographiques gothiques. Le décor est sobre, fait de plein de matériel à « utiliser », pour raconter. Une grande moquette verte, découpée comme un green de golf occupe le plateau, une foule de minuscules figurines en caoutchouc disséminés sur celui-ci, montrant l'exode, cette migration dont on va nous parler.

Ce n'est sûrement pas un hasard quand, au commencement, la caméra passe sur le bureau du photographe José Palazon – protagoniste physiquement absent mais central – en un travelling pour révéler un livre : *Los viajes de Gulliver* de Jonathan Swift. Satire politico-sociale, décrivant une société aux vices multiples, de l'enrichissement, à la jalousie en passant par la corruption – un temps qui n'a pas foncièrement changé –, le trio d'« opérateurs » que sont Alex Serrano, Pau Palacios et David Muñoz deviennent ce Lemuel Gulliver, voyageant dans le monde d'aujourd'hui pour surligner les maux de notre époque.

Ça fait un petit moment qu'Alex Serrano, avec son Agrupación Señor Serrano, distille un théâtre nourri par l'actualité et les problématiques qui en découlent, pour raconter notre monde contemporain. Utilisant la vidéo live, le son, le texte, la maquette, la marionnette, la manipulation d'objet, associés à la métaphore, l'humour ou la critique, la compagnie espagnole passe au crible notre humanité. Mutiques, concentrés, en chemise cravate, discret et élégant, tentant d'être le plus absent possible des images construites, le groupe d'artistes qui compose ce *Birdie* s'emploie à exposer en grand ou en petit, une des cruelles histoires des discordances de notre monde. Là, entre film et théâtre d'objets, le trio de manipulateurs nous dessine la carte

postale de Melilla, ville espagnole en Afrique, symbole d'une aberration internationale, celle venue de décisions étonnantes, comme la construction d'un golf à cinq millions d'euros, au bord du mur, séparant la ville côtière espagnole du Maroc.

Birdie est un spectacle qui se vit comme une expérience sensorielle et émotionnelle, transcrite avec une forme de simplicité dans les images

Du green flamboyant du golf de Melilla, Palazon avait photographié le contraste entre la riche Europe et la pauvre Afrique. Sur cette photo : plusieurs migrants sont perchés – comme des oiseaux –, sur la cime d'un grillage de trois mètres ou plus, cernés par la Guardia Civil – les flics aux frontières –, quand deux golfeurs tentent un birdie, le tout baigné dans le vert prononcé de l'herbe finement coupée... Point de départ de leur spectacle un brin polémique, mais assurément bien-pensant, l'Agrupación Señor Serrano continue son exposé pour comparer la fuite forcée de ces migrants, à l'invasion des oiseaux d'Hitchcock, dans son film mythique, et la peur qui en découle chez les « bonnes gens » d'Europe.

Voilà déjà cinq ans que ce spectacle beau et incisif tourne en Europe. Et si un peu de poussière s'est posée sur quelques lignes avec le temps, une pandémie plus tard et d'autres problèmes en plus, *Birdie* conserve une grande puissance morale, forgée sur les contrastes encore quotidiens faisant s'opposer guerres, pollution, déforestations, exploitation, famine, à surconsommation, sécurité, famille, stabilité, santé, droits de l'homme, recyclage, émancipation sociale, liberté, égalité, fraternité...

C'est en fait assez triste, avec en clôture, un grand final en caméra portée, montrant les colonnes de figurines d'animaux, utilisés pour personnifier les migrants, se sauvant de la brutalité pour être confrontés à une autre, presque plus vicieuse. Pourtant dans le drame, il reste de l'espoir, le spectacle ouvrant à une réaction chez le quidam, « maintenant et à tout moment ». *Birdie* est un spectacle qui se vit comme une expérience sensorielle et émotionnelle, transcrite avec une forme de simplicité dans les images, mais une frappante percussion dans le discours qu'elles amènent. ● Godefroy Gordet



Film et théâtre d'objets nourrissent un spectacle beau et incisif

Zum Wiehern!

Anina Valle Thiele

Mendy, das Wusical ist klamaukiges Spektakel, launiges Jazzkonzert und eine Hommage an Helge Schneiders Humor

Was einen hier erwartet, ist schräg. Davon warnen nicht nur Ankündigung und Programmheft, in dem sich das absurde Stück in Bildern, Kommentaren und Quizen abfeiert (mit Fragebogen: Welches Pferd bist Du?) und satirisch dokumentiert. Mit *Mendy, das Wusical*, dem Theaterstück des Mülheimer Unterhaltungskünstlers Helge Schneider, einst als Auftragsarbeit für das Schauspielhaus Bochum entstanden (Premiere: 17. April 2003), wagt sich das Regieteam um Jacques Schiltz, Tom Dockhal (*Land*-Autor) und Claire Wagener in andere Sphären des Humors. Selbst bei nicht eingefleischten Helge-Schneider-Fans sollte in der fast zweistündigen Inszenierung im Kapuzinertheater kaum ein Auge trocken bleiben.

Die Geschichte des Komiker-Stars, der in Deutschland eher ältere Generationen begeistert: Als Helge ein kleiner Junge war, wollte er ein Pferd haben... Er hatte alle Bücher von Karl May gelesen, aus Geldmangel bekam er kein Pferd, sondern das Pferd des kleinen Mannes, einen Hamster. Und: Hamster und Pferde kotzen nicht! Daher der Ausspruch: „Man hat schon (vor der Apotheke) Pferde kotzen sehen!“ Doch selbst sein dritter Hamster starb ihm unter den Händen weg, als Helge fünf war. Sein dringlichster Wunsch: Raus aus den bürgerlichen Zwängen! Die

Die Inszenierung im Kapuzinertheater besticht durch eine gelungene Regiearbeit, ein perfektes Casting und Mut zur Peinlichkeit

Zeitschrift *Wendy* hatte Helge abonniert, weil er kein Pferd haben durfte. Irgendwann wollte er die Idee von seinem Musical verwirklichen ...

Helge Schneiders Humor ist nicht hintersinnig, sondern grobschlächtig wie mit dem Hammer. Schon zum Auftakt dieser aufwändigen Produktion wird klar, dass das Regie-Team den absurden Humor Schneiders verinnerlicht hat und offenbar Spaß daran, die Satire selbstironisch auf die Spitze zu treiben. Die Verbindung von Jazzmusik und Klamauk lässt zudem Helge Schneiders ureigenen Satirestil aufleben.

Das Bühnenbild: ein glitzernder silberner Vorhang. Die Zuschauer/innen erhalten Einblick in eine (ranzige) Küchenstube, in Leuchtschrift überschrieben „My sweet home“. Ein Schauspieler baut ungenlenk das Mikro zusammen und bläst einen Wurstballon auf. Dann geht's los. Auf dem Reiterhof weht ein rauer Wind. Mutter Gudrun (Rosalie Maes) thront matronenhaft in der Küche und weist ihre Tochter Wendy (Anne Klein) zurecht: „Sieh Dein Zimmer an, Du Scheiße Du!“, um sogleich singend hinzuzufügen: „Es ist ein Saustall – räum auf, räum auf!“ Anne Klein gibt hervorragend das naive 15-jährige Pferdemädchen Wendy in Reiterhose, Ringelpulli und Stiefeln; sie lamentiert: „Ach, ich arme Wendy!“

Als bald werden Mutter und Tochter sich darum streiten, wer das Pferd Mocca (Dominik Raneburger) ohne Sattel reiten darf. Der geile Knecht (Konstantin Rommelfangen) rückt wie ein Pornodarsteller mit nacktem Oberkörper und Hosenträgern an, die Mistgabel im Anschlag.

Wendy klagt: „Der Rodeo-Unfall nahm Vater das Lebensglück“, was Mutter und Tochter nicht daran hindert, auf der Behinderung des Vaters herumzureiten. Die politisch inkorrekten Dissungen des Vaters laufen quasi in der Endlosschleife ...

Alle Rollen sind überdrehtes Klischee und perfekt gecastet. Al Ginter gibt grandios grotesk den Säbel schleifenden Fleischer; Rosalie Maes spielt wunderbar vulgär. Nickel Bösenberg mimt prolilig den Porsche-versessenen Rolli, verbittert gegen die Welt. Die musikalische Untermalung (Jitz Jeitz: Saxofon und Klarinette, Misch Feinen am Schlagzeug, Georges Urwald am Klavier) inszeniert den schräg-grotesken Humor.

Die Dialoge sind abgedreht, manchmal flach. So röhrt die Mutter monoton: „Wie war's in der Schule?“ Wendy patzig: „Gut!“ – „Was sagt der Lehrer?“ Wendy: „Nichts!“, während Nickel Bösenberg wütend auf den Teller schlägt und der geile Knecht die Mutter betatscht. Das Chef-Pferd (Pitt Simon) mutiert vom Balletlehrer mal eben zum Kegel Jean Quillaume: „Du hast Deinen Auftritt verpasst“, näselte er in einer Kegelverkleidung, einem hautengen Teletubbie-ähnlichen Aufzug. Überhaupt beeindrucken die schrägen Outfits (Michèle Tonteling; Maßanfertigung: Laurie Lamborelle). Die allesamt glänzenden luxemburgischen Darsteller und die Verlagerung des Geschehens nach Luxemburg verleihen der Inszenierung Lokalkolorit.

Recht schnell werden Mutter und Knecht triebgesteuert übereinander herfallen und dabei singen: „Wir ficken“, der Chor wiederholt: „Sie ficken!“ Der Vater erwischt sie auf frischer Tat und stellt gegenüber seiner Tochter Wendy fest: „Ich werd' nicht mehr gebraucht! Ich kann nicht mal mehr meinen Stall ausmisten.“

Doch Vater Heinz nimmt Rache: Der Knecht wird kurzerhand zerfleischt, seine blutigen Knochen in einem Müllsack entsorgt. „Warum?“, jault der Knecht noch mit der Axt im Rücken. Dann rückt auch schon der Schwarze Vogel (Philipp Alfons Heitmann) als Sichelmann an, um ihm die Seele herauszuziehen. Die Fleischreste... landen in der Mesa Verde!



Selbst bei nicht eingefleischten Helge-Schneider-Fans sollte in der fast zweistündigen Inszenierung kaum ein Auge trocken bleiben

Die Pause füllt ein Live-Konzert. Die Luft ist ein wenig raus, die Inszenierung hat zuweilen Längen. Doch nimmt das Stück noch einmal Fahrt auf und die verrückten Wendungen der trivialen Pferdegeschichte machen wieder Spaß, auch in Erwartung der nächsten Kapriole. Das triefend kitschige „Happy End“ wird zum Soundtrack von „We Are the World“ eingeläutet. „Ich bin ein Mensch – komm mach mit, diesen langen Ritt! Ich bin ein Mensch, ich darf es sein!“, singen alle Darsteller zu fliegendem silbernen Konfetti.

Helge Schneider ist halt Helge Schneider, wer's nicht mag, geht nicht hin. Die detailreiche Inszenierung überzeugt durch den konsequenten Mut zur Peinlichkeit und hat in ihrer Schrägheit, der

exzellenten Besetzung und dem launigen Schauspiel Kultpotenzial. ●

Mendy, das Wusical von Helge Schneider; Regie: Jacques Schiltz/ Tom Dockal; Regie-Mitarbeit: Claire Wagener. Mit: Nickel Bösenberg, Al Ginter, Philipp Alfons Heitmann, Anne Klein, Gregor Knop, Rosalie Maes, Dominik Raneburger, Konstantin Rommelfangen, Annette Schlechter, Pitt Simon; Musik: Misch Feinen (Schlagzeug), Jitz Jeitz (Saxofon & Klarinette), Georges Urwald (Klavier). Produktion: Les Théâtres de la Ville de Luxembourg. Letzter Spieltermin: 14. Mai um 20 Uhr im Kapuzinertheater

FILM MADE IN LUXEMBOURG

Si Hamilius m'étais conté

Pablo Chimienti

Connu en tant que comédien, Serge Wolfesperger est également cinéaste. Il nous le rappelle une nouvelle fois avec son documentaire intitulé *Sur le fil du temps*, sur la transformation autour de la place Hamilius

La place Hamilius et ses changements semblent inspirer les cinéastes documentaristes. Ainsi, dix ans après *Hamilius* d'Alain Tshinza, qui se concentrait sur la scène hip-hop grand-ducale qui a longtemps tenu ses quartiers dans l'ancien sous-terrain de la gare routière du centre-ville, voilà que Serge Wolfesperger s'intéresse à ce centre névralgique de la capitale avec *Sur le fil du temps*.

Comédien de théâtre, de cinéma et de télévision, Serge Wolfesperger (qui a longtemps écourté son nom en Wolf) a également réalisé un court-métrage de fiction (*Le Miroir des apparences*) et plusieurs documentaires. Parmi eux : *Waat Iwwreg bleif* (ce qui reste) pour la série de RTL *RoutWaissGro*. Il s'intéressait, alors, au chef du chantier du Royal Hamilius, Achille Villa, bâtisseur de père en fils. Un 26 minutes diffusé fin 2017 où l'on

découvrait l'état d'avancement des travaux, mais également la personne d'Arnaldo Ferragni, un des irréductibles du 49 boulevard Royal qui, dans son appartement, résistait encore et toujours aux pelleuses.

« À l'issue du documentaire pour *RoutWaissGro* la nécessité d'un autre film qui en serait le prolongement s'est imposée, explique Serge Wolfesperger, mais d'un point de vue antagoniste à celui du chantier : le 49, boulevard Royal et son résident historique Arnaldo Ferragni », poursuit le réalisateur. Ce sera *Sur le fil du temps*.

C'est vrai qu'il est attachant Arnaldo Ferragni avec ses 90 ans, sa classe surannée et son amour pour le quartier. Ce Lombard habite au « 49 » depuis 1964. Il y a vu grandir ses enfants, disparaître son

épouse et puis a vécu toutes les transformations de ce lieu hypercentral de la capitale. « Il n'y a plus, sur tout le Boulevard Royal, une seule pierre qui était là quand je suis arrivé en 1964 » aime-t-il répéter à qui veut l'entendre. Nostalgique, il regrette les petites villas, les jardins, les grands arbres, les commerces de proximité, l'école et sa cour où les enfants jouaient. « Le quartier avait une âme », assure-t-il. Sous-entendu : il n'en a plus vraiment. L'homme n'a rien contre le renouveau, mais il n'apprécie guère de voir le monde qu'il a connu disparaître. Déjà dépassé par l'évolution des lieux, on imagine le ressenti de cet ancien fonctionnaire européen lors de la destruction de « son » pâté de maison.

C'est là, pertinemment que le réalisateur fait débiter son *Sur le fil du temps*. Perché sur un bâtiment voisin, une plongée nous montre la destruction, en ultra-acceléré des différents bâtiments. D'abord côté rue Aldringen, puis Grand-Rue, ensuite boulevard Royal, enfin place Hamilius. En une minute treinte les grues ont fait leur ouvrage et un trou béant apparaît désormais à la place des anciens bureaux, appartements, magasins et autres restaurants. Seul le « 49 » demeure, tel un monument sur un piédestal. Il se dresse, haut, droit et fier de cette énorme cicatrice qu'a représenté pour la ville l'énorme chantier Royal-Hamilius.

« Le trou est autour de nous, mais nous, nous sommes toujours là », lance Arnaldo Ferragni, non sans une certaine fierté à une vieille amie venue lui rendre visite. Dans son appartement les volets restent fermés, mais rien ne semble atténuer les bruits constants des travaux tout autour. « Aujourd'hui il y a encore du bruit, acquiesce-t-il, mais ce n'est plus le bruit d'il y a quelques mois ». On imagine à peine.

Dans son appartement, en discutant avec des amis, sa famille, mais aussi en découvrant le chantier avec Achille Villa, en rendez-vous avec la bourgmestre Lydie Polfer ou encore en entretien avec un architecte, l'homme du 49 s'interroge, s'intéresse.

De, « est-ce que le 49 va pouvoir rester debout ? » à « le 49 va rester la conjonction entre le passé et l'avenir dans la nouvelle version du quartier », les questions évoluent avec le temps et les informations dont il dispose.

Arnaldo Ferragni sera ainsi le témoin de cette « troisième urbanisation du boulevard Royal », pour reprendre les termes de Lydie Polfer. Après avoir vu les bâtiments autour du sien disparaître, il verra les nouveaux pousser de cet ancien trou de plus de 35 mètres de profondeur. À plusieurs reprises et à différents moments d'avancement, il arpentera le chantier, s'extasiera sur l'ouvrage, tout en regrettant la mémoire qui se perd. Et le spectateur avec lui.

Malheureusement, assez rapidement, le film, tourne en rond. Si son aspect brut et terre à terre, sans commentaire ni interview – selon les didascalie de la série *RoutWaissGro* – est un style tout à fait acceptable, *Sur le fil du temps*, à l'instar de son personnage principal, se répète encore et encore, se perd dans des images sans réel intérêt, dans des conversations de comptoir et finit, du coup, par ennuyer. Sa durée d'1h50, un montage souvent brusque et un mixage sonore pas toujours au point n'aident pas non plus le spectateur à maintenir toute son attention.

Reste l'intérêt historique de ce témoignage sur la transformation du centre-ville. Le sujet est encore bien frais dans la mémoire collective, mais gageons que dans quelques années, on portera un regard différent sur le sujet et que les défauts du film seront alors moins perceptibles. En tout cas, ce qui est certain est que, grâce à lui, la mémoire d'Arnaldo Ferragni et de « son » Hamilius, ne sera pas perdue de sitôt. ●

Sur le fil du temps, au Ciné Utopia pour quatre séances exceptionnelles les 15, 17, 22,23 Mai à 17h



Arnaldo Ferragni, témoin des changements radicaux du boulevard Royal (2017)

DO NOT TOUCH!

Blind people in museums and the value of inclusion

Lucie Treinen



How do blind people experience the visit of a museum? I first began wondering about this in early autumn in 2019. My interest was sparked in an art museum in Berlin, the Berlinische Galerie, where the exhibited paintings are enhanced with corresponding tactile models. Slightly embarrassed I realised that I had previously never thought about the experience of blind people in museums. Many museums follow a “Do-Not-Touch”-policy – visitors are asked not to touch the exhibits. This does not only restrict access to blind people, but also foregrounds a sensory experience that is predominantly visual. But, cultural inclusion, it seemed to me, could only be possible if we were actually allowed to touch things in the museum. In my research for my bachelor’s in social anthropology, I explored how museums can become more inclusive with regard to how blind people experience a museum.

My research took place just before the world was hit by the Covid-19 pandemic, so I had the chance to physically engage with different people and museum spaces. Especially, my acquaintance and later friendship with a blind artist opened up new worlds for me. “In the museum – when are you ever allowed to touch something?” she asked me when we first met. A crucial aspect of making museums more inclusive is to challenge the “Do Not Touch”-policy and offer object-handling and tactile models.

The right for cultural participation has influenced new kinds of access policies. The demand for equal opportunities and rights for people with disabilities can be traced back to activist movements in the US in the 1960s. The idea of inclusion is mirrored in the identity political slogan of “Nothing about us without us”. This focus on regaining control and authority over one’s life marks a shift from integration to inclusion, in which disabled people themselves design processes of inclusion. In 2002, the claims of the disability rights movement were taken on by a Committee of the General Assembly of the UN that started discussing the UN Convention on the Rights of Persons with Disabilities (UNCPRD) and finally came to an agreement in December 2006. In 2009 the convention was ratified in Germany, two years later in Luxembourg. Article 30, Paragraph 1 claims the right to cultural participation for people with disabilities. The activist demand for equal cultural participation for disabled people thus became an official requirement for cultural institutions.

How is this idea of cultural inclusion carried out in practice? In Berlin, many museums have committed to the project of becoming more “inclusive”. But what does inclusive mean in this context? I learned that inclusion starts outside of the cultural institution. People with disabilities need to plan their visit to museums. It is crucial that they receive adequate information beforehand, either online or when calling the museum. There are specific requirements for designing an accessible website, starting for example with the possibility of using keyboards and speech input to navigate the website. Beyond this technological accessibility, a website also fulfils the crucial role of attracting new visitors to the institution. Directions on how to get to the museum, information about the building’s accessibility, but also the educational and outreach programme need to be stated here.

Inside the museum, inclusion becomes even more tricky. Just as inclusion does not start with the physical accessibility of a building, it does not end there. This does not mean that physical accessibility

is not important – on the contrary. It means that inclusion conceptualises places like museums not as static, but as being in constant development. Inclusion cannot remain a checklist completed by museums to be able to state themselves as “inclusive”. It must be an ongoing practice. But why is this process so difficult for museums? Why are we not allowed to touch things in the museum?

A simple answer to these questions relates to the societal role attributed to museums. A museum acts “in the service of society”, as the Icom museum definition suggests. It must grant access to its collections and exhibitions, just as much as it must conserve the different objects to make sure they are preserved for future generations. Especially touch can be harmful to objects, which is why museums remain predominantly visual places. But, precisely touch forms an integral, often undermined, part of our sensory perception. Complementing artworks and objects with tactile reproductions is a great way of dealing with this tension between conservation and access. It allows visitors, blind and non-blind, to have a tactile experience without potentially harming the exhibits.

Inclusion is about more than accessibility. It challenges the idea that museums act only in the service of society and proposes an active engagement of visitors instead. The idea is that visitors can enrich the museum through their different sensory perception. An inclusive museum is not only a museum for all, but just as much a museum by all. Of course, there are limits to this and cultural institutions must be honest and transparent about what they are actually able to do. Talking to curators, mediators and artists that push for more inclusion, I found that inclusion often remains a superficial label that museums put on their website to attract visitors. Inside the museum space, actual change was complicated. In the rare case of blind people getting to administrative boards, the final decision remained with non-blind people.

In January this year, the Luxembourgish Ministry of Culture has issued a call for projects for cultural inclusion. Given the struggles cultural institutions faced in times of the Covid-19 pandemic, public financial support was welcomed. However, conditioning it on inclusion can be perceived as the last straw to break the camel’s back. As museums are immensely vulnerable at the moment their main focus can be more about not losing current visitors, rather than attracting new ones. Even though museums in Luxembourg have reopened their doors, they had to face hardship over the last year. It might be worthwhile for them to think about tackling new audiences and extending their offer. Since the lack of budgeting is a recurring issue in the road to becoming more inclusive, extending precisely that budget can be of great value.

Even if inclusive practices, such as tactile models or tailored audio-guides, often tackle specific disabilities, the outcomes are enjoyed by many. As blind people so obviously clash with the access policy of museums, their involvement can be a fruitful way for museums to become more inclusive and diverse. A striking example was the Berlinische Galerie’s exhibition on Bauhaus, developed with the Allgemeiner Blinden- und Sehbehinderten Verband Berlin. It actively encouraged visitors to “Please touch”. The exhibition attracted an exceptionally high number of visitors and received particularly good feedback. Similarly, the Villa Vauban, in the centre of Luxembourg-City, has taken on the project of becoming a “museum for all”.

It not only provides a broad range of offers for people with disabilities, such as tactile models, hands-on sculptures and different explanatory films, but also diverse offers for children. In this sense, inclusion is not only about disability, but about changing the general museum experience.

Inclusion can be difficult as, especially in art museums, adding tactile models and changing the light condition, can potentially inhibit the full potency of some exhibits. But, again the goal is not to make everything accessible for everyone, but to re-think the overall space of a museum so as to allow an enjoyable and uncompromised experience for a more diverse public. Inclusion is a learning process and an ideal that might never be fully achieved. This does not mean that achievements – however small they might be – should not be acknowledged. Transparency and accountability are important aspects of inclusion to counter the utopic vision of universalising access.

If anything, the current circumstances highlight the importance of cultural participation and inclusion even more. Even though Luxembourgish museums can welcome visitors again, many museums are still struggling and have to navigate through the challenge of establishing an online presence. This has foregrounded issues of access and put the basic role of museums into question. Should museums educate or entertain? Should they be loyal to their regulars or actively attract new visitors? Throughout my fieldwork, I came to learn that these different roles do not necessarily exclude each other. Museums not only guard and conserve collections, they are also fascinating mirrors of society and constitute spaces for the radical imagination of the future. At the same time, they are places of leisure and entertainment and can be a playground to test out these imaginations. It needs a certain level of courage and institutional self-confidence for museums to truly engage in the project of inclusion. But eventually museums themselves will benefit just as much from it as every single visitor. ●

CINÉMASTEAK

Regard persan

« Dans ma nuit, si brève, hélas, le vent a rendez-vous avec les feuilles. / Ma nuit si brève est remplie de l’angoisse dévastatrice. / Écoute ! Entends-tu le souffle des ténèbres ? / De ce bonheur je me sens étrangère. / Au désespoir je suis accoutumée. / Écoute ! Entends-tu le souffle des ténèbres ? / Là, dans la nuit, quelque chose se passe. / La lune est rouge et angoissée / Et accrochée à ce toit qui risque de s’effondrer à tout moment. / Les nuages, comme une foule de pleureuses, attendent l’accouchement de la pluie. / Un instant, et puis rien. / Derrière cette fenêtre, c’est la nuit qui tremble / Et c’est la terre qui arrête de tourner. / Derrière cette fenêtre, un inconnu s’inquiète pour toi et moi. / Toi, tout verdoyant, pose tes mains – ces souvenirs ardents – sur mes mains amoureuses, / Et confie tes lèvres, repues de la chaleur de la vie, aux caresses de mes lèvres amoureuses. / Le vent nous emportera. / Le vent nous emportera. » De ce dernier vers de la poétesse Forough Farrokhzad (1935-1967) est issu le titre du film d’Abbas Kiarostami (1940-2016), projeté ce dimanche à la Cinémathèque.

Abbas Kiarostami, auquel le Centre Pompidou de Paris va bientôt consacrer une rétrospective et une exposition, intitulée *Où est l’ami Kiarostami ?* (19 mai-26 juillet) fut cinéaste, mais aussi poète, peintre et photographe fut. Tout ces aspects affluent dans *Le vent nous emportera* (1999), dès les premières images. Une Jeep perdue dans l’immensité du désert du Kurdistan iranien, au milieu des courbes montagneuses et d’une mosaïque de couleurs. Effraction de la modernité au sein d’une antique civilisation pastorale. Ici, la carte devient inutile aux voyageurs : c’est en observant les quelques arbres ponctuant le paysage que l’on s’oriente. Nulle voie droite, mais des lignes serpentine que forme un chemin de terre à peine esquissé. La destination est inconnue, comme les motivations conduisant trois personnes à entreprendre ce séjour en cette contrée si reculée.

En quelques images, en quelque égarément, c’est la métaphore de la vie qui se dresse devant nous, et dans laquelle, comme le vent, nous faisons que transiter, et murmurer au contact de quelques feuilles rencontrées au hasard. Finies les certitudes rassurantes et illusoire sur la vie. Car c’est un océan de mystère que l’on rencontre dans ce désert, et dans lequel on est jetés dès notre arrivée. Pour perdre nos habitudes, pour se mettre à nu, rien de mieux qu’une halte dans l’un de ces villages aux ruelles escarpées. À l’instar du protagoniste, que les villageois appellent « Monsieur l’ingénieur » quand bien même il ne l’est point. Alter ego du cinéaste, celui-ci est venu pour tourner un reportage sur un rite funéraire avec deux autres compères que l’on ne voit jamais au cours de cette échappée. Dans ce monde hiératique, il est seul à s’agiter, avec son téléphone portable. Un symptôme de l’époque, qui n’ira qu’en s’accroissant les années suivantes.

Dans ce film-poème au déroulement incertain, sans dénouement ni intrigue, si ce n’est les aléas de la vie elle-même, Abbas Kiarostami reconfigure la notion même de récit telle que celle-ci fut traditionnellement définie par Aristote dans sa *Poétique*. Partout, il y a présence initiatique des enfants, qui enseignent un adulte peu sage et si pressé : c’est là sans doute une réminiscence pour Kiarostami, qui débuta sa carrière au Kanoun, l’Institut pour le développement de l’intelligence des enfants, à Téhéran. Une vieille femme meurt, enfin. L’eau emporte au loin un os qui sommeillait en terre. Le cycle continue (à suivre). ● Loïc Millot

Le vent nous emportera (Iran, 1999) d’Abbas Kiarostami, vostf + all., 118’, sera présenté dimanche 16 mai à 20h à la Cinémathèque de la Ville de Luxembourg

Un film-poème d’un Kiarostami au sommet de son art



BINGE WATCHING

Adam und Eva

Marc Trappendreh



Amanda Collin ist die Mutter

Roboter und Androiden bestimmen die Science-Fiction in Literatur und Film seit geraumer Zeit; sie sind, in einer Ableitung des Prometheus-Komplexes, der vermeintlich entwickeltste Ausdruck einer avancierten Technologie. Für viele negative Utopien der Science-Fiction sind sie aber Ausdruck für den Niedergang der menschlichen Kultur und Zivilisation. Am Ende der Menschheit steht gerade erst deren Anfang. So verwundert

es auch nicht, dass die auf HBO gestartete Serie *Raised by Wolves* mit geradezu biblischen Bildern in ihre Welt einführt: Da gibt es Adam und Eva und den Garten Eden. Im Jahre 2145 wurde die Erde in einem Atomkrieg zwischen Gläubigen und Atheisten zerstört. Die von den Atheisten gebauten Androiden, Mutter (Amanda Collin) und Vater (Abubakar Salim), wurden auf einen fernen Planeten namens Kepler-22B entsandt,

um dort mit zwölf mitgeführten Embryonen ein neues Menschengeschlecht zu erziehen, frei von jeglichen religiösen Ansichten. Menschliche Kinder zu erziehen, erweist sich aber als schwierig. Das Problem des künstlichen Menschen ist ebenso ein theologisches: Der Mensch wiederholt den göttlichen Schöpfungsakt, entwickelt Androiden, die ihrerseits wieder Menschenkinder großziehen – eine Anmaßung, die die religiösen Fundamentalisten um den fanatischen Marcus (Travis Fimmel) auf den Plan rufen. Sie empfinden die neu gegründete Kolonie als Gotteslästerung und wollen diesen Garten Eden zerstören. Besonders der junge Campion (Winta McGrath) gerät zunehmend in einen Gewissenskonflikt um die Frage, wem er denn nun zu folgen hat.

Showrunner Aaron Guzikowski hat mit Ridley Scott einen versierten Produzenten zur Seite, ein Name, der für die Entwicklung der filmischen Science-Fiction von besonderem Range ist. Seit Beginn seiner Regiekarriere beschäftigt sich der Filmemacher mit den großen Fragen der Menschheit, exploriert philosophische Themenfelder, ohne dabei auf die wirkungsmächtigen Einflussfaktoren von Genrestandards und die Inszenierung von *action* zu verzichten. *Alien* (1979) oder *Blade Runner* (1981), sowie die Fortsetzung *Blade Runner 2049* (2017), bei der er als Produzent mitwirkte, stehen als Beispiele dafür, dass Scott das Genre erneuerte, indem er es wieder überaus ernstnahm. So auch in *Raised by Wolves*: Es ist ein kühler, stilisierter Essay

Raised by Wolves handelt von künstlichen Wesen und ist ein kühler, stilisierter Essay über die Versuchung und den Glauben

über die Versuchung und den Glauben. Die künstlichen Wesen sind nicht mehr Lachnummern wie etwa das Roboterpaar in *Star Wars*. Sie sind auch nicht mehr ausschließlich Quelle menschlicher Ängste, die sich aufgrund der Überlegenheit künstlicher Wesen, in Sachen Intelligenz oder Widerstandsfähigkeit, ihrer Existenz bedroht sehen. Der Kniff von *Raised by Wolves* besteht darin, dass er

die emotional wahrnehmbaren Grenzen zwischen dem „natürlichen“ und dem „künstlichen“ Menschen vollständig aufhebt; die Serie erzählt von den Widersprüchen, von der Unmenschlichkeit der Menschen, von der Menschlichkeit der Maschinen.

Kalte, aseptische Oberflächen und triste Grautöne dominieren die Bildinhalte. Die archaischen Behausungen, die an *Planet of the Apes* (1968) erinnern, die glatten Strukturen der futuristischen Raumschiffe sowie die Latexanzüge der Androiden wirken wie Fremdkörper in der kargen Landschaft von Kepler-22B; gerade so, als wollten uns die Bilder sagen, dass sich das neue Zivilisationsprojekt in seiner eigenen Widersprüchlichkeit nur ausschließen könne. Der Zuschauer folgt mit fasziniert-entsetztem Blick diesen mitunter verstörenden Bildern. Ein zwielichtiger Fixpunkt ist in alldem der Schauspieler Travis Fimmel: In seinen Augen lässt sich sein Entsetzen über diese Zukunft ablesen – das Erschreckende liegt darin, dass die Menschheit hier nicht mehr für ihre Vormachtstellung gegenüber den Androiden eintritt, sondern nur mehr einen hoffnungsvollen Kampf darum führt, in der Erinnerung der Androiden künftig einen festen Platz einnehmen zu können. ●

Auf Sky verfügbar

Ministère de la Mobilité et des Travaux publics
Administration des Bâtiments publics

Avis de marché

Procédure : européenne ouverte
Type de marché : Travaux

Modalités d'ouverture des offres :
Date : 11.06.2021
Heure : 10.00 heures

Lieu :
Les offres sont obligatoirement et exclusivement à remettre via le Portail des marchés publics avant la date et l'heure fixées pour l'ouverture.

Section II : Objet du marché

Intitulé attribué au marché :
Travaux de façade en pierres naturelles à exécuter dans l'intérêt du Château de Walferdange.

Description succincte du marché :
Surface façade globale environ 4 970 m².
– Le projet consiste en travaux de conservation et de restauration des éléments en pierre de taille (non moulurés, moulurés ou fortement moulurés) et des modénatures des façades extérieures du Château, et comprenant :
– Les soubassements (bâtiment I façade arrière, bâtiments II, III, IV et pavillons. Concernant la façade principale bâtiment I, les soubassements seront réfectionnés lors des travaux d'aménagement extérieur ;
– Les encadrements de baies ;
– Les bandeaux.

Les interventions sur les différents bâtiments sont à réaliser parallèlement. La durée des travaux est de 180 jours ouvrables, à débiter au 2^e semestre 2021.

Section IV : Procédure

Conditions d'obtention du cahier des charges :
Les documents de soumission peuvent être retirés via le Portail des marchés publics (www.pmp.lu).
La remise électronique est obligatoire.

Section VI : Renseignements complémentaires

Autres informations :
Conditions de participation :
Toutes les conditions de participation sont indiquées dans les documents de soumissions.

Réception des offres :
Les offres sont à remettre via le Portail des marchés publics (www.pmp.lu).

Date d'envoi de l'avis au Journal officiel de l'U.E. :
10.05.2021

La version intégrale de l'avis n° 2101003 peut être consultée sur www.marches-publics.lu

Poste vacant dans la carrière du médecin (m/f)

Ministère de la Fonction publique
L'Administration des Services médicaux du Secteur public

se propose de recruter

un médecin du travail/ médecin (m/f)

sous le statut du fonctionnaire / de l'employé(e) de l'État (carrière A1) à durée indéterminée et à tâche complète ou à tâche partielle.

Pour toute information, veuillez consulter notre site internet :
<https://govjobs.public.lu> (rubrique : Postuler / Postes vacants)

Les candidatures avec lettre de motivation, curriculum vitae et copie des diplômes sont à adresser pour le 25 mai 2021 au plus tard auprès de
Administration des Services médicaux du secteur public
35, rue de Bonnevoie
L-1260 Luxembourg.

Tout renseignement supplémentaire peut être demandé à Monsieur le Docteur Pierre-Olivier Schmit par téléphone au 247-83183 ou par courriel à pierre-olivier.schmit@asm.etat.lu

Ministère de la Mobilité et des Travaux publics
Administration des Bâtiments publics

Avis de marché

Procédure : européenne ouverte
Type de marché : Travaux

Modalités d'ouverture des offres :
Date : 22.06.2021
Heure : 10.00 heures

Lieu :
Les offres sont obligatoirement et exclusivement à remettre via le Portail des marchés publics avant la date et l'heure fixées pour l'ouverture.

Section II : Objet du marché

Intitulé attribué au marché :
Travaux de peinture à exécuter dans l'intérêt de l'assainissement et mise en conformité du Centre Héliar à Weilerbach.

Description succincte du marché :
– Fibre de verre : ca. 11 000 m² ;
– Peintures sur murs : ca. 16 300 m² ;
– Peintures sur plafonds : ca. 5 000 m².
La durée des travaux est de 124 jours

ouvrables, à débiter en octobre 2021.
Les travaux sont adjugés en bloc à prix unitaires.

Section IV : Procédure

Conditions d'obtention du cahier des charges :
Les documents de soumission peuvent être retirés via le Portail des marchés publics (www.pmp.lu).
La remise électronique est obligatoire.

Section VI : Renseignements complémentaires

Autres informations :
Conditions de participation :
Toutes les conditions de participation sont indiquées dans les documents de soumissions.

Réception des offres :
Les offres sont à remettre via le Portail des marchés publics (www.pmp.lu).

Date d'envoi de l'avis au Journal officiel de l'U.E. :
12.05.2021

La version intégrale de l'avis n° 2101060 peut être consultée sur www.marches-publics.lu

Ministère de la Mobilité et des Travaux publics
Administration des Bâtiments publics

Avis de marché

Procédure : européenne ouverte
Type de marché : Travaux

Modalités d'ouverture des offres :
Date : 17.06.2021
Heure : 10.00 heures

Lieu :

Les offres sont obligatoirement et exclusivement à remettre via le Portail des marchés publics avant la date et l'heure fixées pour l'ouverture.

Section II : Objet du marché

Intitulé attribué au marché :
Travaux de menuiserie intérieure en bois à exécuter dans l'intérêt de l'assainissement et mise en conformité du Centre Héliar à Weilerbach.

Description succincte du marché :
– Bancs de fenêtres : ca. 200 m² ;
– Caissons à volets : ca. 300 m² ;
– Habillages gaines techniques et meubles divers : ca. 100 m² ;
– Meubles pour cuisines : ca. 160 pcs ;
– Cabines sanitaires : ca. 105 pcs.
La durée des travaux est de 125 jours ouvrables, à débiter en octobre 2021.
Les travaux sont adjugés en bloc à prix unitaires.

Section IV : Procédure

Conditions d'obtention du cahier des charges :
Les documents de soumission peuvent être retirés via le Portail des marchés publics (www.pmp.lu).
La remise électronique est obligatoire.

Section VI : Renseignements complémentaires

Autres informations :
Conditions de participation :
Toutes les conditions de participation sont indiquées dans les documents de soumissions.

Réception des offres :
Les offres sont à remettre via le Portail des marchés publics (www.pmp.lu).

Date d'envoi de l'avis au Journal officiel de l'U.E. :
12.05.2021

d'Letzeburger Land

Fondé en 1954 par Carlo Hemmer, édité par Leo Kinsch de 1958 à 1983. Hebdomadaire politique, économique et culturel indépendant paraissant le vendredi. Publié par les Éditions d'Letzeburger Land s.à r.l., R.C. B 19029,N° TVA LU 12 12 40 22. La reproduction des articles et illustrations est interdite sans l'accord écrit de l'éditeur. **Gérant** Stephan Kinsch (48 57 57-1; land@land.lu), **Rédacteur en chef** Peter Feist (48 57 57-24; pfeist@land.lu), **Rédaction** France Clarinval (48 57 57-26; fclarinval@land.lu), Ines Kurschat (48 57 57-35; ikurschat@land.lu), Luc Laboulle (48 57 57-28; llaboulle@land.lu), Pierre Sorlut (48 57 57-20; psorlut@land.lu), Bernard Thomas (48 57 57-30; bthomas@land.lu), **Mise-en-page** Pierre Greiveldinger (48 57 57-34; pgreiveldinger@land.lu), **Photos** Sven Becker (48 57 57-36; sbecker@land.lu), **Administration et publicité** Zoubida Belgacem (48 57 57-32; zbelgacem@land.lu) **Édition et rédaction** 59, rue Glesener L-1631 Luxembourg Courrier Boîte postale 2083, L-1020 Luxembourg **Téléphone** 48 57 57-1 **Fax** 49 63 09 **E-mail** land@land.lu **Internet** www.land.lu **Twitter** @Letzland **Facebook** d'Letzeburger Land **Instagram** letzeburger_land **Impression offset** Imprimerie Saint-Paul **Prix par numéro** 4,50 € **Abonnement annuel** 160,00 € **Abonnement étudiant/e** 85,00 € **Comptes en banque** CCPLLULL: IBAN LU59 1111 0000 5656 0000, BILLULL: IBAN LU29 0027 1003 6990 0000, BGLULL: IBAN LU32 0030 0431 7039 0000, BCEELULL: IBAN LU30 0019 1000 2939 1000, CELLLULL: IBAN LU71 0141 7162 5000 0000, BLUXLULL: IBAN LU59 0080 0484 9600 1003

www.land.lu

33 confessions d'artiste : Anise Koltz

Sofia Eliza Bouratsis

Le questionnaire de Proust est un test de personnalité devenu célèbre par les réponses que Marcel Proust y a apportées adolescent. Ce jeu datant des années 1860 était nommé *Confessions*. Les 33 confessions d'artiste sont un jeu, qui s'en inspire. La poétesse Anise Koltz y répond

Ce que je prends au petit-déjeuner
Des tartines beurrées garnies de tomates tranchées, avec une pincée de sel.

Ma première œuvre d'art
J'ai écrit mes premiers poèmes dès que je connaissais l'alphabet.

La raison pour laquelle je fais de l'art
Je n'ai aucune raison. Il y a ce « je ne sais quoi » qui me démange et me pousse à écrire.

Ce que je fais mis à part de l'art
J'observe ce qui m'entoure, je m'interroge, je m'approprie d'une certaine façon des situations qui ne m'appartiennent pas en me demandant ce que j'aurais fait si elles avaient été miennes. Le fait de me poser ces questions, me donne des idées nouvelles. Je lis, j'écoute de la musique, je vois mes chers amis et ma famille.

Les rapports entre mon art et ma vie
Je ne peux que répondre « Jedem das Seine ».

Ce que j'aime le plus dans le processus créatif
C'est de savoir l'utiliser à bon escient, sa progression, son aboutissement, se réussite...

Ce que j'aime le moins dans le monde de l'art
Le « faux ».

Est-ce que l'art a des limites ?
Oui et non. L'art est sans limites jusqu'à un certain moment où tout bascule, où l'art n'est plus art. À ce point-limite, on ne peut plus parler d'art.

Mon occupation préférée
Écrire.

Mon drink préféré
Jus d'orange pressé nature tempéré.

Ce que je fais quand je ne suis pas inspirée
Je lis, j'écoute de la musique.

Ma drogue préférée
La culture, et encore la culture, sous toutes ses formes d'expression.

Mon mot préféré
Aimer.

Le mot que je déteste
Merde.

Ma langue préférée
Le Français.

Mon rapport au temps
La vigilance. Je fais attention à ce qu'il ne foute pas le camp.

Le rôle du corps dans mon travail
Le corps est très important dans mon travail. Le corps est Ouverture, il ouvre à la fois au monde extérieur et au monde intérieur. Il met en relation.

Le rôle de la politique dans mon travail



Tout dépend de la situation politique. Si elle menace la Liberté, oui, elle aura un impact sur mon travail.

Le rôle de la couleur dans mon travail
Comme j'ai besoin de garder la liberté dans mon travail, la couleur ne peut pas s'imposer à moi, ne peut pas devenir trop dominante. Par contre, à partir du moment où la couleur coïncide avec mon travail ou bien l'illustre, elle aura son rôle à jouer.

Le rôle de la nature dans mon travail
La nature est très importante et efficace dans mon travail. Elle est à la base de ma créativité, elle est mon guide, je lui obéis avec toutes ses contradictions. La nature incarne à la fois ce qui est et son contraire.

Le rôle du monde des idées dans mon travail
À condition qu'elles m'inspirent et me conviennent.

Le rôle des modes du monde de l'art dans mon travail
À condition qu'elles correspondent réellement à l'air du temps et reflètent un art de vivre contemporain.

La matière avec laquelle je n'ai jamais osé faire d'œuvre
Le faux, le mensonge.

Artistes favoris
Les artistes qui approchent la perfection comme Leonardo da Vinci, Michelangelo, Jean-Sébastien Bach. Parmi mes artistes favoris je pense également aux écrivains Else Lasker-Schüler, Ingeborg Bachmann, Thomas Bernhard, Jean Follain, Eugène Guillevic, aux musiciens Dinu Lipatti, Clara Haskil, Grigory Sokolov, Kit Armstrong, Denis Kozhukhin, Isabelle

Faust, Frank-Peter Zimmermann, aux chefs d'orchestre Sergiu Celibidache, Wilhelm Furtwängler.

Mon son préféré
Le silence.

Le son que je déteste
Le bruit.

Ma proposition artistique dans la perspective de l'histoire de l'art
L'harmonie

Les fautes qui m'inspirent le plus d'indulgence
Les fautes commises sans mauvaise intention.

La manière de faire ou la chose faite ?
La manière de faire m'intéresse, car il s'agit d'un processus créatif, vivant, ce qui n'est plus le cas pour la chose faite.

Ce qui pour moi est inacceptable
Tout ce qui est dommageable pour le vivant.

L'animal ou la plante dans lequel je voudrais être réincarné(e)
Une belle fleur qui sent bon.

Le lieu où je ferais une œuvre si j'avais une baguette magique
Un rayon de lumière.

Mon état d'esprit actuel
Positif. ●

HISTOIRE

Du patrimoine et des ravages

Connaissez-vous le *Bouclier bleu* ? Mais si, on voit le signe distinctif sur bon nombre de monuments, de biens culturels censés de la sorte être protégés : un triangle et un losange bleus sur fond blanc, répétés même trois fois pour signaler une protection spéciale. Il a été introduit après la Convention de La Haye, de 1954, et ses deux protocoles, à la suite des destructions de la Deuxième guerre mondiale. Des initiatives en faveur du patrimoine avaient déjà eu lieu, toujours à La Haye, dès 1899 et 1907, le moins qu'on puisse dire cela n'avait servi à strictement rien. Et après 1954, le patrimoine culturel mondial n'a guère été mieux à l'abri. Il y a et aura toujours les dommages collatéraux, mais comme la convention vaut entre États, elle exclut tels conflits, de tout autre nature, de plus en plus nombreux. Bamiyan, Tombouctou, Palmyre, en sont de terribles exemples.

Verdammt und vernichtet, Kulturzerstörungen vom Alten Orient bis zur Gegenwart, le livre de Hermann Parzinger qui vient de paraître, nous fait faire un tour d'histoire, un tour du monde, les deux pleins de fureur et de désolation. Deux millénaires, ça fait long, il est vrai que l'auteur est archéologue ; et il est en plein dans la matière, doublement expert, comme président de la Stiftung Preussischer Kulturbesitz, en l'occurrence directement concerné par la restitution des bronzes du Bénin.

La destruction du patrimoine, ça remonte très loin en arrière, qu'en était-il des peintures des cavernes, on manque de témoignage. Et les mots qu'on emploie souvent pour en parler renvoient à des moments précis dans l'histoire, le vandalisme au sac de Rome en 455, l'iconoclisme plus qu'à l'Égypte pharaonique à l'Empire byzantin des huitième et neuvième siècles.

Pas question toutefois de suivre l'auteur au long du temps, des pillages de toutes sortes. Et s'il n'est sans doute pas exhaustif, rien de significatif n'est laissé de côté, pour faire voir clair dans la multiplicité des horreurs, en détecter les tenants et aboutissants. En gros, avec trois arrières-fonds, économique, idéologique et religieux, qui se mêlent, ainsi les nazis n'ont pas hésité à vendre les tableaux

saisis. Eux avaient déjà fait de même, et la chose fut culturellement plus fructueuse, quand les révolutionnaires français comprirent qu'il était idiot de détruire ce qu'ils avaient confisqué au nom du peuple, au bout il y eut avec le Louvre la naissance du musée moderne, et les premiers pas sur le chemin de l'autonomie de l'art.

Le fanatisme porte à la destruction, il s'agit d'abolir le passé, peut-être aussi de nos jours, la communication aidant, d'impressionner, de provoquer l'opinion. Les historiens parlent de *damnatio memoriae*, très concrètement, le pape Boniface IV a consacré l'ancien Panthéon à la Vierge, et aujourd'hui, les hordes de Narendra Modi, en Inde, ayant détruit une mosquée (construite peut-être sur les ruines d'un temple du dieu Ram), la première pierre a été posée d'un nouveau temple hindou à Ayodhya. Rien de nouveau sous le soleil.

Les images qu'on a en tête n'empêchent pas le dégoût qui nous saisit à chaque fois. On ne s'habitue pas à l'abomination, et la tristesse par exemple en voyant les nuages de fumée au-dessus des vestiges de Palmyre, fit très vite place à de l'écœurement. Au comble de la barbarie : la décapitation de l'archéologue en chef de Palmyre au théâtre antique, suspendu part les pieds, sa tête placée sous son corps.

Trump dans un dernier accès de folie avait menacé justement l'Iran de la destruction de son patrimoine culturel. On se souvient de la phrase de Heine, les hommes faisant suite aux livres qu'on brûle. Une lueur d'espoir, quelque minime qu'elle soit, pour terminer : la Cour pénale internationale, en 2017, a condamné un djihadiste malien accusé de la destruction de neuf mausolées à Tombouctou, crime dont la procureure a dit qu'« il affecte l'âme et l'esprit d'un peuple » ; un deuxième procès s'est ouvert en juillet dernier, l'accusé aura à répondre de crimes contre l'humanité et de crimes de guerre. ● Lucien Kayser

Hermann Parzinger, *Verdammt und vernichtet, Kulturzerstörungen vom Alten Orient bis zur Gegenwart*, C. H. Beck

Le théâtre antique de Palmyre en 2011



Le Grand-Duché de Luxembourg n'a jamais été une puissance coloniale, mais il fut largement associé à la politique coloniale de la Belgique. De nombreux Luxembourgeois partirent s'installer au Congo belge entre 1880 et 1960. Missionnaires, ingénieurs, commerçants, artisans et même fonctionnaires coloniaux, ils participèrent en grand nombre à la colonisation en Afrique centrale.

Dans la première monographie consacrée à l'aventure coloniale luxembourgeoise au Congo, l'historien Régis Moes retrace l'histoire des colons luxembourgeois et analyse leur statut légal au Congo belge, la composition socioprofessionnelle de leur groupe, mais aussi la propagande coloniale faite au Grand-Duché.

Cette colonie qui nous appartient un peu
La communauté luxembourgeoise au Congo belge 1883-1960

Ce travail de recherche de 438 pages illustrées, primé meilleur mémoire de Master 2 par la Fondation Robert Krieps en 2010, vient d'être réédité et est à nouveau disponible en librairie au prix de 35 euros ou sur land.lu



The Lazy Ideal

Jeffrey Palms

Being chronically behind-the-times with hit TV shows, I'm only now (shamefully) catching up on the true crime favorite of 2019, Conversations with a Killer: the Ted Bundy Tapes. Unrelatedly to Bundy's profoundly horrific serial murders, which I don't mean at all to diminish, I was struck by an offhanded passage from an interviewee. Carol DaRonch, a would-be victim who managed to escape from Bundy, introduced her story by describing her life as an eighteen-year-old in Utah: "Summer of '74 was just fun. A fun summer. [...] I had gotten a car, a '74 Camaro: maroon with black leather seats and a black top. And I'd just started dating a guy who had a matching Camaro." A few minutes later, getting closer to the point, she said: "I didn't really have plans that night, so I decided that I would get in my car and head over for the mall."

Notwithstanding the fact that everyone in the story is driving a Camaro for some reason, DaRonch's one-adjective summer and description of a carefree do-nothing evening, accompanied by grainy footage of happy teenagers, made me nostalgic. The 1970s were before my time, but I was nevertheless transported to my own childhood, to that blissful moment when school let out for the summer and there really were planless, taskless, nearly pointless days. (Though no serial killers.)

And yet, I recall these days more from childhood. In the early 2000s, a certain pressure was descending

on American teens like me in the form of nagging questions: what is your dream, your worldly ambition, and how are you going to achieve it? In that context, spending the summer as a breeze-shooting lackadaisy would amount to a waste of precious time. You should be doing an internship, volunteering, learning a new skill, founding a jazz band—whatever you think will build your CV or otherwise help you realize your goals.

On one hand, this pressure arguably comes from a good place and seeks a good end: getting to know yourself does require effort and time, and some dream jobs may really be gettable after years of professional and extraprofessional sacrifice. But on the other hand, doing nothing has very little status in our world, no sense of art or humanly value. It is societally synonymous with being lazy; in the USA at least, there is no difference whatsoever. Granted, my version of the 1970s is rosily reductive and probably all out of whack—but my impression is nevertheless that every decade has brought a denser presence, in everyday life, of competition. As an adolescent, you're against your peers not only in academic tables but for your future fulfillment. If you aren't developing your personality by spending July learning Swedish or attending aviation camp, will future you ever be as dream-achievingly happy as everyone else? Will you stand out from the zillions of competitors also chasing that coveted fun-but-elite job, the vanishingly rare likes of Hollywood superhero animator, tropical marine biologist, etc.?

At its most extreme, this attitude amounts to the commodification of your hobbies. The USA's follow-your-dreams culture empowers everyone to quit (or never bother getting) a dull job, which can certainly be important; but it also sets a sky-high standard for happiness. American self-fulfillment equals doing what you love for a living, but if what you love is (naturally) your hobby, then the game becomes converting that hobby into a job. As such, no pastime is really a pastime anymore. If you like reading fantasy novels, then perhaps you're actually laying the groundwork for a professorship in fifteen years' time. You should formalize this interest by joining an institutionalized book club, writing reviews for a magazine, launching a CV-worthy blog, etc. Of course, the equation flips the other way as well: Looking for a new hobby? Why not pick something that feeds into your professional ambitions?

I'm certain that this hobby-jacking strain of workaholicism, which differs from the classical obsessed-with-my-job version, exists in Luxembourg too, even if I haven't observed it as widely. But what other pressures encode people here? Job security and financial comfort at state-level standards, perhaps? That brings its own tough questions, undoubtedly. But for me, I know (and admittedly half-enjoy) what I suffer from—and I must suffer badly, if I can watch a gruesome serial killer documentary and think: gosh, what a great and relaxing summer Carol was having before Ted Bundy showed up. ●

It is with sadness that I must announce that, due to changing professional circumstances, this is my final column for the Lëtzeburger Land. Thank you for reading!

Jeffrey Palms's book, *I'm Having a Knippchen: An American View of Luxembourgish Culture*, published by Black Fountain Press and based on his column in the *Land*, will be released in July.

Stil

LES ENDROITS



Thym citron

À voir la clientèle faire la queue le samedi, on ne doute pas un instant que Thym Citron soit la Rolls des épicerie fines de la capitale. Et ce n'est pas son

emplacement dans la pourtant pas super glamour rue de Strasbourg qui lui aura facilité la tâche. Mais même celles qui chaussent des Louboutin viennent s'y approvisionner aux côtés des collectionneurs de Jaguar pour repartir avec des sacs remplis de fruits et légumes primeurs, de fromages affinés, de snacks pour la pause de midi et de pistaches à prix d'or pour l'apéro. On ne s'est pas étonné lorsqu'on a appris que l'enseigne déjà culte allait reprendre la poissonnerie d'en face et la parer d'un bar à huitres et nectar mousseux, ce qui aurait donné la dernière touche chic au lieu. C'était sans compter sur le refus des autorités de voir une poissonnerie se marier à un bar à Champagne. Et le patron Gerald Polis de changer son fusil d'épaule. La poissonnerie allait être transformée en une épicerie plus grande et le poisson serait vendu à l'ancienne adresse (qui abritait dans le temps le coffre-fort d'une banque). Le

changement est de taille pour le nouveau commerce de victuailles. Plus vaste, avec un intérieur en briques, de style industriel, qui rappellera aux uns les halles de Lyon, aux autres un deli new-yorkais (photo : GD). Les vivres sont pour ainsi dire les mêmes avec un choix plus vaste, et l'on se sert désormais soi-même, petit caddy à l'appui. Comme seules nouveautés, des focaccias à la mortadelle sont préparées à la minute et des confitures maison fabriquées avec les restes de fruits. Les travaux de la nouvelle poissonnerie débiteront en juin. On garde un œil dessus. GD

Le petit Bohème

On ne peut pas dire que l'arrêt dû à la pandémie aura fait chômer Jeremy Pastre, le gérant-directeur

du Strogoff à la place de Paris. Avec l'appui de Maison Mazelier, le jeune Bandolais avait déjà transformé ce premier étage de l'ex-Cordial en lieu de rendez-vous branchouille avec une des seules vues sur une avenue qui donne vraiment l'impression d'être dans une capitale. Pour l'ouverture de leurs deux autres restaurants au sein du nouveau Monoprix de la Place Guillaume II, il aura fallu attendre. La mise en place de la terrasse du Petit Bohème (photo : GD) permet désormais de tester la carte très « bobo », le terme étant repris (de façon ironique et/ou ciblée ?) pour l'énoncé de certains plats, qui sont à l'image du concept très urbains-chic et dédiés aux



rats des villes modernes de l'enseigne. On nous a servi une salade Udon Harlem, croquante et bien assaisonnée, reprise dans la rubrique « Street Healthy ». Œufs Bénédicte ou mollets, pasta aux truffes et sandwiches viennent arrondir un menu sexy. On trouve aussi sur chaque table des serviettes en tissu ainsi que poivrière et salière, ce qui devient de plus en plus rares dans nos restos. On y sert aussi quelques plats de crustacés du Homard bleu de l'étage, plats que l'on peut également emporter en attendant l'ouverture de l'intérieur des restaurants d'ici quelques jours. Il ne reste plus qu'à patienter pour le Comptoir Bohème, à la Cloche d'Or, avec ses 600 mètres carré dédiés aux fruits de mer et poissons. Nous y reviendrons sans faute. GD

Marguerite's

Avec sa Chocolate House en face du palais grand-ducal, Nathalie Bonn avait déjà bien atteint sa cible. Ses pâtisseries plutôt inspirées des modèles de tradition germanique, ne sont peut-être pas au goût de tout le monde, mais attirent les foules. La preuve : des succursales existent aujourd'hui aussi bien à Mersch et Echternach, qu'à Reims, au Koweit, en Arabie saoudite et même, excusez du peu, à Shanghai. Mais la spécialiste des douceurs au cacao n'allait pas s'arrêter là. Au sucré, il s'agissait de compléter l'offre par des propositions salées. Un établissement de la rue de la Reine voisine s'étant libéré, elle y a installé Marguerite's, il y a quelques mois (photo : GD). Décor hyper classique et boisé comme dans les anciennes



pâtisseries, avec de jolis luminaires au plafond. Et encore une belle et grande terrasse qui attirera les badauds et les touristes, car nous nous trouvons en pleine zone piétonne, toujours en face du palais grand-ducal. À la carte, outre les gâteaux bien connus de la maison-mère, on trouve des salades, des pizzas, des quiches et des soupes. Mais attention : ici, on veille aussi à contenter les allergiques et autres intolérants, car absolument tout est préparé sans lactose et sans gluten. De plus, tout ce qui est chocolaté est préparé à base de chocolat noir uniquement. Même les Barbies devraient donc y trouver leur compte. GD

